

سكنا عن الوطن

Les fins d'empire: La mêlée barbare des champs Catalauniques

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14773 - 7 F

MARDI 28 JUILLET 1992

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JACQUES LESOURNE

Alors que le flot de réfugiés bosniaques continue de grossir

Londres convoque une conférence sur la Yougoslavie

Une réunion de plus

PERSONNE ne sait comment sortir du borborygme yougoslave. Ce drame ne cesse, depuis le début, de diviser les Européens, d'autant plus incapables de définir une politique commune qu'aucun n'a de projet précis. Les États-Unis, après avoir pendant des mois ignoré une guerre qui ne présentait pour eux aucun intérêt stratégique majeur, ont commencé à s'en mêler pour mieux démontrer les carences des Douze. Lord Carrington, président de la Conférence pour la paix mise en place par la CEE, a failli, à plusieurs reprises, jeter l'éponge.

Quant aux Nations unies, alors que les combats faisaient rage en Croatie, elles ont fini, après de laborieuses négociations, par décider de déployer quelque 14 000 «casques bleus» en divers endroits de l'ex-Yougoslavie. Mission des plus délicates pour ces «soldats de la paix». Aucun cessez-le-feu n'est respecté, les convois humanitaires sont bloqués par de multiples barrières serbes en Bosnie. A Sarajevo, les membres de la force de protection de l'ONU (FORPRONU) reçoivent des menaces de mort et, à Zagreb, la colère commence à monter contre ces troupes soupçonnées à présent d'être venues pour enterrer l'impunité du territoire croate et les conquêtes de l'armée serbo-fédérale tant en Krajina qu'en Slavonie orientale et occidentale.

POUR ajouter à la confusion régnante, le secrétaire général des Nations unies vient d'envoyer maille à partir avec son Conseil de sécurité et avec les Européens, qui ont pris - sans l'avoir consulté, affirme-t-il - des décisions hâtives sur la supervision, par la FORPRONU, des armes lourdes à Sarajevo. M. Boutros Boutros-Ghali cache à peine que le conflit yougoslave est, à ses yeux, un «conflit de riches», qui doit en priorité être pris en main par les Européens. Il souhaite donc, d'une certaine façon, le «régionaliser».

M. Boutros-Ghali ayant réussi à faire admettre son point de vue sur la Bosnie, la balle est donc de nouveau dans le camp des Douze, et une Conférence internationale sur la Yougoslavie s'ouvrira dans la deuxième semaine d'août à Londres, sous la présidence de M. Douglas Hurd. Si tous les invités sont présents, il y aura beaucoup de monde autour de la table: les protagonistes du conflit, les Douze, l'ONU, la CSCE - bref, tous les acteurs et les instances qui n'ont pas brillé, jusqu'à présent, par une volonté de paix démesurée pour les uns, par un excès de coordination politique pour les autres.

INITIALEMENT, cette conférence avait été proposée par la Serbie qui, le 30 mai dernier, pensait, par cette démarche de dernière heure, échapper à l'embargo des Nations unies. L'idée fut ensuite reprise par la France. Le but avancé par les Européens est on ne plus plus louable: rétablir le paix dans l'ex-Yougoslavie, parvenir à un règlement politique sans toucher aux frontières actuelles. La cause-tête est justement que ces frontières ont déjà changé: sur le terrain, les Serbes sont sur le point de réaliser leur rêve de «Grande Serbie», et l'on voit mal qui pourrait amener Belgrade, dans un hypothétique accord global, à rétroceder des territoires.

M0147 - 0728 0 - 7.00 F



Les représentants des trois parties en conflit en Bosnie-Herzégovine - Musulmans, Serbes et Croates - devaient reprendre, lundi 27 juillet à Londres, leurs pourparlers indirects sous la houlette de lord Carrington, président de la conférence européenne sur la Yougoslavie, deux jours après l'annonce de la convocation par la Grande-Bretagne, qui préside la CEE, d'une conférence internationale. Sur place, les combats se poursuivent et les réfugiés bosniaques continuent d'affluer en Croatie.

Le gouvernement britannique a annoncé, samedi 25 juillet, avoir convoqué une conférence internationale sur la Yougoslavie avec la participation des belligérants, de la Communauté européenne, de l'ONU et de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe), pour tenter de trouver une solution à la crise qui ensanglante ce pays depuis un an. Cette nouvelle conférence, qui se tiendra dans la seconde quinzaine du mois d'août, sans doute à Londres, réunira «les principaux gouvernements et parties concernées, les Nations unies et autres organisations pour tenter de parvenir à un règlement pacifique en Yougoslavie», a annoncé le Foreign Office.

Un responsable du Foreign Office a précisé que le ministre tchécoslovaque des Affaires étrangères, M. Jiri Dienstbier, serait

convié en sa qualité de président de la CSCE. Le secrétaire d'État américain, M. James Baker, ainsi que les groupes impliqués directement dans le conflit ont déjà été invités. M. Douglas Hurd, secrétaire au Foreign Office, a expliqué que cette conférence avait été sollicitée par plusieurs parties, dont la France, le Conseil de sécurité de l'ONU et la CEE. Les participants étudieront toutes les options politiques susceptibles de mettre un terme aux combats en Bosnie-Herzégovine. Dans un entretien à la BBC, M. Hurd, qui présidera la conférence aux côtés de lord Carrington, a déclaré que «toutes les options seront discutées, mais il y en a une que je ne crois pas réalisable (...) c'est l'utilisation de la force militaire pour imposer une solution particulière».

Lire la suite et nos informations page 3

La menace américaine d'intervention armée

Un compromis a été trouvé entre l'Irak et l'ONU

La crise entre l'ONU et l'Irak à propos de l'inspection du ministère irakien de l'agriculture a trouvé une conclusion provisoire, dimanche 26 juillet, avec l'annonce d'un compromis prévoyant l'envoi, dès mardi 28 juillet, d'experts de pays «neutres» aux yeux de Bagdad. Mais M. Saddam Hussein affirme que la guerre du Golfe n'est pas achevée, tandis que les États-Unis n'excluent pas une intervention armée au cas où l'Irak persisterait à ne pas se conformer aux exigences de l'ONU.

NEW-YORK

de nos correspondants

Le dernier en date des affrontements entre l'Irak et le Conseil de sécurité de l'ONU - principalement ses membres occidentaux - s'est achevé, dimanche, sur ce qui ressemble fort à un match nul. La «bataille du ministère de l'agriculture» a pris fin avec un accord qui permet à chacune des parties en conflit de dire qu'elle a sauvegardé ses intérêts.

Le président irakien, M. Saddam Hussein, ne voulait pas que les experts en désarmement de l'ONU puissent venir inspecter le ministère de l'agriculture à Bagdad; l'inspection aura lieu et les experts estiment toujours qu'ils pourront «détecter» dans ce ministère certains des secrets du programme d'armement irakien.

Les Occidentaux - États-Unis, Grande-Bretagne, France - ne voulaient pas que M. Saddam Hussein puisse avoir son mot à dire dans la composition de l'équipe d'inspecteurs; visiblement, la composition de cette équipe a bel et bien été négociée entre les deux parties. Ce ne sont pas là simples détails de forme. L'enjeu est plus large. M. Saddam Hussein entend marquer des points dans la lutte qu'il mène pour seconner le régime de souveraineté limitée auquel il est soumis. Les Occidentaux entendent que la crédibilité retrouvée de l'ONU ne puisse être bafouée et que l'Irak de M. Saddam Hussein n'échappe pas au carcan qui lui a été imposé.

AFSANÉ BASSIR POUR et ALAIN FRACHON Lire la suite page 4

La Hongrie, un «capitalisme du goulasch»

A Budapest, la transition vers l'économie de marché est bien engagée mais l'«italianisation» menace

BUDAPEST

de notre envoyé spécial

Un véritable souk, ce marché de la rue Kondorosi, au sud de Budapest. Là, sur ce terrain vague, tout s'achète, se vend... ou se vole. Des Ukrainiens proposent du caviar russe; des Polonais négocient des cigarettes «yougoslaves»; une vieille femme roumaine étale des Lacoste d'origine indéterminée; un jeune Vietnamien brade du matériel hi-fi «Sunny» «made in Korea». Un petit COMECON reconstitué dans la capitale hongroise? Pas vraiment.

Ici, entre l'ex-Yougoslavie en guerre et la Tchécoslovaquie en

scission, la monnaie que l'on s'arrache, c'est le forint. Une monnaie «forte» dans la région, celle d'un pays, la Hongrie, stable politiquement et déjà bien avancée dans sa transition. Quel capitalisme va se substituer sur les bords du Danube au socialisme de marché d'antan? Pas question, naturellement, de remplacer le Plan par le souk, même si cent cinquante ans d'histoire (l'occupation ottomane) ne peuvent manquer de laisser des traces. Pas question non plus d'emprunter la voie latino-américaine: Budapest a jusqu'à présent évité la renégociation de sa dette et l'hyperinflation. La Hongrie cherche plutôt

son modèle en Europe, entre l'Italie et l'Autriche. «En deux ans, nous avons créé une véritable économie de marché», affirme, péremptoire, le nouveau patron de la Banque nationale de Hongrie (BNH), M. Bod Péter Ákos, militant du Forum démocratique (MDF), le parti au pouvoir (centre droit). Une économie de marchés, certes. Des souks comme celui de la rue Kondorosi, il y en a aujourd'hui des dizaines dans le pays. D'autres marchés, libres, aussi. Pour les fruits et légumes, pour la brocante, pour les actions et obligations (la Bourse)...

ERIK IZRAELECZ Lire la suite page 16

Publicité annulée pour le référendum



La campagne audiovisuelle du gouvernement en faveur du «oui» au référendum du 20 septembre a été annulée. Lire page 6 les articles de PASCALE ROBERT-DIARD et d'ALAIN ROLLAT

Michel Braudeau



ÉDITIONS DU SEUIL

L'ÉCONOMIE

Textile, richesse du Maghreb

Le Maroc est devenu le premier fournisseur de vêtements de la France et la Tunisie fait presque aussi bien.

Lire aussi: les pages Mode d'emploi, Actualité, Perspectives, Industries de terroir, Opinions, Conjoncture. pages 23 à 30

LIBRE FESTIVAL

Aux Semaines musicales de Tours, Rollo Kovacs a présenté un «Barbar de Séville» pour fêter le bicentenaire de la naissance de Rossini.

Le concert de Keith Jarrett, au Festival de jazz de Juan-les-Pins. Le Festival d'Avignon fête les dix ans de la compagnie Daniel Lariou. pages 12 et 13

A L'ÉTRANGER: Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilles-Martin, 9 F; Côte d'Ivoire, 450 F CFA; Danemark, 14 KRO; Espagne, 190 PTA; Grèce, 220 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2 200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 16 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA, 1,00 \$; USA (Hawaï), 2,50 \$.

LES FINES D'EMPIRES

En 451, les Barbares ont déferlé sur l'Empire de Rome et se mêlent déjà de le gérer rudement. Après les Francs, les Huns galopent en Gaule. Voici la pure Geneviève et l'affreux Attila, le tournoiement des peuples et la très sanguinaire indécision des champs Catalauniques : l'image d'Epinal revisitée.

Par CLAUDE AZIZA

Il fait nuit. Ivre de fureur et de bruit, la horde, enfin, s'est endormie. Seules veillent les sentinelles, et du dernier supplice les clameurs se sont tues. Attila, l'air sombre, songe, en ce printemps de 451, qu'il est temps de sonner l'alarme pour faire tomber les murailles de Lutèce assiégée. Mais voilà que, dans un rayon de lumière, apparaît une pure jeune fille vêtue de probité candide et de laine blanche : Geneviève. Elle est venue dire au Barbare :

Que demain
Eperdu, rebrousant de toi-même chernin,
Sans avoir fait un pas de plus vers les

murailles
De Lutèce, vaincu sans livrer de batailles,
Chassé, roulé comme un fétu par l'ouragan,
Toi, le fletu de Dieu, toi l'invincible Khan,
Avec tes cavaliers, les chariots, les hordes,
Tes bagages sanglés en hâte avec des cordes,
Fou, hurlant du remords qui te mordra le sein
Tu t'en retourneras pour jamais vers l'Euxin !
Rideau.

On imagine, avec émotion, la foule vibrante des Parisiens, venus encourager par leur crâne présence au Théâtre Sarah-Bernhardt, en ce 19 juin 1915, les héroïques combattants qui barrent la route de Paris aux hordes barbares.

La Vierge de Lutèce, pièce en quatre actes et en vers d'Auguste Villerois, voilà ce qu'ils applaudissent.

Et si l'on peut penser que c'est faire beaucoup d'honneur à quelques vers de mirillon d'un Paul Déroulède anémique, qu'on songe que, dans l'histoire des nations, l'image d'Epinal a — surtout en période de détresse — des vertus civiques insoupçonnées. Or, quel plus beau chrono que le touchant tableau d'une Gaule, romanisée certes mais toujours consciente de ses origines, réunissant autour d'elle les armées de l'Occident face aux hordes venues d'Orient ?

En 451, sans doute vers les premiers jours de juillet (encore que d'aucuns pencheraient plutôt pour les derniers jours de juin), un formidable rassemblement de nations barbares se trouve réuni en Gaule. Les uns sont alliés, avec tout ce que ce terme peut avoir d'ambiguïté, aux Romains ; les autres suivent, de gré ou de force, les Huns.

De cette multitude, qu'on s'accorde à évaluer à cinq cent mille guerriers, l'historien Amédée Thierry a fait un saisissant tableau : « Jamais, écrit-il (dans son *Histoire d'Attila* et de ses successeurs jusqu'à l'établissement des Hongrois en Europe), depuis Xerxès, l'Europe n'avait vu un tel rassemblement de nations connues ou inconnues ; on n'y comptait pas moins de cinq cent mille guerriers. L'Asie y figurait par ses plus hideux et féroces représentants : le Hun noir et l'Acataire, munis de leurs longs carquois ; l'Alain avec son énorme lance et sa cuirasse en lames de corne, le Neure, le Belonote ; le Gélon peint et tatoué, qui avait pour arme une faux et pour parure une casaque de peau humaine. Des plaines sarmatiques étaient venues sur leurs chariots les tribunes basternes, moitié slaves, moitié asiatiques (...). La Germanie avait fourni ses nations les plus reculées vers l'ouest et le nord (...). On voyait aussi l'Hérule, rapide à la course, invincible au combat (...). Ni l'Ostrogoth ni le Gépide ne manquaient à l'appel ; ils étaient là avec leur infanterie pesante, si redoutée des Romains. »

En face, autour du Romain Aetius, le dernier bastion de l'Empire, les Wisigoths de Théodoric, les Francs de Mérovée, les Burgondes de Gondioc, les Alains de Sangiban, à la fidélité douteuse, des contingents venus de toute la Gaule, qui d'Armorique, qui des Alpes, comme les Brennes. Et puis un ramassis de ces Robin des bois ou Mandrin antiques que l'on nommait les Bagaudes, bien décidés à défendre contre les exactions hunniques ce pays qu'ils réservaient pour leur pillage personnel. Ajoutons les légionnaires romains, et on aboutit à un total de cent cinquante mille hommes au maximum. Soit un rapport de un contre trois. Et cette énorme masse de combattants va se heurter dans cette fameuse bataille que l'on a l'habitude d'appeler des « champs Catalauniques », sans trop savoir à quel lieu précis cela correspond ; si bien qu'on a, à ce jour, proposé une trentaine de localisations, parmi lesquelles il serait vain ou imprudent de trancher. En fait, les combats,

car il y en eut plusieurs, se déroulèrent dans un vaste quadrilatère dont les limites sont marquées, en gros, au nord par Mourmelon (dont la vocation militaire remonte donc fort loin), au sud par Troyes et Bar-sur-Aube ; à l'ouest, du nord au sud, par Reims, Epervier, Sézanne et Romilly ; à l'est, toujours du nord au sud, par Sainte-Menehould, Bar-le-Duc, Saint-Dizier, Bar-sur-Aube. A l'intérieur de ce quadrilatère, Châlons-sur-Marne, lieu emblématique (« catalauniques » vient de Châlons) où se déroulèrent, il est vrai, de rudes combats. Mais pas plus rudes qu'à Vitry-le-François, Mailly, Arcis-sur-Aube ou Méry. Quand nous aurons dit qu'Attila, avant le combat, campe près de Châlons, séparé par la Marne du campement d'Aetius, nous aurons évoqué la physionomie du terrain avant les affrontements. Ceux-ci commencent très au sud, près du camp des Gépides, alliés des Huns. Sans doute au Campus Mauriacus (Moirey, entre Sens et Troyes).

Ce choc extraordinaire entre tant de peuples si divers, avant de le décrire, il faut bien tenter d'en suivre les prémices, de remonter à la source. En 376, les Huns noirs s'installent près du Danube et l'empereur Théodose, qui a besoin d'auxiliaires de valeur pour combattre les Goths, les prend comme mercenaires. C'est le temps (395) où l'Empire romain est partagé en Empire d'Occident (avec pour capitale politique Ravenne) et Empire d'Orient (avec pour capitale Constantinople). C'est sans doute l'année de la naissance d'Attila. En 408, Théodose II, empereur d'Orient, nommé général le roi hun Roas, oncle d'Attila. Dès lors, les Huns participent à la vie politique — combien mouvementée — des deux Empires. S'alliant tantôt avec l'Empire d'Orient, tantôt avec celui d'Occident, ils commencent à peser d'un poids qu'alourdit, en 434, la mort de Roas, la prise du pouvoir royal par Attila.

Celui-ci, second fils de Mundzuk (ou Moundouk), né sans doute en 395 et orphelin très tôt (en 401 ?), a été élevé par son oncle Roas (ou Roas) dont on a vu qu'il était devenu général de l'Empire. A la cour de Roas se côtoient en fort bonne intelligence Romains, Huns et Barbares (appellation commode quoi-

que inexacte pour tous les envahisseurs germaniques). C'est là, en 405, qu'Attila devient l'ami du jeune Aetius, envoyé par l'empereur Honorius pour servir, comme cela se pratiquait couramment, de gage de fidélité, d'otage en quelque sorte. Dès 408, la réciprocité est vraie : Attila séjourne à la cour d'Honorius. Il va rester à Rome, puis à Ravenne, jusqu'en 411. Peut-être fera-t-il même un voyage jusqu'à Constantinople.

En 435, Attila devient empereur des Huns. Il doit lutter à la fois contre les Alains révoltés, les séparatistes Huns, les intrigues de l'empereur d'Orient, les Slaves, les Teutons et l'animosité de Valentinien III — qui a succédé à Honorius — et de sa mère, la fameuse Galla Placidia. C'est beaucoup. Mais voilà que surgit, nous sommes en pleine feuilleton, une offre inattendue et qui ne manque pas de saveur : la princesse Honoria, sœur de l'empereur, lasse de mener, pour s'être laissée tenter un peu vite par les joies de la chair, une vie de recluse, offre sa main à Attila ; qui deviendra ainsi l'héritier légitime du trône. Le Hun accepte. Bien entendu, en Orient et en Occident, ses prétentions sont jugées exorbitantes. On enferme la malheureuse Honoria. Il est temps pour Attila d'entrer de nouveau en campagne. De 441 à 447, l'Empire d'Orient est ravagé, les villes tombent une à une, Constantinople capitale : un tribut sera versé. Mais tout bascule en 450. Le nouvel empereur d'Orient, Marcien, refuse de payer, c'est donc le moment d'accepter officiellement la main de la pauvre Honoria, depuis longtemps retirée de la circulation, et de commencer à se tailler un royaume en Occident. La Gaule est toute désignée pour en être le premier élément.

Les Huns franchissent le Rhin, sans doute dès février 451. Trêves, malgré sa Porte noire et sa garnison, est livrée au pillage. Pendant ce temps les généraux d'Attila ne restent pas inac-

tifs : Edéon et l'Ostrogoth Théodoric s'attaquent à l'Helvétie, détruisent Bâle, Windisch, Colmar, arrivent aux portes de Besançon. Oreste et le Gépide Ardaric prennent Strasbourg, Spire, Worms, Mayence ; Onogèse, Scotta et le Franc Vaast s'emparent de Tongres et d'Arras. Des cohortes se ruent sur l'ouest, marchent sur Reims, Rouen, Caen. Bref, le nord du pays est envahi. Attila, qui a fait sa liaison avec Edéon, prend et pille Metz, qu'il quitte vers le 10 avril. Oreste, qui a commis des massacres à Laon et à Saint-Quentin, les rejoint devant Reims, qui tombe très vite. C'est le moment de s'attaquer à Lutèce, qui est assiégée.

Alors la population décide de se réfugier à Novigentum (Saint-Cloud) en implorant le droit de passage. Et c'est là qu'intervient la légende puis miracle. Geneviève déclare qu'on ne partira pas, que d'ailleurs les femmes sont retranchées, en prières, dans l'église Saint-Etienne et la basilique Notre-Dame, à l'ouest de l'île (car n'oublions pas que la cité gallo-romaine est sur une île) et qu'il faut attendre en chantant des cantiques. Ce qui fut fait. Le lendemain, les Huns ont levé le siège ! Un miracle ? Plutôt, chez Attila, la crainte qu'un long siège laisse le temps à son frère ennemi Aetius de franchir les Alpes, voire de concocter des alliances avec les Wisigoths, qui sont les ennemis des Huns. Peut-être même a-t-il su par son peu fiable allié Sangiban que des troupes gallo-romaines se massent au sud de la Loire et qu'il faut se dépêcher d'aller à leur rencontre. Quoi qu'il en soit, Attila part pour Orléans.

C'est le moment où lui parvient une terrible nouvelle : Aetius, à marches forcées, est arrivé à Arles. Il n'est plus temps de flâner, certes, mais il faut prendre des précautions : s'assurer le concours des Bagaudes pour garder le nord et l'ouest, faire surveiller la Loire par les Alains. Mais les uns refusent de coopérer, se cantonnant dans une position d'attente, et les autres ne veulent en faire qu'à leur tête. Il est donc vital de prendre Orléans. Le siège commence le 28 mai, la ville mettra un mois pour se rendre : le 20 juin, les portes s'ouvrent. Mais il est déjà bien tard. Le 23 juin, alors que les Huns savourent leur victoire, une immense clameur monte à l'horizon : Aetius est là. Mais dans quel état, épuisé et contraint de prendre ses quartiers. Les deux armées sont désormais face à face. On tente de parlementer. Le Romain ne veut pas en découdre ; il exige le retrait de son vieil ami, qui devra repartir vers le nord-est, sans revenir vers le fleuve, en abandonnant donc ses alliés alains. D'ailleurs ceux-ci viennent de trahir et de se ranger du côté des Romains... Attila commence donc à faire mouvement mais c'est pour regrouper ses troupes au nord de Sens, entre les vallées de l'Yonne et de l'Aisne, dans ces plaines qui forment la Champagne.

La bataille commence par un massacre : les Gépides, installés près du Campus Mauriacus, se font tailler en pièces par les Francs de Mérovée : seize mille morts. Mauvais début pour Attila. Les adversaires sont désormais face à face : Attila au centre des siens, avec, à l'est, les Ostrogoths, à l'ouest, ses autres alliés, dont les Gépides survivants. Aetius, lui, a préféré rester sur une aile, envoyant au-devant de son adversaire les Burgondes, les Francs, puis l'accablant avec la cavalerie wisigothe.

Dans la confuse mêlée qui s'ensuit, la fortune ne tranche pas. La mort du roi Théodoric et l'indécision d'Aetius permettent à Attila de regagner son camp. Plus de cent cinquante mille morts et blessés gisent sur le champ de bataille. Les adversaires épuisés se regardent trois jours sans bouger. Puis, première surprise, les Wisigoths s'en vont. C'est ensuite le tour d'Attila. Aetius, enfin, se retire dans Orléans. Il n'y a ni vainqueurs ni vaincus. La Gaule éparpillée, mais sauvée par une coalition barbare-gallo-romaine, est libre pour devenir la proie de ceux qui l'ont aidée.

Attila est rentré chez lui, gardant ses forces intactes pour l'expédition qu'il projette de faire en Italie. Parvenu devant Rome en 452, il renoncera à prendre la ville et mourra, l'année suivante, au lendemain de sa nuit de noces avec une nouvelle, blonde et jeune épouse. Aetius ne lui surviva que d'un an : l'empereur Valentinien III lui passera son épée au travers du corps dans un accès de fureur. C'est ainsi que mourut « le dernier des Romains ».

POUR EN SAVOIR PLUS

- *Attila, le fletu de Dieu*, de Maurice Bouvier-Ajam, Talandier, 1982.
- *Les invasions barbares*, de Pierre Riché et Philippe Le Maître, PUF, 1991.
- *Sainte Geneviève et la fin de la Gaule romaine*, de Joël Schmidt, Perrin, 1990.
- On trouvera aussi de la fiction avec quelques titres récents : *Le Maître des steppes*, de Daniel Kircher, Olivier Orban, 1981 ; *La Porte noire*, de Michel Peyramaure, Robert Laffont, 1986 ; *Galla Placidia*, de Gérard Herzhaft, Ramsay, 1987 ; *L'Impératrice Galla Placidia raconte sa vie et son temps*, de René Gutman, Nizet, 1982 ; *Geneviève et Attila*, de Michèle Laforest, Albin Michel, 1992.
- On verra avec amusement Attila-Antony Quinn affronter Aetius-Henri Vidal et Honoria-Sophia Loren dans *Attila, fletu de Dieu*, de Pietro Francisci (1955), disponible en vidéocassette chez Robur/Virgin vidéo.



Anthony Quinn dans le rôle-titre d'Attila, fletu de Dieu, film de Pietro Francisci (1955).

Sous la direction de Jean-Pierre Rioux

Prochain épisode : « Augustule, le Romulus sans louve »

سنة ١٩٩٢

Tandis que les combats se poursuivent en Bosnie-Herzégovine

Le flot de réfugiés bosniaques continue de grossir

L'ONU a échoué dans sa tentative d'atteindre la ville de Gorazde, au sud-est de Sarajevo, assiégée et bombardée depuis trois mois par les forces serbes, et a renoncé, dimanche 26 juillet, à faire parvenir, pour le moment, des vivres et des médicaments aux quelque 70 000 Bosniaques qui y sont bloqués dans des conditions dramatiques.

De violents combats se sont, en outre, poursuivis à Sarajevo ainsi que dans d'autres régions de Bosnie-Herzégovine au cours du week-end, faisant au moins une vingtaine de morts. Dans la capitale bosniaque notamment, huit personnes sont tombées sous les tirs de mortier et d'artillerie serbes alors qu'elles faisaient la queue lors de distributions d'aide humanitaire.

Par ailleurs, six trains de réfugiés bosniaques sont arrivés, ce week-end, en Allemagne en provenance de Croatie. Ces convois transportaient surtout des femmes et des enfants musulmans expulsés par les Serbes de la région de Bosanski Novi, dans le nord-ouest de la Bos-

nie-Herzégovine. L'Allemagne, qui héberge déjà quelque 200 000 réfugiés ayant fui les combats dans l'ex-Yougoslavie, a ainsi accueilli 5 162 Bosniaques depuis samedi. Le ministre allemand des affaires étrangères, M. Klaus Kinkel, exhorte les autres pays européens à ouvrir leurs portes aux réfugiés.

A la veille de l'ouverture à Genève, mercredi 29 juillet, d'une conférence internationale sur l'aide à apporter aux 2,25 millions de réfugiés de l'ex-Yougoslavie organisée par le HCR, les critiques se multiplient en Allemagne à l'encontre de la passivité des autres pays européens. « Pour des Etats comme l'Angleterre, la France et le Bénin, c'est une preuve de dureté et de mesquinerie que de refuser d'accueillir des réfugiés », a notamment déclaré M. Olaf Feldman, membre du parti libéral FDP. « Nous en accueillons 5 000, les Anglais aucun, les Français aucun et l'Espagne annonce qu'elle en prendra 100 par charité », a déploré le ministre de l'environnement de Bavière, M. Peter Gauweiler. « Les hommes politiques qui pleurent

devant les caméras de télévision mais refusent d'accueillir des réfugiés font semblant d'être concernés mais, en fait, ils ont le cœur sec », a estimé pour sa part M. Karsten Voigt, membre du Parti social-démocrate.

Entassés dans des wagons

Les témoignages des milliers de réfugiés bosniaques affluant à la frontière croate confirment que les Serbes ont entrepris de vider des régions entières de leur population musulmane afin de créer des entités ethniquement « pures ». Les Serbes, selon ces témoignages, n'hésitent pas à regrouper les hommes dans des stades, à entasser des femmes et des enfants dans des wagons de marchandises et même à se livrer à des massacres.

Ainsi, « tous les musulmans de 11 localités (près de Bosanski Novi) », raconte Emsuda Krilic, qui dit avoir été expulsée de sa maison de Donji Agici par des miliciens serbes le 24 mai. « Nous avons été détenus dans des maisons pendant

18 jours. Il y avait environ 30 personnes, cinq ou six familles, par maison. Puis le 9 juin, (...) ils nous ont emmenés sur un chantier et ont séparé les hommes des femmes », raconte-t-elle.

Les habitants ont ensuite été entassés dans des wagons, 250 à 300 par voitures, pour un voyage de cinq jours par une chaleur étouffante, jusqu'à la ville de Doboj, au centre de la Bosnie. Elle assure que les Serbes ont même ouvert le feu sur un groupe qui s'apprêtait à monter dans le train, tuant de trente à quarante personnes. « A Doboj, les trois wagons des hommes ont été renvoyés à Bosanski Novi », alors que les femmes et les enfants ont été expulsés en Croatie. Des réfugiés affirment qu'au même moment, la terreur régnait à Bosanski Novi, livrée aux mains des miliciens serbes, parfois venus de Krajina, région de Croatie à forte population serbe. Presque tous les hommes interrogés disent avoir passé au moins cinq jours dans le stade de la ville. — (AFP, Reuters.)

Une tournée de M^{me} Lamatière dans l'ex-Union soviétique

Où s'arrête l'Europe ?

M^{me} Catherine Lamatière, secrétaire générale du Conseil de l'Europe, et M. Hikmet Cetin, ministre turc des affaires étrangères et président en exercice du Comité ministériel de l'institution européenne chargée de la défense des droits de l'homme, viennent d'achever, à Tachkent, une tournée d'une semaine dans cinq Républiques de l'ex-Union soviétique : Ukraine, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan. L'objectif était d'évaluer l'aide que le Conseil de l'Europe pourrait apporter à ces pays afin qu'ils s'engagent résolument sur la voie démocratique. Les résultats du voyage seront examinés par les chefs de la diplomatie des pays membres du Conseil de l'Europe, de la CEI et de Géorgie, les 10 et 11 septembre prochains à Istanbul.

TACHKENT

de notre envoyé spécial

Depuis la désagrégation de l'empire soviétique, le Conseil de l'Europe a opté pour une politique d'ouverture. Ainsi, la Hongrie, la Yougoslavie et la Tchecoslovaquie en sont devenues membres et la plupart des autres Etats d'Europe centrale et orientale bénéficient au sein de l'assemblée parlementaire d'un statut d'observateurs qui préfigure, sans accident comme dans le cas de la Yougoslavie, une adhésion prochaine. Les responsables de Strasbourg ont vu dans la désintégration de l'Union soviétique une nouvelle chance d'élargir leur champ d'action et d'accroître leur influence, notamment en matière de défense des droits de l'homme.

En mai dernier, le Comité des ministres a choisi de jouer la carte de la Russie de M. Boris Eltsine et il n'est pas exclu que les Russes viennent siéger dans la capitale alsacienne en 1993. Dès lors, rien n'empêchait le Conseil de l'Europe de s'intéresser aussi aux autres pays membres de la CEI. D'autant que les nouvelles Républiques, ne pouvant songer à une adhésion à la CEI, ont hâtivement demandé de s'arrêter à l'Europe occidentale et d'obtenir le label de pays démocratique.

La volonté de M^{me} Lamatière d'aller de l'avant coïncide avec l'ambition de la Turquie de renouer avec une politique étrangère d'envergure. Après la création de la zone de coopération de la mer Noire (CEN), Ankara poursuit son offensive diplomatique dans le Caucase et en Asie centrale, avec cette fois la caution du Conseil de l'Europe. Soucieux de contrebalancer les visées iraniennes dans la région, les Etats-Unis appuient la démarche de la Turquie (membre de l'OTAN) en direction notamment des Républiques turcophones de l'ex-Union soviétique.

Guerre civile géorgienne

Une visite en Ukraine s'imposait aussi, compte tenu de l'enjeu économique et stratégique que représente ce pays. M. Leonid Kravtchouk a demandé formellement l'adhésion au Conseil de l'Europe en précisant qu'il avait conscience qu'un tel « mariage supposait certaines qualités » de la part de Kiev. M^{me} Lamatière a relevé de son côté

des « points très favorables » dans le programme présenté par le président ukrainien : projet de nouvelle Constitution, volonté d'engager des « réformes juridiques » destinées à respecter les droits de l'homme.

En revanche, à l'issue de sa rencontre avec les autorités géorgiennes, M^{me} Lamatière s'est montrée plus circonspecte, malgré tout le prestige dont jouit M. Edouard Chevardnadze. Elle a relevé comme un point positif les résultats de la rencontre entre le président du Conseil d'Etat et M. Eltsine à propos du conflit ossète. Toutefois, si une solution définitive n'était pas trouvée pour mettre un terme à la guerre civile « toute coopération avec le Conseil de l'Europe », a-t-elle dit, « deviendrait extrêmement difficile ».

Mais de tels voyages ne sont pas toujours faciles à gérer diplomatiquement. Ainsi M^{me} Lamatière avait au départ d'Ankara que son avion devait faire une « escale technique » à Bakou sur le chemin du retour, après l'étape de Tachkent. Tapis rouges, caennas de télévision, bouquets de fleurs ont été mobilisés pour l'accueillir. M. Teyfik Kasimov, ministre azeri des affaires étrangères, n'a pas laissé passer cette occasion de recevoir ostensiblement la délégation européenne, dont l'itinéraire ne prévoyait pas d'escale en Arménie.

Loin de Strasbourg

A Alma Ata, tandis que M. Noursoltan Nazarbajev, président du Kazakhstan, était « parti en vacances », M^{me} Lamatière a longuement entendu un représentant du parti d'opposition Azat expliquant que son pays devait entamer « une procédure de divorce avec la Russie et créer des nouvelles frontières avec elle ». Pour Azat, il s'agit plus ou moins d'engager un processus de « décolonisation ». Six millions deux cent mille Russes vivent dans ce pays, soit autant que les Kazakhs.

A Bichkek, les autorités kirghizes ont exprimé un intérêt plus marqué pour le « Conseil de l'Europe ». Elles ont transmis à Strasbourg leur projet de Constitution qui a fait l'objet d'un commentaire détaillé de M. Askar Akayev, président du Kirghizstan, notamment sur les dispositions prévoyant la privatisation des terres et les garanties sur la propriété individuelle. Se présentant comme « pro-occidental », M. Akayev a visiblement séduit ses invités par la volonté affichée de « changer la société kirghize en accélérant le développement économique et protéger les minorités ethniques ». Seul président des cinq Républiques musulmanes à avoir dénoncé à temps le coup d'Etat manqué de Moscou d'août 1991, il bénéficie a priori d'un plus grand crédit en Occident.

Ce n'est pas le cas de M. Islam Karimov, président de l'Ouzbékistan. L'ancien secrétaire du PC ouzbek, devenu le Parti démocratique populaire, a la réputation d'avoir conservé des méthodes musclées pour faire taire l'opposition. A la rencontre organisée avec les formations politiques, seul le parti gouvernemental était représenté. Même s'il n'est question d'envisager qu'un statut d'associé au Conseil de l'Europe pour les Républiques d'Asie centrale, Tachkent est encore trop loin de Strasbourg.

MARCEL SCOTTO

ITALIE : après l'assassinat du juge Borsellino

L'armée arrive en Sicile

Le gouvernement italien a mis à exécution sans tarder sa décision du 25 juillet d'envoyer à Palerme sept mille soldats en renfort pour la lutte contre la mafia, pour une durée de six mois. Dès le 26, mille militaires, dont trois quarts de parachutistes, ont pris position autour des lieux chauds : le palais de justice, la prison de l'Ucciardone et le domicile de l'ancien maire Leoluca Orlando, député et leader national du mouvement La Rete.

« La mission de protéger l'ordre public restera sous l'autorité civile », a confirmé le premier ministre, M. Giampaolo Amato. « Mais les militaires l'aident » à reprendre le contrôle du territoire infiltré par l'organisation criminelle en raillant, perquisitionnant, voire en arrêtant. Pour le ministre de la défense, M. Salvo Andò, élu de l'île, la crise mafieuse est « la priorité la plus urgente », les militaires allant « sauver le territoire pour que la police puisse se consacrer à ses investigations ».

Cette décision rappelle à certains celle qui avait été prise contre « la Piovra » par Benito Mussolini dans les années 20. Pour sa part, le nouveau maire de Palerme, M. Aldo Rizzo, a mis en garde contre « toute militarisation » de la

ville : « On ne peut combattre la mafia avec l'armée puisqu'il s'agit d'un ennemi caché ». De nouvelles manifestations sont, en outre, prévues dans la capitale sicilienne.

Les investigations sur les assassinats des juges Borsellino et Falcone, menées en Italie comme en Allemagne, semblent confirmer « la piste d'Agrigente » (une ville de la côte sud-ouest de l'île). Un jeune magistrat de cette ville, Rosario Livatino, avait été tué le 21 septembre 1990. Les luttres ciblées pour le contrôle de la drogue y ont fait depuis deux ans environ cent cinquante morts (le Monde des 23, 24 et 26 juillet). Poursuivant cette piste, Paolo Borsellino devait retourner le 22 juillet en Allemagne pour interroger un « repenti ». Le quotidien populaire Bild Zeitung affirme que ses assassins venaient d'Allemagne. Paolo Borsellino s'apprêtait aussi à établir les complicités de certains magistrats avec des « patrons » de l'organisation.

En début de semaine, les membres du parquet de Palerme devaient être entendus à Rome par le Conseil supérieur de la magistrature, après l'ouverture par ce dernier d'une enquête sur le meurtre de Paolo Borsellino. Le procureur général contesté par la moitié de ses substituts. — (AFP, Reuters, UPI.)

TURQUIE

Inauguration du barrage Ataturk

Les premières unités du barrage Ataturk, construit sur l'Euphrate dans le cadre du gigantesque projet (GAP) d'irrigation et de production énergétique de l'Anatolie du Sud-Est (le Monde du 15 janvier 1990), ont été mises en service samedi 25 juillet, lors d'une cérémonie présidée par le président turc Süleyman Demirel, les estimant en « contradiction » avec les accords signés.

Celui de la Syrie, le ministre de l'Irrigation Abdurrahman Al Madani, a certes affirmé que les deux pays voisins « ne vont pas se battre pour de l'eau », mais le quotidien officiel syrien Tichrine a critiqué dès dimanche des déclarations du premier ministre turc Süleyman Demirel, les estimant en « contradiction » avec les accords signés.

Lors d'une conférence de presse, samedi, M. Demirel a affirmé que la Syrie et l'Irak « tous deux utilisent les eaux de l'Euphrate et du Tigre et réclament un traité international sur leur partage — « n'avaient pas plus de droits sur les eaux turques que la Turquie sur leurs pères ». Le président Turgut Ozal avait de son côté lancé, samedi, que « le vingt et unième siècle appartiendra à la Turquie ». Ankara avait promis de maintenir le flux de l'Euphrate à une moyenne de 500 m³ seconde, expliquant par cela le retard d'un an par la mise en service du barrage. Le projet total (22 barrages et 19 centrales prévues dans vingt ans) couvre une zone à irriguer de la taille de la Belgique et devrait coûter 25 milliards de dollars. — (Reuters, AFP, AP.)

EN BREF

■ ALBANIE : participation en baisse pour les élections locales. Avec près de 60 % des inscrits, le taux de participation aux premières élections locales était en baisse, dimanche 26 juillet, par rapport à celui des législatives de mai (près de 90 %). Ces élections opposent principalement le Parti démocrate, au pouvoir depuis les législatives, aux anciens communistes rebaptisés socialistes. Les premiers résultats ne devraient pas être connus avant mercredi. — (AFP, AP.)

■ BRÉSIL : une mutinerie fait douze morts. — Au moins onze prisonniers et un policier sont morts, dimanche 26 juillet, au cours d'une mutinerie à la prison de Sao José de Meriti, ville située dans une des zones les plus violentes de la banlieue de Rio de Janeiro. La rébellion a commencé lorsque deux condamnés ont pris en otage deux des gardiens, demandant un véhicule et des armes pour fuir. Devant le refus des autorités, les mutins ont mis le feu à leurs matelas, provoquant l'intervention de la police. — (AFP.)

■ IRLANDE : inculpation du violateur présumé de l'adolescente qui est au centre de la polémique sur l'avortement. — Un homme de quarante-deux ans a été inculpé, samedi 25 juillet à Dublin, de viol et attentats à la pudeur sur l'adolescente de quatorze ans dont l'avortement en Grande-Bretagne avait provoqué une vive controverse en Irlande. En février, la Haute Cour de Dublin avait interdit à l'adolescente de se rendre en Grande-Bretagne pour avorter, mais ce jugement avait été annulé par la Cour suprême, qui avait autorisé la jeune fille à s'y rendre en Grande-Bretagne. Un nouveau référendum sur l'IVG aura lieu en novembre. — (AFP.)

■ NICARAGUA : un ancien chef de la Contra abattu par l'armée. — M. José Angel Moran — un ancien chef de la Contra qui avait repris les armes en 1990, puis négocié sa reddition au début de cette année — a été tué le 19 juillet par l'armée du Nicaragua (contrôlée par les sandinistes), à la frontière avec le Honduras, a annoncé, samedi 25 juillet, le journal Barricada, citant des informations officielles. — (AFP, Reuters.)

■ POLOGNE : le nouveau cabinet veut gouverner par décrets. — Le nouveau cabinet du premier ministre, M^{me} Hanna Suchocka, va demander au Parlement de lui accorder le droit de gouverner par décrets, a rapporté, dimanche 26 juillet, l'agence de presse polonaise PAP. M^{me} Suchocka a discuté durant le week-end de cette question avec le président Lech Walesa, qui soutient la demande du gouvernement. — (AFP, UPI.)

■ ROUMANIE : M. Călin Drăgoș, candidat du FSN à l'élection présidentielle, a été élu député national de l'ex-premier ministre Petre Roman a désigné, samedi 25 juillet, M. Călin Drăgoș, inconnu du grand public, comme candidat de ce parti à l'élection présidentielle du 27 septembre. M. Drăgoș est chef du département de l'information du gouvernement depuis juin 1991. M. Roman avait refusé de se porter candidat à cette élection, auquel l'actuel président Ion Iliescu, en conflit avec le FSN, a décidé de se représenter. Par ailleurs, le maire ultra-nationaliste de Cluj, M. Gheorghe Funar, connu pour son extrême hostilité à la minorité hongroise de Roumanie, a repoussé l'appui de sa formation, le Parti de l'unité nationale, pour se présenter à la présidentielle. La Convention démocratique (opposi-

tion unifiée) avait désigné, fin juin, M. Emil Constantinescu, recteur de l'université de Bucarest, pour affronter M. Iliescu. — (AFP.)

■ SEVCHELLES : victoire du parti présidentiel à l'élection de la commission constitutionnelle. — Le Front progressiste du peuple (FPP) du président France-Albert René a recueilli 58,4 % des suffrages, lors de l'élection, dimanche 26 juillet, de la commission chargée de rédiger une nouvelle Constitution (le Monde des 26 et 27 juillet). Le FPP devrait se voir attribuer 11 sièges au sein de cette commission, contre huit au Parti démocratique, et un au parti centriste Seselewa. Le taux de participation a atteint 90 %. — (Reuters.)

■ TOGO : six blessés légers dans un nouvel attentat. — Six personnes ont été légèrement blessées, vendredi 24 juillet, à Atakpané, à 160 kilomètres au nord de Lomé, lors de l'explosion d'une bombe au domicile du commandant de la brigade de gendarmerie. Cette explosion porte à dix-huit le nombre d'attentats signalés en trois mois dans le pays. Samedi, le Collectif de l'opposition démocratique togolaise, qui regroupe vingt-cinq partis, syndicats et associations, a demandé à la France de « reconsidérer son assistance militaire » au Togo. — (AFP.)

■ Le 5^e Sommet de la francophonie aura lieu à l'île Maurice. — Le 5^e Sommet de la francophonie aura lieu en septembre 1993 à l'île Maurice, a indiqué dimanche 26 juillet à Port-Louis le ministre des affaires étrangères, M. Paul Benger. La France et d'autres bailleurs de fonds ont accepté de financer la construction, dans le nord de l'île, d'un centre international de conférence. — (AFP.)

Nouveaux bombardements aériens sur le Haut-Karabakh

Un avion d'attaque Soukhoï-25 azerbaidjanais a bombardé, dimanche 26 juillet, le chef-lieu du Haut-Karabakh, Stepanakert, après une attaque similaire, samedi, contre une autre localité arménienne (Martouni), qui a fait quatre morts selon des sources arméniennes. Le ministère azerbaidjanais de la défense, qui avait démenti une première attaque aérienne de ses forces mardi dernier contre Stepanakert, a affirmé dimanche que les Arméniens, soutenus par une trentaine de tanks, ont lancé une offensive en direction de la ville d'Agdam (avant-poste azeri à l'est de Stepanakert), mais que leur progression a été stoppée.

L'Abkhazie proclame sa souveraineté

Les affrontements entre Arméniens et Azerbaidjanais se sont aussi poursuivis dans les régions de Martouni et de Mardakert, dans le Haut-Karabakh, ainsi qu'à la frontière avec la République d'Arménie, à la hauteur de Goris.

A l'ouest du Caucase, sur la côte géorgienne de la mer Noire, une

nouvelle crise a éclaté avec la proclamation de la souveraineté de l'Abkhazie, République autonome de la Géorgie dont les députés ont proclamé la semaine dernière le rétablissement d'une Constitution de 1925.

Cette démarche a été déclarée « illégale », samedi, par le Conseil d'Etat de la Géorgie, dont le président, M. Edouard Chevardnadze, a émis la crainte que « les événements en Abkhazie ne soient l'indice d'une guerre civile entre Géorgiens et Ossètes réclamant leur indépendance ont fait des milliers de morts et de disparus, avant l'arrivée, il y a deux semaines, d'une force d'intervention russo-ossète-georgienne.

Les revendications abkhazes, qui avaient servi de détonateur aux premières manifestations nationalistes et anticommunistes à Tbilissi, il y a trois ans, sont compliquées par le fait que ce peuple caucasien est minoritaire dans le territoire administratif en question et que les Géorgiens qui y vivent étaient en majorité favorables au président d'ancien Gamsakhourdia. — (AFP, Reuters.)

AMÉRIQUES

COLOMBIE : déguisé en femme lors de son évocation

Pablo Escobar exige une «force de sécurité internationale» pour se rendre

Le gouvernement colombien a fait connaître, dimanche 26 juillet, les nouvelles conditions posées par le chef du cartel de Medellín, Pablo Escobar, toujours en fuite. Ce dernier exige notamment qu'une «force de sécurité internationale» assure la surveillance de la nouvelle prison ou caserne où il se rendrait, à condition que ce nouveau lieu de détention soit situé dans le département d'Antioquia, dont Medellín est la capitale. Le gouvernement, qui a limogé le directeur national des prisons, M. Navas Rubio, a réaffirmé que la reddition d'Escobar devait être «inconditionnelle», tout en lui promettant un «procès équitable» et des garanties pour sa sécurité.

Par ailleurs, un premier rapport officiel de l'armée a révélé que Pablo Escobar s'était évadé de la prison d'Envigado dans la nuit du 21 au 22 juillet, grâce à la complicité de cinq militaires, dont le sergent Filiberto Joya, soudoyés avec quelques victuailles et la promesse d'une forte récompense. Alors que 350 soldats entouraient «sa» prison, Pablo Escobar — vraisemblablement déguisé en femme et portant perruque — et ses neuf co-détenus, grimés en paysans ou en gardiens, ont pu franchir une ligne électrifiée entre deux postes de garde, non loin du terrain de football à leur disposition. Le président Gaviria avait donné l'ordre à l'armée le 21 juillet de prendre le contrôle de la prison et de transférer Escobar vers une caserne, pour l'empêcher de continuer de diriger le trafic de drogue. Selon plusieurs responsables gouvernementaux, le capo craignait d'être tué lors de ce transfert ou d'être extradé vers les États-Unis. — (AFP, Reuters)

A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN

Début de mise en place d'une armée islamique

Le ministre de la défense Ahmed Shah Massoud a annoncé, samedi 25 juillet, plusieurs nominations qui constituent l'armature de la constitution d'une armée islamique afghane après la déroute du régime communiste fin avril. Avec l'accord du président Rabbani, il a désigné trois vice-ministres de la défense, appartenant respectivement aux partis Ittihad, Hezb et Wahdat (ce dernier regroupe la plupart des factions chiites). En outre, un commandant de l'armée de l'air a été désigné. Il s'agit du colonel Mir Anjumuddin, qui avait servi le président déchu Najibullah avant de rejoindre au Pakistan les opposants islamistes.

D'autre part, M. Abdul Ahad Wolsey, un ancien ambassadeur du régime communiste, a été abattu par quatre hommes dimanche à Kaboul près du ministère des affaires étrangères, où il venait d'être nommé directeur. — (AFP, AP, Reuters)

ÉGYPTE

Arrestation de dix-sept «agitateurs» islamistes

Tenue pour responsables d'incidents interconfessionnels, qui ont fait au moins vingt-cinq morts, dix-sept chrétiens copites et trois policiers, au cours des derniers mois à Dairout, en Haute-Egypte, dix-sept «agitateurs» islamistes ont été arrêtés, a annoncé, dimanche 26 juillet, le ministre égyptien de l'Intérieur, M. Abdel Halim Moussa. La police a ramené le calme dans la région et saisi toutes les armes détenues par les extrémistes, a-t-il affirmé.

Par ailleurs, sept personnes, dont six enfants, ont été blessées dimanche dans la région de Damietta, au nord-ouest du Caire, par des bouteilles incendiaires lancées par des extrémistes islamistes, lors d'une cérémonie religieuse que les intégristes considéraient comme une pratique hérétique. — (AFP)

PÉROU

Nouvelles mesures contre le terrorisme

Répondant à la récente vague d'attentats des «maoïstes» du Sentier lumineux, qui a fait près de quarante morts, le gouvernement péruvien a décidé que les terroristes présumés seraient traduits devant les tribunaux militaires, dans le cadre d'une «procédure sommaire». Ils seront accusés de «haute trahison», ce qui les rend passibles de la peine de mort. A Lima, où l'état d'urgence a été prolongé de soixante jours, dimanche 26 juillet, l'armée a entrepris un ratissage maison par maison, dans les quartiers pauvres. Parmi les quelques deux cents personnes interpellées, une trentaine ont été accusées de complicité avec les rebelles. Les forces de sécurité sont en état d'alerte permanente, avant la grève lancée par le Sentier lumineux pour mardi 28 et mercredi 29 juillet. — (AFP, Reuters, AP)

SOMALIE

Naufrage d'un bateau de réfugiés au large de Djibouti

Un bâtiment de la marine française a recueilli, dimanche 26 juillet, les corps de quarante-cinq Somaliens noyés lors du naufrage de leur boutre, dans les eaux territoriales djiboutiennes, au large d'Obock, ont indiqué des sources militaires françaises. Une soixantaine de passagers, qui voulaient se rendre au Yémen, se trouvaient à bord; seuls douze d'entre eux ont survécu. D'autre part, plus de trois cents réfugiés somaliens sont bloqués dans un bateau, depuis mercredi, au large du port kényan de Mombasa. Les autorités kényanes leur refusent le droit d'accoster, estimant que les conditions ne sont pas réunies pour les accueillir dans la région, où déjà 25 000 Somaliens s'entassent dans le camp de réfugiés d'Ungwa. Le Comité international de la Croix-Rouge a fait porter à bord des vivres et des médicaments. — (AFP, Reuters)

ECOLE SUPERIEURE DE GENIE INFORMATIQUE

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR TECHNIQUE PAUVRE

Formation en 3 ans

• D'EXPERTS EN RÉSEAUX ET SYSTÈME

• D'INGÉNIEURS

Technico-Commerciaux en Informatique

Recrutement à Bac + 2

- Classes prépas scientifiques

- BTS - DUT Informatique ou Technique.

RENSEIGNEMENTS

ESGI la Grande Ecole de Génie Informatique
25, Rue Saint-Ambroise
75011 Paris. Téléphone : 43 55 44 44

PROCHE-ORIENT

D'accord pour une relance rapide du processus de paix

Les délégations arabes réunies à Damas mettent en garde contre une solution «partielle»

Israël et les pays arabes n'avaient toujours pas répondu, lundi 27 juillet, à la suggestion, faite samedi par le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, de reprendre les négociations bilatérales le 10 août à Washington, et non à Rome. La Syrie, la Jordanie, le Liban et les Palestiniens, s'étaient bornés samedi, à l'issue d'une réunion de leurs ministres des affaires étrangères à Damas, à donner leur accord pour la poursuite de ces négociations.

DAMAS

de notre envoyée spéciale

Prêtes à «poursuivre le plus rapidement possible les négociations bilatérales» avec Israël, les délégations arabes engagées dans le processus de paix, qui viennent de tenir leur troisième réunion de coordination à Damas, attendent toutefois qu'Israël donne «une preuve concrète» de sa volonté de paix.

Conscients que le climat d'euphorie créé par la victoire de M. Yitzhak Rabin aux élections israéliennes ne

joue pas en leur faveur, Jordaniens, Libanais, Palestiniens et Syriens, auxquels s'était joint le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Amr Moussa, ont réaffirmé leur disponibilité et leur désir de paix, mais en réitérant fermement les principes sur lesquels ils se sont engagés, à savoir «une solution globale et non partielle», pour «tous les fronts palestiniens, syrien et jordanien, en application des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU». Ils ont rappelé aussi la nécessité de «l'application intégrale et inconditionnelle de la résolution 425», qui prévoit le retrait d'Israël du Liban sud.

Si l'Egypte a réussi à imposer sa marque sur quelques passages du communiqué final, il ne faut toutefois pas de doute que les participants se sont plutôt rangés à la fermeté de la position syrienne et que les initiatives souhaitées par M. Moussa, pour, selon ses termes, répondre «à l'offensive de paix» israélienne et «aider le président américain George Bush dans sa campagne électorale», n'ont pas été retenues.

Au chef de la diplomatie égyptienne qui affirmait au début de cette réunion que «la baïe est dans le camp des Arabes» et qu'il faut être «deux pour jouer», le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk al

Charah, a répondu qu'il valait mieux «pas de match, qu'un match perdu».

Les Palestiniens sur la défensive

Osteniblement présents au sein de la délégation palestinienne conduite par M. Farouk Kaddoumi, «ministre des affaires étrangères» de l'OLP, MM. Abdel Chafi, chef de la délégation palestinienne aux négociations bilatérales, Faysal Hussein et Saïb Oreikat, deux autres dirigeants des territoires occupés, ont plaidé à plusieurs reprises le dossier de l'autonomie de la Cisjordanie et de Gaza, faisant valoir qu'il ne s'agissait que d'un règlement intérimaire ne pouvant constituer une amorce de paix séparée.

Ils cherchaient ainsi à dissiper les soupçons qui pèsent sur les intentions des Palestiniens. «Nous aimerions bien pouvoir dès maintenant parler du règlement final, nous disait M. Oreikat, mais nous n'en serons là que dans trois ans» (délai prévu dans l'actuel processus de paix pour aborder, au-delà de la question d'une autonomie provisoire, le problème de fond du statut définitif des territoires occupés).

Une explication acceptée, mais qui

Un compromis a été trouvé entre l'Irak et l'ONU

Suite de la première page

M. Saddam Hussein a gagné du temps et montré qu'il restait une marge de manœuvre: les Occidentaux n'ont pas cédé sur le principe de l'inspection et leur menace de recours à la force a été prise au sérieux.

Infatigable pratiquant de la «guerre des nerfs», le président irakien a, cette fois, choisi de céder au dernier moment. Le président George Bush, pour sa part, mesurait les dangers politiques d'une éventuelle intervention armée en année électorale. Pour le moment, la perspective d'une escalade militaire paraît s'estomper. Commentant l'accord intervenu, M. Bush a observé «qu'un ultimatum n'était plus requis» et qu'il n'avait plus à formuler «de menaces» puisque «le conflit immédiat» (celui du ministère de l'Agriculture) «avait été résolu avec la marche arrière de Saddam Hussein». Le président américain n'en a pas moins annoncé une période de tension continue avec le président irakien, «ce vous, ce dictateur, ce marchand de mort», qu'il a accusé de violations multiples des clauses du cessez-le-feu imposé à l'Irak à l'issue de la guerre. «Le vrai test» des intentions de l'Irak, a poursuivi M. Bush, sera la manière dont vont se dérouler les prochaines inspections de l'ONU dans ce pays.

La première indication sera donnée cette semaine, puisque la nouvelle équipe d'inspecteurs doit se présenter dès mardi au fameux ministère de l'Agriculture. Le conflit remonte au 5 juillet, lorsqu'une précédente équipe avait voulu pénétrer dans ce bâtiment — un tour ultra-moderne, — soupçonné de pouvoir y trouver quelques éléments intéressants des dossiers et du «matériel» relatifs à l'arsenal chimique de l'Irak et au stock de missiles balistiques Scud qui seraient encore en sa possession. Menés par un Américain, l'équipe d'experts se vit opposer un refus catégorique des autorités irakiennes. Celles-ci faisaient valoir qu'il n'était pas dans le mandat de l'ONU de fouiller une administration civile et qu'il en allait du respect de la souveraineté de l'Irak. Les autorités irakiennes organisèrent des manifestations de plus en plus violentes contre les inspecteurs, qui campèrent trois semaines devant le ministère avant de battre en retraite.

Le compromis final a finalement été négocié à l'ONU, dans la nuit de samedi à dimanche, entre le chef des missions d'inspection de désarmement, le Suédois Rolf Ekus, et le chef de la mission diplomatique irakienne à New York, M. Abdul Aziz Al-Anbari. Les Irakiens voulaient une équipe d'inspecteurs appartenant à des pays neutres, non alignés, ou n'ayant jamais pris part à des actions contre l'Irak. Ils obtiennent

partiellement satisfaction. L'équipe qui entrera dans le ministère sera dirigée par un Allemand, M. Achim Biermann, aidé d'un Suisse, d'un Suédois, d'un Finlandais et d'un Russe. Deux autres experts, un Américain et un Russe, resteront à l'extérieur, sur le parking du ministère. M. Ekus se rendra lui aussi la semaine prochaine à Bagdad.

M. Ekus a beau dire qu'il est resté maître de la composition de l'équipe, les spécialistes du dossier «décodeur» de subtiles concessions de part et d'autre. A la satisfaction de l'Irak, le «commando» qui pénétrera dans le ministère ne comprend ni Américain ni Britannique ou Français. Il sera, en revanche, dirigé par un homme

dont les Irakiens ne voulaient pas, l'Allemand Achim Biermann, enquêteur redouté et redoutable, sans doute un des meilleurs spécialistes de ce genre de mission (et ressortissant d'un pays de l'OTAN, ce qui déplaît aussi à Bagdad).

«Une cible légitime»

«C'est une équipe très, très forte», qui se livra à «une inspection totale», a dit M. Ekus, ajoutant toutefois qu'elle «exercerait sa mission d'une manière raisonnable». «Nous avons pris en compte la sensibilité de l'Irak sans faire de compromis sur nos positions», a-t-il déclaré. L'ambassadeur irakien ne disait pas autre chose: «Nous sommes satisfaits, nous avions à nous assurer que notre souveraineté, notre dignité et notre sécurité ne seraient pas menacées. Notre souveraineté est respectée parce que nous avons négocié les termes de ce compromis», a observé M. Al-Anbari. L'ambassadeur avait d'autant plus de raisons d'être «satisfait» que cette partie de bras de fer a sans doute laissé le temps au gouvernement irakien de dénigrer d'éventuels documents compromettants du ministère de

l'Agriculture. Enigmatisque, M. Ekus a déclaré à ce propos: «Ni les documents ni le matériel en question ne sont très faciles à déplacer. Et si les Irakiens ont choisi de les détruire sur place, eh bien! c'est ce que nous voulions.»

Le compromis a été entériné lors d'une réunion, dimanche après-midi, des représentants américains, britanniques et français au Conseil de sécurité. Une heure plus tard, le président Bush avait, pour commenter l'accord, un ton et des propos d'autant plus fermes qu'il s'agissait peut-être de cacher l'amertume d'avoir dû négocier avec M. Saddam Hussein. Cet «accord ne change rien au fait que Saddam Hussein a multiplié les violations» des résolutions sur le cessez-le-feu, a dit le président américain, pour lequel le conflit en cours ne se limite pas à l'affaire du ministère de l'Agriculture. M. Bush a accusé le chef de l'Etat irakien de refuser de participer aux discussions sur la délimitation des frontières avec le Koweït, d'organiser le

blocus économique des Kurdes, d'utiliser des avions pour bombarder les chiites du sud de l'Irak, de refuser de vendre du pétrole pour financer l'approvisionnement de la population irakienne et de maltraiter les représentants de l'ONU.

«La communauté internationale ne doit pas tolérer cela», a poursuivi M. Bush qui venait, durant le week-end, de passer en revue les options militaires à sa disposition. «Elles sont vastes, nous avons la capacité de surprendre de manière décisive et efficace», a dit le secrétaire à la défense, M. Richard Cheney, ajoutant que M. Saddam Hussein «était, en tant que maître de la chaîne de commandement irakienne, une cible légitime». Numéro deux du département d'Etat, M. Lawrence Eagleburger, expliquait: «Même s'ils nous laissent entrer au ministère de l'Agriculture, cela ne veut pas dire que nous ne ferons rien». Pour MM. Cheney et Eagleburger, le président irakien reste décidé à l'«affrontement», n'ayant concédé, dans la bataille du ministère de l'Agriculture, qu'un retrait tactique.

AFSANÉ BASSIR POUR et ALAIN FRACHON

LIBAN

Visite officielle à Paris du premier ministre

Le premier ministre libanais, M. Rachid Solh, était attendu, lundi 27 juillet, à Paris pour une visite officielle de trois jours en France, son premier déplacement à l'étranger — hormis la Syrie — depuis son entrée en fonctions le 29 mai dernier.

M. Solh devrait notamment examiner au cours de son séjour l'échelonnement de la dette civile et militaire du Liban à l'égard de la France, qui s'élève à quelque 836 millions de francs, dont 400 millions pour le volet militaire. Il informera également les responsables français des récents entretiens au Liban du secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, sur le processus de paix israélo-arabe.

Sa visite intervient à moins d'un mois des premières élections législatives au Liban depuis vingt ans, fortement contestées par une partie des responsables chrétiens libanais. Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, avait déclaré la semaine dernière à ce sujet que l'envoi d'observateurs pour surveiller le déroulement du scrutin ne serait pas «une mauvaise idée».

La récupération des édifices publics

Par ailleurs, dans le cadre de la récupération par l'Etat libanais des édifices publics occupés, l'armée a pris possession, dans la nuit de samedi à dimanche, du palais historique de Beit-Eddine, avec l'aide du dirigeant druze Walid Joumblatt dont la milice contrôlait le bâtiment.

De son côté, le chef de l'extrême gauche des forces libanaises, M. Samir Geagea, dont le quartier général de la Quarantaine avait été pris samedi par l'armée (le Monde daté 26-27 juillet), s'est déclaré toujours engagé dans le processus de pacification du Liban, à condition que la démocratie soit respectée. — (AFP)

«Les cinq Grands ont «abandonné le Liban», estime M. Eddé. — Soulignant que la loi organisant les prochaines élections législatives «exigées» par la Syrie au Liban, est «inconstitutionnelle», le chef du Bloc national libanais, M. Raymond Eddé, dans une déclaration qu'il nous a adressée, estime qu'il est étonnant que les cinq Grands du Conseil de sécurité, si soucieux de la sauvegarde de la démocratie dans d'autres pays, abandonnent le Liban à son triste sort, et se demandent si «la plaine de la Bekaa, qui fait partie du Liban depuis 1860, sera offerte à la Syrie en échange du Golan annexé par Israël en 1981».

Parti libéral des élections

sur la vente d'armes se pour

Le Liban

ASEAN et les

sur les

سكرا من الاموال

150

ASIE

JAPON : sans parvenir à regagner la majorité à la Chambre haute

Le Parti libéral-démocrate a remporté les élections sénatoriales

Le Parti libéral-démocrate (PLD) au pouvoir a opéré une remontée dans les faveurs de l'électorat à la suite du vote pour le renouvellement de la moitié des sièges de la Chambre haute, dimanche 26 juillet, mais il n'est toutefois pas parvenu à y regagner la majorité absolue. En revanche, les socialistes stagnent, et Rengo no kai, organisation politique de la confédération syndicale Rengo, qui avait fait une percée spectaculaire en 1989, essuie une cuisante défaite : aucun de ses candidats n'a été élu.

TOKYO

de notre correspondant

Le PLD est en bonne position pour regagner en 1993 la majorité au Sénat qu'il avait perdue en 1989. Bien que les conservateurs aient obtenu plus de la moitié des 127 sièges à pourvoir, leur victoire n'est pas suffisante pour leur assurer le contrôle de la Chambre haute (1).

Elle est en effet relative : globalement, l'écart entre parti gouvernemental et opposition s'est élargi (de sept sièges) mais, par rapport aux élections de 1989, le PLD bénéficie d'un incontestable regain de confiance de l'électorat. Ces résultats obligent néanmoins à conti-

nuer à compter sur une alliance avec les partis centristes, parmi lesquels seul le Komeito a amélioré de manière substantielle sa position : au total, compte tenu des sièges qui n'étaient pas en jeu, le parti bouddhiste décline vingt-quatre sièges. Les sociaux-démocrates, en revanche, ont régressé de huit à six sièges. Les communistes perdent trois sièges, et n'en ont plus que onze.

Loin de renouveler leur exploit de 1989, les socialistes ont simplement réussi à conserver leurs vingt-deux sièges en lice alors qu'ils en avaient obtenu quarante-six il y a trois ans. Ces piètres résultats compromettent leur ambition de constituer la cheville ouvrière d'une coalition des forces non communistes et risquent d'affaiblir la position de leur président, M. Tanabe. Au total, le PSJ conserve ses 71 sénateurs, tandis que le PLD en a 107 (contre 114 avant le 26 juillet), mais peut compter sur le ralliement des indépendants.

Echec

de la stratégie du PSJ

Pratiquement aucun des candidats présentés par les mini-formations n'a été élu, à l'exception de quatre membres du Parti pour le Nouveau Japon, appendice du camp conservateur, et une victoire, celle du candidat du Parti des sports et de la paix de l'ex-cham-

plon de catch Inoki. Ces élections, qui ont suscité un faible intérêt dans l'opinion, comme en témoigne un faible taux de participation - 50,6 % au niveau national et 37 % à Tokyo, - indiquent que la stratégie du PLD consistant à mettre l'accent sur les problèmes concrets a été plus « payante », en ces temps de morosité économique, que celle des socialistes, qui avaient cherché à faire de cette consultation un référendum sur la loi controversée permettant la participation de soldats japonais aux forces des Nations unies ; seule exception à Okinawa, où le PLD a été battu. Selon un sondage du Yomiuri à la veille du vote, la grande préoccupation de l'électorat est le bien-être. Fort de sa victoire, le PLD va néanmoins pouvoir proclamer que l'opinion approuve l'envoi de troupes à l'étranger.

Les résultats de ces élections consolident, jusqu'à un certain point, la position du premier ministre, qui envisagerait des élections générales en automne. Une décision qui dépendra moins de M. Miyazawa que du plus puissant clan du PLD, celui de M. Take-shita, qui sort renforcé de ces élections et dont l'ascendant ne se fera sentir que davantage.

PHILIPPE PONS

(1) Le mandat des sénateurs est de six ans, mais la moitié des sièges du Sénat sont renouvelés tous les trois ans.

CHINE : la fin de la tournée asiatique de M. Rocard

La controverse sur la vente d'avions Mirage à Taiwan se poursuit

La suspense concernant l'éventuelle vente par la France de quelque 120 chasseurs Mirage 2000-5 à Taiwan continue, malgré les avertissements voilés du gouvernement communiste de Pékin, au point de dominer les relations entre la classe politique française et le monde chinois. M. Michel Rocard, dont les récents entretiens non officiels avec les dirigeants de Pékin, avaient en partie porté sur cette question, a achevé, vendredi 24 juillet, sa tournée chinoise par une visite, également « privée », à Taïpeh.

TAÏPEH

de notre envoyé spécial

L'ex-premier ministre et candidat à la présidence de la République n'a pas fourni de précisions sur une affaire pour laquelle, insiste-t-il, il n'est pas mandaté. M. Rocard a rencontré, vendredi, les plus hauts responsables de Chine nationaliste, dont le président Lee Teng-hui. Il s'est refusé à tout commentaire, mais a laissé comprendre à la presse qu'il envisageait la vente de ces avions avec « optimisme ».

Au cours d'une réception donnée par l'ambassade officielle de France à Taïpeh, il a dressé un bilan d'un voyage qui a également conduit à Hongkong. M. Rocard a souligné que « les trois Chines » qu'il avait visitées étaient « filles de la même culture et d'un immense héritage », raison pour laquelle il fallait s'efforcer de leur habitants de renouer avec « l'unité profonde du peuple de Chine (...) sous le signe de la démocratie et du progrès économique ». Démentant implici-

tement le caractère purement touristique de son voyage de cinq semaines en Extrême-Orient et dans le Pacifique, l'ancien premier ministre a également relevé que « les relations personnelles et commerciales » entre partenaires politiques « peuvent surmonter les difficultés existant entre les Etats ».

On peut mesurer l'évolution des rapports de force en Asie si l'on songe à un voyage qu'avait effectué en 1981, dans la même volonté de prendre du champ par rapport à la France, un précédent « présidentiable » : M. François Mitterrand. Le futur chef de l'Etat s'était lui aussi rendu en Chine, mais il avait poursuivi son chemin vers la Corée du Nord pour y rencontrer l'ermite communiste Kim Il-sung.

Le « froid » avec Pékin

Le projet de vente d'avions de chasse à Taïwan est une illustration de l'érosion de l'influence des derniers bastions communistes, tendance à laquelle le gouvernement continental chinois ne parvient à opposer que la menace de représailles économiques. A Pékin, le ministère des relations économiques et du commerce avec l'étranger a ainsi présenté, le 24 juillet, le bilan d'une récente série d'achats Europe, en soulignant que la France avait été le seul pays à n'être pas visité par la mission, qui revient avec 2 milliards de dollars de commandes à l'industrie du Vieux Continent.

La faute, a précisé le porte-parole du ministère, en incombe au fait que « les ventes de grandes quantités d'armements et d'équipements de haute technologie (à Taïwan) ont nettement affecté la réunification pacifique des deux parties (de la Chine) ». Le ministère avait d'ailleurs « oublié » d'inviter les

journalistes français accrédités à Pékin. Côté français, on fait plutôt valoir que Paris avait refusé le principe d'une telle mission, exercice par lequel Pékin cherche à se concilier à bon compte les milieux d'affaires en procédant à des confirmations de commandes déjà acquises ou en se livrant à des promesses d'achat non suivies d'effets.

La Chine populaire a reçu, dans l'affaire des Mirage, le soutien du PCF, en la personne de M. Roland Leroy, directeur de l'Humanité, de passage à Pékin. Alors que, il y a deux ans, la CGT s'était montrée favorable à la vente de frégates françaises à Taïpeh, M. Leroy a estimé qu'il convenait de renoncer à « la vente envisagée de quelques Mirage à Taïwan » afin de profiter des « immenses perspectives de coopération » s'offrant à la France sur le continent. De fait, la CGT était intéressée par la fourniture de bateaux construits par les chantiers navals, où elle est plus fortement représentée que chez Dassault.

M. Leroy n'en a pas moins commis un faux pas, volontaire ou non, qui justifierait peut-être la fraîcheur du « traitement » de sa visite par le Quotidien du peuple, organe du PC chinois, qui a réitéré l'information en un paragraphe à l'intérieur. N'a-t-il pas appelé la France à développer sa coopération avec « la Chine, Taïwan et tous les autres Etats d'Asie » ? Taïwan, un « Etat » ? Le PCF ira-t-il plus vite que la République française dans le réexamen des réalités asiatiques ?

Ce n'est pourtant pas pour cette raison, mais pour des considérations budgétaires, que le quotidien communiste a décidé de fermer son bureau de Pékin. Il avait été rouvert après la brouille de vingt ans provoquée, en 1967, par la rupture sino-soviétique.

FRANCIS DERON

Réunis à Manille

Les six membres de l'ASEAN et leurs partenaires occidentaux en désaccord sur les droits de l'homme

La question des droits de l'homme aura marqué la réunion, samedi 25 juillet, à Manille, entre les six membres de l'ASEAN et leurs partenaires occidentaux (Le Monde des 22 et 24 juillet). Tout d'abord, en raison du veto du Portugal à la négociation d'un nouvel accord de coopération ASEAN-CEE à la suite des massacres de Timor-Oriental par l'armée indonésienne. Ensuite, en raison des divergences entre les membres de

l'Association et les Etats-Unis sur l'attitude à adopter face à la dictature birmane. Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker a demandé l'application d'un embargo strict sur les livraisons d'armes à Rangoon, où la situation des droits de l'homme « reste déplorable ». L'ASEAN, au contraire, a affirmé la « légitimité » de la junte.

D'autre part, selon l'International Herald Tribune, les participants

à la réunion ont été unanimes à critiquer l'attitude des Khmers rouges, qui bloquent le processus de paix au Cambodge. Ils demeurent néanmoins divisés sur la question des sanctions. Enfin, selon des sources de l'ONU au Cambodge, il semblerait que les auteurs du massacre de huit Vietnamiens la semaine dernière (Le Monde du 25 juillet) aient été des soldats du régime de Phnom-Penh. - (UPI, AFP)

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : un pas en direction de l'ANC

M. De Klerk est « prêt » à discuter la formation d'un « gouvernement d'unité nationale »

Le président Frederik De Klerk a fait un geste en direction de l'opposition noire, samedi 25 juillet, en se prononçant pour l'établissement « urgent » d'un « gouvernement transitoire d'unité nationale » et la mise sur pied, à bref délai, d'un organisme constituant, dans le but de préparer des élections générales.

Le président, qui s'exprimait à l'issue d'un conseil de deux jours de son gouvernement, s'est aussi prononcé en faveur d'une reprise « immédiate » des négociations pour un partage du pouvoir entre minorité blanche et majorité noire. Dans un texte diffusé samedi, M. De Klerk a déclaré que son gouvernement, qui s'est réuni en conseil dans un endroit secret du nord du pays, est « prêt, capable et désireux d'aller de l'avant immédiatement » dans le processus de négociations pour un partage du pouvoir.

M. De Klerk a souligné que « le gouvernement est désormais prêt à explorer les initiatives possibles dans les discussions avec les autres parties ». Il a ajouté que « le gouvernement est convaincu que l'impasse actuelle peut être résolue par la négocia-

tion et il est prêt à prendre les mesures nécessaires à cet égard ».

D'autre part, dans un reportage publié dimanche par le Sunday Times, le plus grand quotidien dominical de Johannesburg, un médecin légiste sud-africain renommé a accusé la police de tuer des suspects au cours de leur garde à vue. Le docteur Jonathan Gluckman s'est déclaré « dégoûté » par les meurtres présumés de la police, ajoutant que ses appels directs au président Frederik De Klerk n'avaient pas mis fin aux effusions de sang.

Le médecin a indiqué qu'il avait examiné les dossiers de plus de deux cents personnes décédées au cours de leur garde à vue. « Je suis convaincu que 90 % de ces personnes ont été tuées par la police », a-t-il affirmé, ajoutant que les policiers sont, selon lui, « totalement hors de contrôle ». Le docteur Gluckman est célèbre pour avoir prouvé que l'activiste noir Steve Biko était décédé, en 1977, des suites de mauvais traitements subis lors d'une garde à vue. - (AFP, Reuters)

■ BÉNIN : ouverture du procès du « marabout » des présidents. - M. Mohamed Cissé, « marabout » (sorcier musulman) de l'ancien président du Bénin, le général Mathieu Kérékou - après avoir été celui de l'ancien président zambien Kenneth Kaunda et du chef de l'Etat zairais, le maréchal Mobutu, - devait comparaitre, lundi 27 juillet, devant la Cour d'assises de Cotonou pour répondre d'importants détournements de fonds. Les Béninois attendent depuis plusieurs mois le procès de cet homme à la personnalité mystérieuse, souvent présenté comme

« l'âme damnée » de l'ancien président. - (AFP)

■ Ouverture du sommet de la CEDEAO à Dakar. - Le quinzième sommet de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) devait s'ouvrir, lundi 27 juillet, à Dakar. Contrairement à ce qui était prévu, les chefs d'Etat devaient renoncer à adopter, lors de ce sommet, le nouveau traité révisé de la CEDEAO, des problèmes de fond restant à régler. A l'issue du sommet, le secrétaire exécutif de l'organisation, M. Abass Bundu, - (AFP)

SOUDAN

Appel de l'ONU pour une aide d'urgence aux personnes déplacées

Dans un communiqué publié à Nairobi, les Nations unies ont lancé, samedi 25 juillet, un appel en faveur du déblocage d'une aide d'urgence pour les 110 000 personnes des régions de Jonglei et d'Equatoria orientale, dans le sud du Soudan, déplacées par la guerre, les inondations et la sécheresse.

Si le déblocage de l'aide internationale est extrêmement urgent, sa distribution ne pourra être assurée que si toutes les parties en conflit dans le sud du Soudan acceptent de coopérer avec l'ONU et les autres organisations humanitaires. Indique le communiqué, qui « met en garde contre une poursuite de l'exode de la population vers le sud du pays et l'Ouganda, si l'assistance n'arrive pas rapidement ».

Enlèvements d'enfants

Par ailleurs, le ministre soudanais du travail, M. Kinga George, qui a démissionné la semaine dernière, a indiqué qu'il entendait ainsi protester contre la volonté du pouvoir d'« islamiser le sud du pays » en majorité chrétien et animiste. Lui-même originaire du Soudan sud, M. Kinga a dénoncé les enlèvements d'enfants en vue de leur islamisation, « les persécutions dont sont victimes, dans la région de Khartoum, les centaines de milliers de déplacés du Soudan sud », et le mode de fonctionnement du gouvernement, dont certains membres sont « des décideurs, cependant que les autres, qui n'ont jamais leur mot à dire, sont là pour exécuter » les ordres. - (AFP)

DIPLOMATIE

BIBLIOGRAPHIE

« Le Tapis rouge », d'Alain Decaux

Grandeurs et petites choses de la francophonie

Coqueluche depuis trente ans des amateurs d'histoire de la radiotélévision, l'académicien Alain Decaux, choisi personnellement par Michel Rocard pour être dans son gouvernement, de 1988 à 1991, ministre délégué à la francophonie, ne s'est pas embarrassé du délai de réserve pour livrer non pas des secrets d'Etat, mais des informations confidentielles, jetant un jour cru sur l'action - ou l'inaction - du pouvoir dans un domaine censé bénéficier du consensus.

Un fait parmi cent autres : revenant d'une rencontre avec Boutros Boutros-Ghali, alors membre du cabinet égyptien, le ministre de la francophonie indique, en conseil des ministres, que si la France continue de réduire le nombre de bourses accordées aux étudiants d'Egypte (et d'ailleurs) il n'y aura bientôt plus de ministres parlant français au Caire (on en comptait sept en exercice en 1991). A l'issue du conseil, un de ses collègues vient informer « Alain » que sa remarque a « déçu » le président...

Comme si, s'agissant de la situation du français, le chef de l'Etat ne supporterait que les « bonnes nouvelles » dont la francophonie n'est d'ailleurs pas avare dès qu'on quitte l'Europe. Parmi celles rapportées de ses voyages par le membre le plus populaire du gouvernement Rocard (84 % d'opinions favorables) : la forte demande de français s'élevant de la péninsule indochinoise. Afin d'y répondre sans tarder, Alain Decaux obtint 100 millions de francs.

Quant à leur « déblocage », il s'agit d'une autre paire de manches... Les refus muets de la haute administration, la guerre des cabinets ministériels « où on ne cherche pas ce qui peut être utile à la France mais à « son » ministre », les ambûches particulières disposées par Thierry de Besauco, alors secrétaire d'Etat, font qu'en fin de compte 10 millions de francs

seulement, c'est-à-dire une somme bien insuffisante pour concurrencer nos rivaux culturels australiens ou japonais, parviendront à la francophonie d'Indochine... (1)

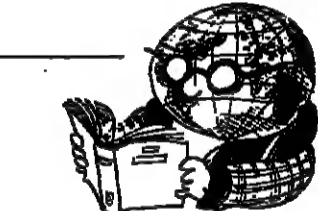
Et ainsi de suite. Le gros livre d'Alain Decaux est à la fois un constat de l'attrait grandissant du Sud pour le français « langue non alignée » et de l'incroyable d'une large part de notre classe politique devant cet « amour », atout sans pareil, pourtant ! « Il n'y a pas de science francophonie », déclare ainsi à Alain Decaux le ministre de la recherche, Hubert Curien.

Et le ministre de la francophonie de constater que, si des savants français persistent à exclure le français, si banques, facultés, entreprises, hôtels et publications de France s'acharment à répondre en anglais aux francophones de l'étranger qui s'adressent à eux dans l'idiotisme de Michel Serres, bien des plus fervents adeptes de la francophonie finiront par se décourager.

Les confidences de Michel Rocard

« Nous sommes devenus des Québécois... Nous devons réagir comme eux. Les Français ne défendent pas assez leur langue », dira Alain Decaux à François Mitterrand lors d'un de leurs rares tête-à-tête. En revanche, Michel Rocard et le ministre de la francophonie auront de longues discussions que notre chroniqueur rapporte, créant, au fil de son livre, un véritable petit assai - admiratif - sur l'ancien premier ministre, essai fort éclairant sur le « calvaire » de « Michel » à Matignon, ses convictions, ses projets.

Quant à l'action ministérielle du ministre-écrivain, elle a porté quelques fruits, principalement dans le domaine audiovisuel extérieur, et en aucun cas elle ne prit l'allure de ce « crime contre l'esprit » que l'architecte Roland Castro avait cru bon d'annoncer



lors de l'entrée de l'académicien dans l'équipe Rocard (Le Monde du 2 juillet 1988).

Le propos d'Alain Decaux révèle également tout un aspect improvisé de la diplomatie française, particulièrement au moment de la crise du Golfe où, par exemple, le ministre de la francophonie fut expédié chez le président yéménite sans instructions précises, sans même avoir obtenu de rencontrer notre ministre des affaires étrangères entre deux portes...

Revenu à ses travaux historiques, Alain Decaux garde foi en la francophonie, mais il n'a plus d'illusion quant à l'attitude des responsables français : « Si la francophonie est pour moi quelque chose d'immense, ce n'est pas la conception de la plupart de ceux que j'en vois chargés. » Dès lors, pourquoi a-t-il dédié son Tapis rouge à Françoise Giroud à laquelle on prête le mot : « le combat pour le français est désespéré » ?

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

(1) Catherine Tasca, successeur d'Alain Decaux, a remis ce dossier à l'ordre du jour.

► Le Tapis rouge, d'Alain Decaux, de l'Académie française, Perrin, 435 p., 125 F.

■ Une nouvelle publication pour la francophonie. - Le Groupe d'études sur la francophonie de l'Université Laval (Québec) et le Centre international d'études francophones de Paris-Sorbonne viennent de lancer, sous les auspices de l'Agence de coopération culturelle et technique, une nouvelle publication, l'Année francophone internationale. Ce bilan annuel - celui de 1991 vient de paraître - complètera utilement l'état du français dans le monde régulièrement publiée par le Haut Conseil de la francophonie.

► L'Année francophone internationale, CIEF, 1, rue Victor-Cousin, 75005 Paris, 170 p., 50 F le numéro.

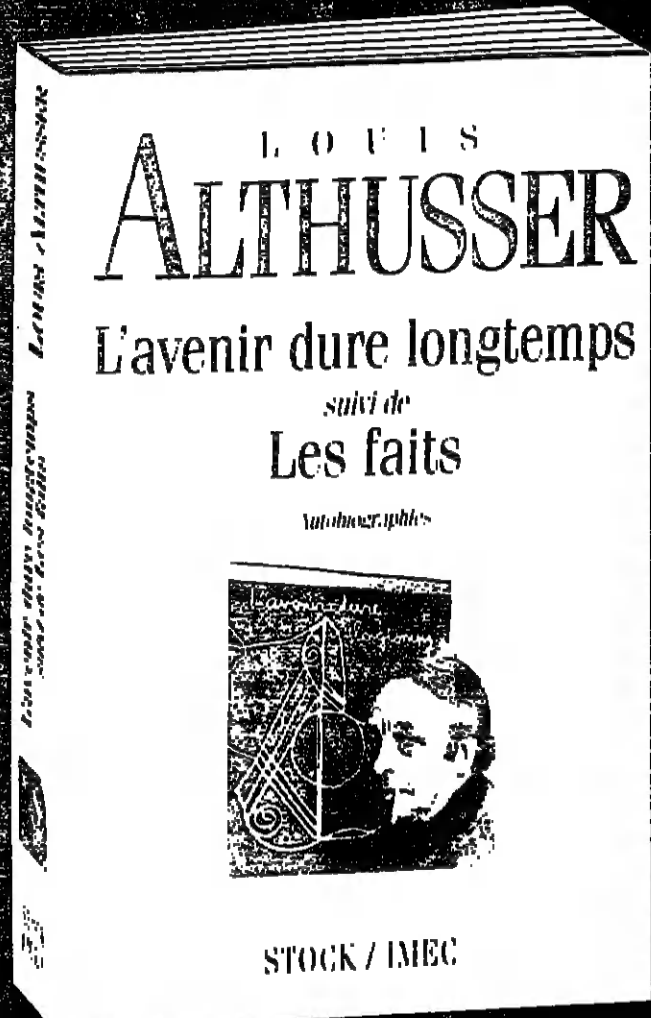
LOUIS ALTHUSSER

A qui perd gagné, il se pourrait que Louis Althusser survécût à la chute du marxisme... Il resterait alors comme un grand maudit à la Artaud.

Michel Contat, Le Monde

Il y a de l'ordalie dans cette épreuve intérieure à laquelle un homme se soumet, gouvernant avec fermeté son cœur et son esprit.

Jérôme Garcin, L'Événement du Jeudi



359 p.
140 F

Qui osera désormais prétendre qu'un philosophe n'a pas de vie, après avoir lu cet extraordinaire document, surgi de la nuit de la folie et de la mort ?

Didier Eribon, Le Nouvel Observateur

L'avenir dure longtemps, par son ampleur et ses révélations, est un document capital.

Lucile Laveggi, Le Figaro

Le récit fait penser tantôt à l'*Historia Calamitatum* d'Abélard, tantôt aux *Confessions* de Rousseau - tant est forte la beauté purement littéraire de certaines pages.

Robert Maggiori, Libération

Un très beau texte, d'une densité dramatique à la limite du supportable, d'une qualité littéraire exceptionnelle.

Marcel Neusch, La Croix

STOCK/IMEC

POLITIQUE

La préparation du référendum du 20 septembre

Le gouvernement renonce à sa campagne télévisée en faveur de Maastricht

Le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, a décidé de renoncer, samedi 25 juillet, à la campagne audiovisuelle sur l'Europe prévue par le Service d'information et de diffusion (SID), afin de tenir compte des réserves émises par le président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), M. Jacques Boutet (nos dernières éditions datées 19-20 juillet). Cette campagne, réalisée par l'agence Roux-Séguela-Cayzac-Goudard (RSCG), avait soulevé une polémique parmi les partisans du « non », qui jugeaient les spots de publicité trop favorables au traité de Maastricht et accusaient le SID de « détournement de fonds publics ».

M. Jacques Séguela, président de l'agence RSCG, avait présenté, jeudi 23 juillet, une « campagne d'union » sur l'Europe. Les Français parlaient aux Français, le garant et le cycliste étaient authentiques. M. Philippe de Villiers, député (UDF) de la Vendée et fondateur du Mouvement pour les valeurs, qui prône le « non » au référendum du 30 septembre, a crié le premier au mensonge. Dès jeudi,

le député adresse au Conseil supérieur de l'audiovisuel une lettre de protestation contre une campagne qu'il juge trop favorable à la ratification du traité de Maastricht.

Prudence, observe le président du CSA, M. Jacques Boutet, qui, vendredi 25 juillet, met en garde M. Jean-François Mary, chef du Service d'information et de diffusion (SID), placé sous l'autorité du premier ministre, contre une méconnaissance des dispositions de l'article 22 de la loi du 15 janvier 1990, qui interdit « les émissions publicitaires à caractère politique ». Le CSA demande en conséquence que la campagne d'information sur le référendum soit « repensée ».

A l'hôtel Matignon, M. Pierre Bérégovoy s'interroge sur l'opportunité de maintenir ou non cette campagne. Consulté, le président de la République lui recommande de ne pas s'opposer à l'avis du CSA. Le premier ministre a déjà décidé de renoncer à la diffusion des spots de publicité lorsque MM. Philippe Séguin, député (RPR) des Vosges, et Charles Pasqua, sénateur (RPR) des Hauts-de-Seine, animateurs du Rassemblement pour le non à Maastricht, donnèrent à la polémique un tour plus sévère en dénonçant le « scandaleux détournement de fonds publics » auquel se livre, selon eux, le SID. « Ceux qui s'en rendent responsables », poursuit M. Séguin, ne

sont pas seulement des tricheurs et des fraudeurs, ce sont aussi des voleurs. » M. Pasqua renchérit : par cette campagne, il s'agit, selon lui, « sous couvert d'information sur le traité de Maastricht, de faire financer par les contribuables - ceux qui votent « oui » ou ceux qui votent « non » - une campagne de propagande du PS ». Le Parti communiste avait déjà protesté, pour sa part, contre une « campagne partisane », réalisée « aux frais de tous les contribuables ».

M. Lang : croche-pieds et coups de gueule

Le gouvernement cède, mais plaide non coupable. Dans un communiqué diffusé en fin de matinée, M. Bérégovoy annonce que, « dès lors qu'un doute pouvait surgir sur l'interprétation des différents textes en vigueur », il avait décidé de ne pas recourir aux moyens audiovisuels pour la campagne sur l'Europe. Pas question pour autant de laisser passer sans réagir les propos de MM. Pasqua et Séguin. M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, réagit violemment dans le *Journal du dimanche* contre ceux qui « jouent les vierges effarouchées », et leur rappelle la campagne sur le thème « La France se redresse » diffusée en 1988 par le service de communication de Matignon, lorsque M. Jacques Chirac était premier ministre et... candidat à l'élection présidentielle.

« M. Séguin perd le nord, l'Europe le fait dérailler », commente M. Lang, en ajoutant : « Ce n'est pas par des croche-pieds ou des coups de gueule un peu fiévreux que l'on donnera au débat la dignité qu'il mérite ».

Dans la matinée de dimanche, M. Martin Malvy, porte-parole du gouvernement, attaque lui aussi M. Séguin, auquel il reproche d'avoir « dérapé ». La décision du premier ministre n'est pas une « reculade », affirme-t-il sur Europe 1, mais une « belle démonstration » de l'indépendance du CSA « par rapport au pouvoir ».

La polémique plaît décidément à M. de Villiers, qui, non content du retrait des spots de télévision, voudrait maintenant celui de la campagne d'affichage, et s'exprime en appelant les « Français contribuables à s'adresser à leurs tribunaux pour détournement d'impôts ». L'apaisement est finalement venu, lundi matin, de M^{me} Simone Veil, qui a conclu cette séquence de publicité européenne en soulignant sur RTL, que ce qu'elle avait vu de cette campagne, « était tellement mauvais » qu'elle ne la « regretterait pas du tout ».

P. R.-D.

Un imbroglio juridique

par Alain Rollat

UN ancien ministre des affaires sociales et de l'emploi, M. Philippe Séguin, a critiqué, samedi 25 juillet, la campagne audiovisuelle du groupe RPR du Sénat, M. Charles Pasqua, ancien ministre de l'intérieur, parle de « manipulation de l'opinion publique » et de « turpitudes ». Le fondateur de Combat pour les valeurs, M. Philippe de Villiers, député (UDF) de la Vendée, demande aux Français de porter plainte contre le gouvernement pour « détournement d'impôts ». Le Parti communiste et le Front national en rajoutent... La campagne du référendum du 20 septembre sur la ratification du traité de Maastricht connaît sa première vraie polémique électorale. Compte tenu de l'enjeu, l'affaire paraît donc grave.

Elle l'est peut-être, mais certainement pas au sens où l'entendent ceux qui la provoquent. Y a-t-il en effet de quoi fustiger un chat ? Le scandale est-il dans la décision prise par le gouvernement de commander une campagne pour promouvoir le « oui » à l'Union européenne, apparemment conforme aux vœux du Parlement si l'on se réfère au vote du Congrès en faveur de la révision de la Constitution préalable à la ratification du traité de Maastricht qui revêtait une indubitable valeur indicative ? Réside-t-il dans la décision prise ensuite, samedi matin 25 juillet, d'annuler le volet audiovisuel de cette campagne pour tenir compte d'un avis négatif du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) exerçant en toute indépendance son droit de contrôle, conformément aux dispositions prévues par la loi ? N'est-ce pas le contraire qui est en jeu ?

Si l'affaire il y a, elle se résume surtout à un imbroglio juridique. Le président du CSA, M. Jacques Boutet, estime que la campagne de communication conçue à la demande du Service d'information et de diffusion du premier ministre (SID) par l'agence Roux-Séguela-Cayzac-Goudard (RSCG) contrevient à l'article 22 de la loi du 15 janvier 1990 « relative à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques ». Ce texte a introduit à l'article 14 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (adoptée à l'initiative du ministre de la culture et de la communication de l'époque, M. François Léotard) un alinéa prescrivant à la radio et à la télévision, d'une façon générale, « les émissions publicitaires à caractère politique ». Il trouve un prolongement dans le nouvel article L52-1 du code électoral, qui prohibe toutes les campagnes de « promotion publicitaire » de la part des collectivités locales dans les trois mois qui précèdent des élections générales ainsi que « l'utilisation à des fins de propagande électorale de tout procédé de publicité commerciale par la voie de la presse ou par tout moyen de communication audiovisuelle » dans les six mois qui précèdent une élection.

Une question ouverte

Informé du contenu du projet de campagne retenu par le SID et présenté vendredi matin par M. Jacques Séguela au cours d'une conférence de presse, M. Boutet a demandé le jour même au SID de « repenser entièrement » cette campagne.

Le gouvernement ne partage pas le jugement du président du CSA. Il s'interroge, d'abord, sur le point de savoir si la loi du 15 janvier 1990 relative aux campagnes électorales s'applique aussi en cas de référendum. Ce point n'a pas été précisé par les législateurs et la question est ouverte puisque la procédure référendaire, par sa nature constitutionnelle, est distincte des procédures électorales. Selon l'hôtel Matignon, telle qu'elle était conçue et présentée par l'agence RSCG, la campagne

du SID correspond parfaitement, en revanche, aux dispositions de l'article 14 du décret du 27 mars 1992 pris pour l'application de la loi du 30 septembre 1986. Ce texte dispose que « les messages d'intérêt général à caractère non publicitaire tels que ceux diffusés dans le cadre des campagnes des organisations caritatives et des campagnes d'information des administrations peuvent être insérés, le cas échéant, dans les séquences publicitaires ».

L'hôtel Matignon souligne d'ailleurs que le gouvernement avait repris à son compte, dans la rédaction de ce décret, l'avis formulé en juillet 1991 par le CSA lui-même. Celui-ci avait souhaité en effet que « les messages d'intérêt général, les campagnes des organisations caritatives et les campagnes publicitaires des administrations, même s'ils ne relèvent pas de la définition de la publicité commerciale, puissent être, le cas échéant, accolés à l'intérieur des séquences publicitaires ».

L'hôtel Matignon se réfère également à l'article 54 de la loi du 30 septembre 1986 disposant que « le gouvernement peut à tout moment faire programmer par les sociétés nationales de programme et diffuser (...) toutes les communications qu'il juge nécessaires » et qui peuvent « donner lieu à un droit de réplique ».

Mais comme il n'existe pas encore de jurisprudence sur l'application de ces textes qui s'enchevêtrent, le gouvernement n'ignorait pas qu'il prenait un risque. Le président du CSA faisant une interprétation drastique des lois du 30 septembre 1986, du 15 janvier 1990 et du décret du 27 mars 1992, le premier ministre a préféré éviter une controverse juridique à laquelle se serait faiblement ajoutée une querelle politique. S'il avait contesté le point de vue exprimé par M. Boutet, l'opposition n'aurait pas manqué de l'accuser de bafouer le CSA. M. Pierre Bérégovoy, en

accord avec M. Mitterrand qu'il avait consulté, a donc jugé préférable de faire preuve d'un légalisme irréprochable et décidé, samedi, en fin de matinée, d'annuler purement et simplement la campagne qui devait commencer mardi 28 juillet à la radio et à la télévision. Les téléspécialistes français ne découvriront pas les trois types de clips réalisés à partir de témoignages recueillis sur le vif, qui avaient été programmés jusqu'au 6 août sur les chaînes publiques et privées. Les chaînes radiophoniques qui devaient être diffusées, au cours de la même période, sur huit fréquences nationales et régionales. La campagne prévue par voie d'affichage et celle retenue pour la presse écrite ont été maintenues.

Un besoin de clarification

Il en résulte assurément un besoin de clarification. Voilà en tout cas un beau cas de figure pour le Conseil d'Etat. Car si l'analyse radicale du président du CSA prenait force de loi, il serait désormais pratiquement impossible pour quelque gouvernement que ce soit, estime-t-on à l'hôtel Matignon, de recourir aux procédés modernes de communication pour défendre ses choix sur les chaînes publiques de radio et de télévision.

De là à ameuter la population, il y a un pas que les chœurs du « non » seraient, de toute façon, bien inspirés de ne pas franchir, sauf à prendre eux-mêmes un autre risque, compte tenu des pratiques générales du proche passé : celui de fournir un argument supplémentaire au premier ministre, qui considérerait le 11 juillet à Bordeaux, dans son discours sur l'état de la France, que les « vraies lignes de partage » séparent, à l'avenir, « les démocrates des démagogues ».

M. Millon (UDF) : la victoire du « non » serait « un désastre pour notre pays »

M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a estimé, dimanche 26 juillet, au micro de Radio-J, que si le « non » l'emportait au référendum sur le traité de Maastricht, « ce serait un désastre pour notre pays et grave pour l'ensemble de l'équilibre européen ». Il a exprimé la crainte que, dans cette hypothèse, « l'opposition ne soit saisie de démons », une partie d'entre elle voulant profiter de la victoire du « non » en prenant « des positions radicales ». « Le « non » au référendum, a-t-il conclu, c'est non seulement l'Europe qui souffrira, c'est

non seulement la France qui dérivera, mais c'est aussi la chance d'alternance qui s'éloignera ».

Interrogé sur l'attitude des Français à l'égard de la période de l'Occupation, M. Millon a affirmé qu'« on se trouve en face d'un complot du silence qui a arrangé les élites (...) qui refusaient de rappeler ce que leurs pères ou elles-mêmes avaient fait pendant une période de l'histoire de France ». « Il faut, a-t-il ajouté, que l'on redécouvre l'histoire de France, qu'on la réapprenne et que dans certains cas on la récrive parce qu'on en a oublié des pans entiers ».

□ M. Loncle : un « cartel des franchouillards ». — M. François Loncle, secrétaire d'Etat à la ville, a estimé, dimanche 26 juillet, au Forum RMC-L'Express, que la campagne du « non » est « une sorte de cartel des beaux », de « cartel des franchouillards », et regretté que M. Chevènement, « un ami que je respecte », a-t-il dit, « se soit amalgamé à cette équipe ». Interrogé sur le récent congrès de Bordeaux, qui a intronisé M. Rocard comme candidat du PS à l'élection présidentielle, M. Loncle a souligné : « Ce ne sont ni les journalistes, ni deux ou trois responsables du Parti socialiste, ni les sondages, qui désignent le candidat à la présidence de la République. » Il a précisé qu'il n'était pour sa part « ni déloriste, ni rocardien, ni jabinien, ni bérégoviste », mais « européen, socialiste et républicain ».

□ L'Alliance des femmes pour la démocratie se prononce pour le « oui ». — L'Alliance des femmes pour la démocratie a décidé de constituer un comité en faveur du traité de Maastricht qui « ouvre un espace de libre circulation et d'action, élargit nos horizons et instaure une nouvelle citoyenneté ». Ce comité compte notamment, parmi ses membres, des personnalités de la classe politique telles que M^{me} Simone Veil (UDF) et M^{me} Denise Cacheux et Janine Ecochard, qui sont toutes deux députées socialistes, ainsi que du monde du spectacle, comme l'actrice Arielle Dombasle, le metteur en scène Daniel Mesguich et la réalisatrice Coline Serreau.

Le procès des responsables de la transfusion sanguine au tribunal de Paris

- N° 92-708 du 23 juillet 1992 modifiant le décret n° 84-431 du 6 juin 1984 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences ;
- N° 92-709 du 23 juillet 1992 relatif aux enseignants associés et invités relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

SOCIÉTÉ

NUCLÉAIRE

Après l'obtention d'un contrat par deux sociétés américaines

Grandes manœuvres autour de l'uranium et du plutonium militaires russes

Deux sociétés américaines viennent de signer avec les autorités russes un protocole d'accord pour transformer de l'uranium militaire russe en combustible utilisable par des centrales nucléaires. Parallèlement, des discussions officielles plus larges, auxquelles l'Europe et le Japon sont aussi intéressés, sont menées pour résoudre les problèmes posés par la gestion des énormes quantités d'uranium et de plutonium issues du démantèlement de l'arsenal nucléaire des États-Unis.

Le protocole, passé le 3 juillet entre Allied Signal de Morristown (New-Jersey), l'un des plus importants fournisseurs mondiaux d'uranium commercial, et Nuclear Fuel Services d'une part, le ministère russe de l'énergie atomique et l'Académie des sciences de Russie d'autre part, prévoit que les deux parties étudieront « leurs capacités technologiques respectives afin de déterminer, dès la fin 1993, la technologie à utiliser et le site où seront effectuées les opérations ». Dès la mi-1993, la Russie fournira aux deux sociétés dix tonnes d'uranium hautement enrichi, essentiellement d'origine militaire, qui sera transformé dans les installations de NFS au Tennessee d'abord, puis dans une usine en Russie.

L'uranium des armes atomiques ne peut être, en effet, employé tel quel, sauf dans quelques rares réacteurs de

recherche, ou dans les moteurs de sous-marins nucléaires. Un seul isotope (variété) de ce métal, l'uranium 235 (ou U235), est fissile, donc utilisable. L'uranium des militaires, dit « hautement enrichi », contient 93 % d'U235, alors que celui des fabricants d'électricité est « faiblement enrichi » à 3 % d'U235 (1). Le passage de la tête du missile au cœur des centrales électronucléaires implique donc une étape intermédiaire : une « dilution ».

Il suffit, pour cela, de mélanger l'uranium militaire avec de l'uranium naturel, ou de l'uranium appauvri, explique Jean-Yves Barré, directeur du « cycle du combustible » au CEA. Si on prend soin de transformer auparavant les deux composants en hexafluorure d'uranium, (gaz à plus de 60 degrés), l'opération ne présente aucun problème technique.

Deux ans de la production mondiale

Elle pourrait, en revanche, poser de sérieux problèmes économiques. Avant de mettre l'uranium sur le marché, les Russes et leurs deux associés américains doivent obtenir le feu vert de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et du département américain de l'énergie. Avant cela, « beaucoup d'obstacles doivent être surmontés », estime un officiel du Pentagone cité par le New York Times. M. Victor Mikhaïlov, ministre russe de l'énergie atomique, a entrepris une mission aux États-Unis pour tenter d'aplanir les difficultés.

Dilués à 3 % d'U235, les quelques 500 kilos d'uranium provenant du

démantèlement de l'arsenal de l'ex-URSS représenteraient, en effet, l'équivalent de deux ans de consommation de l'ensemble des centrales nucléaires mondiales. De quoi mettre à mal pour longtemps l'industrie nucléaire s'ils étaient déversés sans précaution sur le marché. « Heureusement », affirme un expert, les Russes sont très conscients du problème. Et, de toute façon, ces 500 kilos ne seront pas disponibles immédiatement : le démantèlement de toutes les têtes préviendra une bonne dizaine d'années.

Les États-Unis de l'ex-URSS seront d'autant plus enclins à la prudence qu'ils sont déjà, et depuis de nombreuses années, des fournisseurs importants sur le marché mondial. Pressés par le besoin d'argent, ils ont même tendance ces derniers mois à pratiquer des prix de dumping, ce qui a amené le département américain du commerce à les menacer de représailles économiques. Ils éviteront donc à tout prix de tuer la poule aux œufs d'or.

Economiquement aberrante dans des circonstances normales, l'offre russe pourrait pourtant rencontrer un écho favorable. La France et le Japon sont aussi sur les rangs, même si, affirme la COGEMA, « nous n'avons pas aucune proposition [similaire à celle faite aux États-Unis] et n'avons pas connaissance d'une telle démarche auprès de nos autres partenaires du nucléaire ». Devenus inutiles et encombrants, l'uranium hautement enrichi et le plutonium issus du démantèlement de l'arsenal nucléaire de l'ex-URSS n'en interviendront pas moins un certain nombre de pays

sensibles comme l'Irak, la Libye ou le Pakistan qui seraient prêts à l'acquiescer au prix fort. Afin de limiter au maximum tout risque de prolifération, les Occidentaux sont donc prêts à faire un geste. Certains officiels américains seraient même tentés de récupérer la totalité de ces matières sensibles pour les stocker, en sûreté, aux États-Unis.

Des surgénérateurs

« Nous préférons évidemment voir les Russes utiliser cet uranium dans leurs propres centrales plutôt que de le mettre sur le marché mondial », souligne un expert français. Mais cela suppose que nous puissions d'abord leur aider à remettre sur pied un parc électronucléaire performant, à fermer leurs vieilles centrales pour en construire de nouvelles.

Une consommation à domicile de ce type semble, en revanche, la solution choisie par les Russes pour se débarrasser du plutonium militaire. Ils ont approché le Japon, qui étudie la possibilité de réaliser pour eux un réacteur à neutrons rapides - « de conception nouvelle » - de 1 300 mégawatts susceptible de le brûler (le Monde du 22 juillet).

Compte tenu de l'état d'avancement de leur programme dans ce domaine, les Japonais pourraient être capables de lancer la construction d'un tel engin dès 1995 pour une mise en route vers 2002, estime un expert français. Reste le problème du financement. Tokyo a investi 23 milliards de francs pour son surgénérateur de Monju (280 mégawatts). Le

coût, bien supérieur, d'une version plus puissante est largement, et pour longtemps, hors de portée des Russes. Et il est difficile d'imaginer que les pays du « groupe des sept » (parmi lesquels les États-Unis, la France et l'Allemagne) vont financer l'achat clés en main par Moscou d'un surgénérateur nippon.

La France est aussi sur les rangs, mais de façon moins voyante. Elle discute avec Moscou d'une aide technique à la transformation en incinérateur de plutonium du surgénérateur russe BN600, qui, affirme un expert français, « fonctionne très bien ». Cette assistance pourrait s'étendre aux trois surgénérateurs BN800 que les Russes aimeraient construire près de Tchéliabinsk, s'ils trouvent le financement nécessaire. Leur utilisation en incinérateur de plutonium militaire pourrait, à cet égard, constituer un argument de choix auprès des bailleurs de fonds occidentaux.

Enfin, Paris pourrait également aider les Russes à mettre en route une production de MOX (combustible mixte uranium-plutonium) à partir des stocks militaires. Une technique pour laquelle les Français disposent d'une certaine avance sur leurs concurrents européens.

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) L'uranium « naturel » extrait du minerai contient, avant enrichissement, 0,7 % seulement d'U235, 99,3 % d'U238, et des traces d'U234.

Des Européens dans l'espace

Suite de la première page

De quoi mettre un peu de baume au cœur des responsables de l'Agence spatiale européenne (ESA), et de ceux du CNES français et de leurs homologues allemands et italiens, à l'heure où les prestigieux projets européens de navette Hermès et de station spatiale Columbus semblent sombrer peu à peu, victimes des restrictions budgétaires qui frappent aussi, d'ailleurs, la future station américaine Freedom et hypothèquent le développement futur de Mir.

Partis de Baïkonour à bord du vaisseau Soyouz TM-15, Michel Tognini et deux cosmonautes russes, Anatoly Soloviev et Sergei Avdeïev, rejoindront, mercredi 29 juillet, Alexandre Viktorenko et Alexandre Kaleri qui séjournent dans la station Mir depuis le 19 mars dernier. Avant son retour, prévu le 10 août, Michel Tognini séjournera treize jours en orbite (dont douze sur Mir), et mettra en œuvre, avec ses collègues russes, dix expériences scientifiques portant sur l'adaptation de l'homme à l'espace et les sciences de la vie (pour six d'entre elles) ou le comportement des matériaux dans l'espace.

Sur Atlantis à partir de vendredi 31 juillet, Claude Nicollier et Franco Malerba auront une double mission : déployer la plate-forme Eureka de l'Agence

spatiale européenne (ESA) pour le premier, et lancer le satellite capiti italien TSS (teihered satellite system) pour le second. Préfiguration d'une future station spatiale européenne, Eureka est un gros satellite réutilisable de 4,5 tonnes porteur d'expériences scientifiques, qui devrait être récupéré lors d'un autre vol d'une navette américaine en avril 1993. Le TSS est le premier satellite « à fil » de l'histoire spatiale. Sorte de gros yo-yo attaché à la navette par un câble de 20 kilomètres de longueur, il ouvre la voie à de nombreuses utilisations nouvelles, hors de portée des satellites « classiques ».

Pour l'instant, un seul vol supplémentaire est prévu : celui de Claude Nicollier, à nouveau, pour la récupération d'Eureka dans huit mois. Mais M. Jean-Marie Luiton, directeur général de l'ESA, est confiant : « Dans les trois ans à venir, les Européens participent à des missions de sciences de la vie et microgravité sur la navette, dans le cadre des vols de préparation à la station Freedom. Par ailleurs, même si les dates n'en sont pas encore fixées, il y aura d'autres vols d'Eureka ».

Rêves écorchés par la crise

De leur côté, Français et Allemands négocient de nouveaux vols avec les Russes pour qui le « billet » payé par les Européens représente le moyen de sauver leur station (le CNES, qui, partenaire privilégié des Russes, payait pour la première fois, à versé 73,2 millions de francs pour la mission Antares). Jean-Pierre Haigneré, la « doublure », de Michel Tognini pour Antares, pourrait séjourner à bord de Mir dès 1994, suivi de Claude André-Deshays, qui deviendrait ainsi la première Française de l'espace. Ces deux missions (sur quatre prévues avant la fin du siècle) pourraient faire l'objet de la signature d'un protocole d'accord dans les jours qui viennent.

Ces prévisions montrent, s'il en était besoin, que les responsables du spatial restent fermement persuadés, malgré les critiques de nombreux scientifiques, de l'intérêt d'envoyer des hommes dans l'espace. Pour eux, l'exploration de la Lune ou de Mars tient du désir de conquête inhérent à l'espèce humaine. « Cela ne se justifie pas uniquement par des arguments scientifiques », reconnaît volontiers M. Jean-Daniel Levi,

directeur général du CNES. Mais si la fin de la guerre froide a quelque peu ralenti les démonstrations de puissance soviéto-américaines dans ce domaine, la compétition reste vive entre les États-Unis, la

France, la Russie et le Japon. La France défendait Hermès bec et ongles, parvenant à contraindre partiellement les exigences d'économies d'une Allemagne confrontée à une coûteuse réunifi-



Russie, l'Europe et le Japon. « De beaux rêves qui sont, ces derniers années, sérieusement écorchés par la crise économique ».

Le Congrès américain rogne un peu plus chaque année les ailes de la future station Freedom, et l'effort spatial russe n'échappe évidemment pas à l'effondrement économique du pays. Le programme européen, quant à lui, paraît bien mal en point à la veille de la conférence de Grenade, au cours de laquelle les ministres doivent, en novembre prochain, se prononcer comme chaque année sur l'orientation à donner à un programme qui leur a déjà coûté quelque 7 milliards de francs.

Le directeur général de l'ESA, M. Jean-Marie Luiton, a récemment proposé un programme un peu réduit pour répondre au désir d'économie des gouvernements européens (le Monde du 28 mai). Réunis les 15 et 16 juillet, les représentants des États membres au Conseil de l'ESA ont, certes, renouvelé leur désir de construire la navette Hermès et la station Columbus, mais ils n'ont pu se mettre d'accord sur le financement du plan Luiton : encore trop coûteux à leur goût. Une ultime réunion est prévue en septembre avant le sommet de Grenade.

Un fait nouveau rend les observations pessimistes quant à l'issue

cation. Mais depuis quelques semaines, M. Hubert Curien, le ministre français de la recherche et de l'espace, semble rejoindre son confrère allemand. Dans l'attente d'un budget de la recherche qu'il prévoit très serré, il a demandé une baisse supplémentaire de 10 % sur l'ensemble du programme à long terme de l'ESA.

Cette exigence nouvelle pourrait bien signifier l'enterrement définitif de la navette européenne sous sa forme actuelle, estime un expert, selon lequel « M. Curien a toujours soutenu qu'Hermès n'avait de sens qu'en usage partagé avec les Russes ou les Américains », pour la desserte de Mir ou de Freedom.

Internationalisation des programmes

Désormais, l'avenir passe en effet par une internationalisation de plus en plus poussée des programmes spatiaux. Pour Hermès, le salut pourrait venir d'une coopération avec la NASA. Les Américains ont approché l'Europe et la Russie pour la réalisation de l'ACRV (assured crew return vehicle), un vaisseau de secours pour huit astronautes, destiné à évacuer leur future station spatiale Freedom. Les études déjà réalisées pour Hermès pourraient parfaitement servir de base à la mise

au point de l'ACRV par l'ESA. Certes, des négociations sont déjà en cours entre la NASA et la firme russe NPO Energia, dont le Soyouz (qui ne peut emmener que trois cosmonautes) pourrait être choisi comme véhicule intermédiaire. Mais ces pourparlers n'apaisent guère les responsables européens. « Nous avançons sur les Russes l'avantage énorme de pouvoir participer au financement de ce projet », lance l'un d'eux.

Les Européens envisagent aussi une collaboration plus étroite avec les Russes pour sauver leur programme de vols humains. Une première série de trente petits contrats a déjà été passée par l'ESA avec l'industrie spatiale de l'ex-URSS, et M. Hubert Curien, qui s'est rendu à Baïkonour pour le décollage de Michel Tognini, rencontrera à Moscou les principaux responsables de l'espace russe.

Reste que ces solutions de repli ne pourront pas avoir d'effet tangible sur le budget spatial européen avant au moins un ou deux ans. En attendant, il s'agit de serrer les boulons, de limiter la casse pour sauvegarder les acquis, et d'éviter la dispersion d'équipes qui ont déjà tendance à se démotiver. Baisser la tête sous l'orage en attendant une éclaircie dans la crise.

JEAN-PAUL DUFOUR

SPORTS

AUTOMOBILISME :

Le Grand Prix de Formule 1 à Hockenheim

Mansell :

huit sur dix

Une fois de plus, le Britannique Nigel Mansell a tué le suspense dans le Grand Prix d'Allemagne, disputé dimanche à Hockenheim. Parti en pole-position, le pilote de l'île de Man a remporté sans trop de frayeurs un huitième succès en dix épreuves. Avec 86 points sur un maximum possible de 100, il égale le record de victoires en une saison que détient Ayrton Senna.

Le Brésilien a réalisé une belle course tactique pour terminer deuxième derrière l'invincible Mansell. Avec des pneus usés, il a su tenir tête à Riccardo Patrese, obligé comme l'Italien à abandonner sur un tête-à-queue dans le dernier tour. Cette erreur a permis à Michael Schumacher de lui ravir la troisième place. Il est le premier Allemand à monter sur le podium d'un Grand Prix d'Allemagne depuis Hans Stuck en 1977.

Derrière, les Français Jean Alesi et Erik Comas ont assuré une cinquième et une sixième place. Ligier confirme ainsi son regain de fiabilité. Thierry Boutsen terminant juste derrière, en septième position. En revanche, Ferrari ne parvient toujours pas à suivre les meilleurs, et l'Italien Ivan Capelli a encore dû abandonner à la mi-course sur un problème de moteur. Le prochain Grand Prix de Hongrie (16 août) pourrait déjà décider de l'attribution du titre. Si Nigel Mansell parvient à prendre cinq points, il sera sacré champion pour la première fois de sa longue carrière. Dans ce cas, les cinq dernières épreuves se résument à des luttes pour la deuxième, voire la troisième place au championnat du monde des pilotes.

Les résultats

AUTOMOBILE

Grand Prix d'Allemagne de F1 à Hockenheim

1. Mansell (GB) en 1 h 18 min 22 s ; 2. Senna (Bré) à 4 s 5/10 ; 3. Schumacher (All) à 34 s ; 4. Brundis (GB) à 37 s ; 5. Alesi (Fra) à 1 min 12 s ; 6. Comas (Fra) à 1 min 36 s.

Classement des pilotes

1. Mansell (GB) 88 pts ; 2. Patrese (Ita) 40 pts ; 3. Schumacher (All) 33 pts ; 4. Senna (Bré) 24 pts ; 5. Berger (Aut) 20 pts ; 6. Brundis (GB) 16 pts ; 7. Alesi (Fra) 13 pts.

CYCLISME

Tour de France

20^e ÉTAPE, Blois-Nanterre (222 kilomètres)
1. De Clercq (Bel) 6 h 3 min 36 s ; 2. Vanzella (Ita) ; 3. Laurent (Fra) ; 4. Jeannin (Sué) ; 5. Krieger (All) tous même temps.

21^e ÉTAPE, La Défense-Paris (141 kilomètres)

1. Ludwig (All) 3 h 28 min 37 s ; 2. Van Poppel (P-B) ; 3. Muscov (Bel) ; 4. Jalabert (Fra) ; 5. Liholt (Den) tous même temps.
Général final : 1. Indurain (Esp), 100 h 49 min 30 s ; 2. Chiappucci (Ita) à 4 min 35 s ; 3. Bagno (Ita) à 10 min 49 s ; 4. Hampsten (EU) à 13 min 40 s ; 5. Lino (Fra) à 14 min 37 s.

Classements annexes : maillot vert : Laurent Jalabert (Fra) ; classement par équipes : Carrera ; classement de la montagne : Chiappucci (Ita).

RUGBY

La nouvelle Zélande a battu l'Australie, le 25 juillet à Sydney au cours du 3^e test, par 26 à 23.

REPÈRES

JUSTICE

Le Syndicat de la magistrature défend la liberté d'expression des magistrats

Réagissant aux vives critiques de MM. Michel Vauzelle, Jack Lang et Roland Dumas, membres du gouvernement, à l'encontre des prises de position publiques du juge manco Thierry Jean-Pierre, le Syndicat de la magistrature « condamne ces attaques visant à empêcher les magistrats de s'exprimer sur les problèmes de société, notamment sur ceux qui entrent dans la sphère de leur compétence professionnelle ». « Cette conception ministérielle, ajoute le syndicat proche de la gauche, visant à faire de la magistrature l'autre « grande muette » de la nation n'est plus compatible avec les principes d'une démocratie moderne, et cette vision enoquée de l'obligation de réserve ne saurait faire obstacle à la participation des magistrats à la vie de la cité. Il serait temps que le gouver-

nement comprenne que la multiplication des attaques à l'égard de la magistrature, tout particulièrement dans des affaires où des responsables politiques sont impliqués à un titre quelconque, ne peut que jeter la discrédit sur lui-même et faire douter de la réalité de ses intentions affichées de lutter contre la corruption. »

FAITS DIVERS

Attentat à l'explosif à Cavallo

Cinq appartements neufs ont été détruits et une quinzaine d'autres endommagés lors d'un attentat à l'explosif, dimanche 26 juillet, dans une résidence de luxe en construction dans l'île de Cavallo (Corse-du-Sud). L'attentat a été revendiqué par le mouvement corse Realstanzza qui, dans un communiqué, affirme avoir agi « contre la Mafia italienne ». Prétextant un reportage photographique, un commando de quatre hommes s'était fait prendre à Bonifacio par un hélicoptère puis déposer sur l'île aux milliardaires de Cavallo,

150

SPORTS

CYCLISME : le 79^e Tour de France

Deuxième victoire consécutive pour Miguel Indurain

Sur le modèle d'Hollywood, le Tour s'est offert un remake de l'édition 1991 avec un podium presque identique. Sur la plus haute marche, l'Espagnol Indurain, suivi de l'animateur numéro un de la course, l'Italien Chiappucci (meilleur grimpeur devant le Français Virenque), qui devance cette fois son compatriote Bugno, très décevant, à l'instar du champion de France, Luc Leblanc.

Grand cru, néanmoins, pour les tricolores qui, malgré un effectif limité, se sont adjugé six victoires d'étapes, dont celle de Jalabert qui décroche le prestigieux maillot vert. Au classement par équipes, les Carrera de Chiappucci précèdent les Banesto d'Indurain. Un Tour couru à la moyenne record de 39,504 km/h et marqué par le sursaut des ex-rois (Fignon et Roche), le rôle essentiel

de certains équipiers (Bernard et Gorospe chez Banesto, Parini chez Carrera) et l'apparition de coureurs prometteurs, les Français Lino, Virenque et De Las Cuevas, le Suisse Zucchi, l'Allemand Heppner, le Hollandais Bouwmans et le Russe Zhdanov. Derniers vainqueurs de l'épreuve, le Belge De Clercq à Nanterre et l'Allemand Ludwig sur les Champs-Élysées.

La star placide

La veille du départ, à Saint-Sébastien, on titrait « Indurain... et les autres ». Le lendemain de l'arrivée, à Paris, après vingt et une étapes et 3 983 kilomètres, pas un mot à changer. La boucle est bouclée. En jaune en Espagne, Miguel Indurain a remporté en jaune les Champs-Élysées. Comme l'an dernier. Avec, à ses côtés, sur le podium, les mêmes Italiens. A sa droite, Chiappucci, roi des cinquièmes de bouillotte de boxeur rigolard. A sa gauche, Bugno, triste comme un repas sans Chianti et qui aura attendu l'ultime contre-la-montre pour manifester sa présence. Désemparé en quête de frissons, les médias avaient pourtant fait de lui un épouvantail. Lui, réaliste ou prudent, avait, dès le départ, joué les modestes. « Je ne suis qu'un outsider », allait-il répéter avec un air de chien battu. La course devait confirmer la justesse de son jugement et, sans doute aussi, son erreur d'avoir « sauté » le Giro (Tour d'Italie) pour tout miser sur le Tour.

Drôle de Tour qui s'achevait avec un dauphin, Chiappucci, auteur du seul véritable fait d'armes de l'épreuve et se proclamant « vainqueur moral » d'une course dominée de la tête et des épaules par un champion espagnol qui, avec ce double Tour-Giro la même année, entre dans le club très fermé des Coppi, Anquetil, Merckx, Hinault et Roche. Avec, désormais, à portée de roue, un palmarès digne des plus grands. Alors pourquoi, quelque part, bou-

lait-on son plaisir ? Pourquoi cette fête incomplète ? Drôle de vainqueur, tout simplement. Qui parle peu mais dit : « Je suis là pour gagner », et qui gagne, à sa main, à sa façon, à son heure. Sans coups d'éclat et sans jamais avoir donné l'impression d'être allé au bout de lui-même, d'avoir été poussé dans ses derniers retranchements. Ce roi de Navarre est avare de mots et de panache. A croire que cet Espagnol a du sang écossais dans les veines... Sa classe, incontestable, il le distille à petites doses, quand il le faut, là où il le faut. Pire, il le dit, et sa course devient, au grand désespoir des médias, la chronique d'une victoire annoncée.

La volonté de durer

Scénario limpide. Ni emphase ni bluff. Sa victoire de l'an dernier l'habille de jaune sur la ligne de départ ? Il assume et remporte le prologue, pour le principe. La tunique dorée est trop lourde à porter d'un bout à l'autre de la course ? Il la cède volontiers à de jeunes coqs, Richard Virenque, d'abord, Pascal Lino ensuite. Ce dernier résiste-t-il plus que prévu ? Les journalistes extrapolent-ils un peu vite sur sa discrétion ? Il réveille le paisible Luxembourg d'un coup de tonnerre qui laisse perplexes des rivaux groggy. Les Alpes vont-elles accoucher d'un aigle capable de faire trembler le roi ? Certains le croient quand, à Sestrières, il vacille, en

instant. Pour vite constater qu'il contrôle la course d'une poigne de fer dans un sourire de velours.

Suprême habileté, on le croirait volontiers de noblesse de cœur et de générosité. Là où, peut-être, il n'y a que pragmatisme et intérêt bien compris. « Gagner et laisser aux autres, pour que tout le monde vive », A charge de revanche... En fait, il y a du paysan dans ce champion-là. Quelqu'un qui sait donner du temps au temps, ne pas précipiter les choses, tracer son sillon. Tranquille. Pour qu'au bout du compte, la victoire tombe comme un fruit mûr. Normal, les Indurain cultivent la terre.

Ne pas se tromper cependant. Ce coureur est un félin qui joue avec ses adversaires comme un chat avec des souris. Comme un chat qui gère ses souris. Ce coureur n'est pas un tueur. Non, il se contente d'anesthésier ou de décourager. Ce n'est pas un cobra, mais un boa qui étouffe au risque d'étouffer la course. Un grand joueur d'échecs aussi, qui sait « donner » des pions pour se concentrer sur les deux ou trois coups qui, le dernier jour, parfois même avant, lui permettront de prononcer, presque timidement, les mots magiques : échec et mat ! Il ne s'impose pas brutalement, il impose. Il ne cherche pas à écraser, à humilier, juste à contrôler, lui et son équipe, les allées et venues dans le peloton. C'est un gestionnaire, un économiste. Qu'importe ce

qu'on dit de lui, il gagne. A sa façon. « Notre philosophie, résumait Echavarrri, c'est la patience. » Et le jeune frère de Miguel, coureur comme lui, se prénomme Prudencio.

Et le panache dans tout ça ? En avoir ou pas ? Voilà bien la question. Posée et reposée sans cesse, au sujet du champion espagnol. Sans résultat. Il assume, Miguel. « Je cours comme je cours, je suis comme je suis. » « Le panache ? non merci ! Surtout le panache pour le panache. » « Pour gagner le Tour, il faut être bon pendant vingt et un jours. » Plus que le panache, ce qui compte à ses yeux, c'est la volonté de durer. Le b. a. ba du champion. Une attitude qui irrite parfois les journalistes, mais que comprend parfaitement, par exemple, son rival le plus sérieux, Chiappucci, l'antithèse, le coureur-spectacle. « A sa place, confiait-il, ce n'est pas à lui d'attaquer. »

Reste donc à s'habituer à ce grand modeste, à cette star placide qui aime nourrir les lapins et éplucher les pois chiches, à cet artisan perfectionniste qui, pris d'un doute, n'hésite pas à mettre pied à terre pour mesurer la hauteur de sa selle ou, à l'approche d'une arrivée, à consulter attentivement le profil de l'itinéraire. Rien, finalement, de l'extraterrestre qui arrangerait tout le monde. Un enfant de Navarre, attaché à sa terre, à son village, à sa famille. Né pour gagner et qui entend bien rester fidèle à sa vocation.

PATRICK FRANCÈS

Les deniers du cycle

Ravaler le maillot jaune sur l'ultime podium du Tour, celui des Champs-Élysées, c'est empocher la coquette somme de 2 millions de francs, le deuxième recevant 800 000 F et le troisième 300 000 F. S'ajoutent les prix gagnés tout au long des trois semaines de course. Une première place au prologue, par exemple, rapporte 25 000 F tandis qu'une victoire d'étape se paie 50 000 F. Le maillot vert permet de bénéficier d'une rente quotidienne de 2 500 F et d'un prix final de 150 000 F. Sans oublier les sprints intermédiaires qui ponctuent le parcours et valent au vainqueur un prix de 5 000 F. Franchir le premier un col hors catégorie fait tomber dans votre poche 5 000 F, 3 000 F pour un col de première catégorie. Et 20 000 F de plus au vainqueur du Galibier, en souvenir d'Henri Desgrange.

Une pluie d'écus

Le maillot de meilleur grimpeur (blanc à pois rouges) vaut, pour sa part, 1 000 F par jour pour celui qui le porte et 150 000 F au premier du classement final. Quant à la dimension européenne du Tour 92, elle s'est accompagnée d'une pluie d'écus avec des sprints à chaque passage de frontière (20 000 F au premier) et un classement général final doté de trois prix de 50 000, 30 000 et 20 000 F. Ajoutez à cela, à l'heure des comptes, les 50 000 F du prix de la combativité et les 100 000 F du prix des jeunes.

En gros, précise Jean-Marie Leblanc, directeur de l'épreuve, les champions de Roland-Garros et ceux du Tour gagnent sensiblement la même chose, en prix. De plus, les cyclistes pro-

fessionnels, dont les frais d'hébergement sont pris en charge par la Société du Tour, ont également un salaire ainsi que des revenus annexes importants, la place acquise au Tour servant à valoriser leur valeur marchande individuelle à l'occasion de multiples contrats publicitaires.

Dans la pratique, le vainqueur du Tour abandonne ses prix à ses coéquipiers. Ainsi, les coureurs de Banesto devraient-ils retirer de leur participation au Tour un minimum de 500 000 F chacun, les abandons faisant l'objet d'une savante négociation. Un trésor de guerre auquel contribue les 18 000 F attribués chaque jour à la meilleure équipe et les 200 000 F qui récompense la meilleure formation au terme de la course. En revanche, les membres de l'équipe demière au classement général risquent de trouver la pileuse amère, même si chacun des coureurs classés au-delà de la 93^e place du classement final reçoit 2 500 F. Les plus mal lotis repartent avec environ 10 000 F chacun.

Entre 50 000 et 150 000 francs

D'une manière générale, les coureurs qui participent au Tour gagnent, aujourd'hui, très correctement leur vie. « Le Tour, rappelle Jean-Marie Leblanc, a fait son agglomérament en matière de prix et de salaires avec Bernard Tapie, dans les années 85. »

Actuellement et stars mises à part, le salaire moyen d'un coureur français ayant participé au Tour se situe entre 50 000 et 150 000 F par mois.

P. Fr.

Les J.O. en 16/9 c'est encore plus grand !

Le format 16/9 sur A2, c'est 33% d'image en plus et un son numérique de qualité compact disque. C'est l'intégralité des Jeux Olympiques, de 10 h du matin jusqu'à minuit, tous les jours du 25 juillet au 9 Août. Après avoir diffusé 300 h de programmes 16/9 en 1991, A2, la chaîne du 16/9 leader en Europe,



diffusera en 1992 plus de 1000 heures de programmes dans ce nouveau format. Vous pourrez recevoir ces images par le satellite TDF2 et sur certains réseaux câblés, renseignez-vous... Consultez les programmes 16/9 d'A2 sur le 3615 code A2, rubrique TVHD ou sur le Télétex A2.



La télévision en 16/9 : A2, une largeur d'avance.

Gagner sans participer

A peine arrivés à Barcelone les basketballeurs américains ont volé la vedette aux Jeux olympiques. Attendus à l'aéroport où devant leur hôtel par des milliers de fans hystériques, la protection de la dream team (équipe de rêve) tourne déjà au cauchemar pour les forces de police chargées d'assurer sa sécurité. Son bref passage au village olympique pour les formalités d'accréditation a même provoqué une émeute de la part de centaines d'athlètes inversant soudain leurs rôles pour se transformer en chasseurs d'autographes.

A la vue des salles de presse désertées à l'heure où les Américains donnaient leur unique conférence de la quinzaine, on peut redouter que les Jeux d'été, traditionnelle célébration quadriennale des sports autrefois amateurs, comme l'athlétisme, la natation et une bonne vingtaine d'autres disciplines, ne soient cette fois totalement éclipsés par la présence, pour la première fois sous le maillot américain, des dix meilleurs professionnels de la NBA (National Basketball Association).

La convergence d'intérêts entre la Fédération internationale de basket-ball, soucieuse de rapprochement avec la NBA qui accapare ses meilleurs joueurs, et les dirigeants américains qui rêvent d'élargir leur audience à la planète, a enfin rendu possible cette expérience exceptionnelle. Les millions de fans du basket professionnel américain se réjouissent à l'avance du grand show promis par la « demi-douzaine » de Michael Jordan enfin associé à « Magic » Johnson, mais ce sentiment n'est pas partagé par tous les athlètes olympiques.

Après le retour à Séoul des meilleurs tennismen professionnels, la présence à Barcelone de Michael Jordan dont les revenus en 1992 atteindront 3,8 millions de dollars pour ses activités de basketballeur et 21,2 millions pour ses contrats publicitaires, ne choque plus grand monde. Le malaise vient plutôt du comportement de ces grands sportifs qui ont décidé de participer aux Jeux sans vraiment chercher à s'y intégrer. Les basketballeurs américains n'ont, certes, pas été les premiers à refuser la promiscuité et l'inconfort du village olympique. Pour s'isoler, ils ont préféré le confort du dernier palace barcelonais avec ses suites facturées à 900 dollars la nuit, une salle de jeux électronique spécialement aménagée et la piscine réservée sur le toit. Jamais surtout des candidats aux médailles d'or olympiques n'ont montré aussi peu de considération pour leurs adversaires.

L'étude des forces et des faiblesses adverses ne fait pas partie de leurs soucis. Les Américains qu'ils allaient rencontrer pour leur premier match ? « Je ne sais rien sur eux, si ce n'est qu'ils vont avoir des problèmes », répondait Charles Barkley, le fantasiste du cinq majeur. Dimanche, l'ampleur de leur première victoire (116 à 48) lui a, certes, donné raison. Les Croates, autres postulants aux médailles ? « Ils vont nous donner du fil à retordre... pour une mi-temps. »

En fait, le seul sujet pris au sérieux par la dream team semble être la séropositivité de son capitaine. « A tous les séropositifs, je voudrais dire : levez la tête, la vie continue. Je veux gagner cette médaille d'or pour moi, pour les Américains et pour tous les séropositifs », affirme « Magic » Johnson. Et ce match-là n'est pas gagné d'avance si on se réfère aux réserves émises par le capitaine australien à l'idée d'être éventuellement opposé aux Américains.

G. A.

Jeannie Longo rate la première marche du podium

En décrochant dimanche 26 juillet la médaille d'argent de l'épreuve de cyclisme féminin sur route à Sant Sadurn d'Anoia derrière l'Australienne Kathryn Watt, la Française Jeannie Longo a inscrit pour la première fois son nom au palmarès olympique, en espérant faire mieux vendredi dans l'épreuve de poursuite où elle compte parmi les favorites. Championne olympique de la discipline en 1988, la Néerlandaise Monique Knol remporte la médaille de bronze.

Il y aura donc toujours une affaire Longo ! A peine le pied posé à terre, la championne française a affirmé qu'elle croyait tout comme fer avoir franchi la ligne en championne olympique. Jeannie Longo n'avait pas vu l'Australienne Kathryn Watt partir en trombe au début du quatrième et avant-dernier tour d'une course rapide et trop tranquille. De sa petite voix pointue, elle a pesté contre l'organisation qui devrait prévoir des « cardoisières » sur le bord de la route pour prévenir à l'aise d'une ardoise - le peloton d'une échappée et le temps qui le sépare de la fugitive. Jeannie Longo a ensuite laissé éclater sa joie plutôt que sa colère. Une petite rage pour la forme, afin d'alimenter la chronique de sa relation passionnelle avec le vélo.

Le feuilleton aura été bien rempli au cours des dernières semaines. Jeannie Longo s'est bagarrée pour pouvoir courir sur son propre matériel quand la Fédération française de cyclisme (FFC) lui imposait sa marchandise nationale. Juges, experts et appels à la liberté individuelle à l'appui, elle a gagné le droit d'utiliser ses pédales. On pensait que tout était rentré dans l'ordre. Jeannie Longo exigeait d'emporter des roues de son choix, plus légères, adaptées à son poids plume de 48 kilos. Elle feintait parfois de se plier aux règlements de la FFC. Rebelle encore, la championne a « séché » samedi

matin à Barcelone la réunion technique destinée à déterminer la stratégie de la course du lendemain avec ses co-équipières, Marion Clignet et Catherine Marsal.

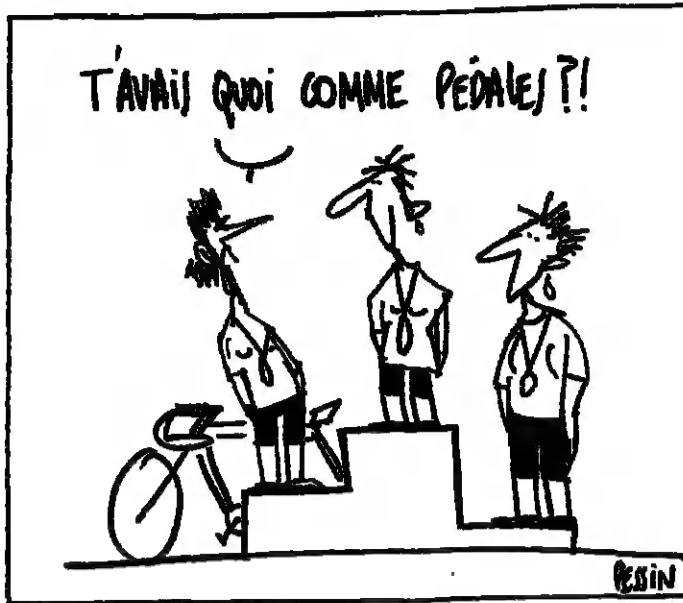
Dimanche, enfin, dernière pincette à l'autorité de tutelle, elle s'est alignée avec ses roues bravant les menaces de sanction de la FFC. Sur la ligne de départ, Lucien Bailly, le directeur technique national, haussait les épaules en demandant que le sport parle enfin. Un mot simplement de « l'extraordinaire » vélo de Jeannie Longo : un engin tout ce qu'il y a de plus classique, doté d'un cadre droit de vélo de course, des roues à rayon et des pédales d'un autre standard. Fin du feuilleton ?

A trente-trois ans, Jeannie Longo venait à Barcelone pour gagner. Ainsi, il lui fallait engranger tous les atouts de son côté et pédaler sur son matériel de toujours, rassurant comme le confort des vieux habits. La médaille olympique est le seul titre qui manquait au palmarès de la Française, le plus beau de l'histoire du cyclisme féminin. Considérée comme la pionnière du cyclisme féminin, Jeannie Longo a eu toutes les victoires : deux Tours de France, un tour d'Italie, sept titres de championne du monde, quatre sur route (1985-86-87-89) et trois en poursuite (1986-88-89), douze titres de championne de France. Elle détient tous les records aussi : l'heure, le trois, le cinq, le dix et le vingt kilomètres en plein air et en salle. Le 29 octobre 1989, à Moscou, lors de ses adieux officiels, elle améliore, superbe baroud, son record de l'heure (45,086 kilomètres).

Les échecs

de Los Angeles et Séoul

Mais Jeannie Longo n'a jamais pu raccrocher. Dans sa retraite savoyarde, sous les lambris de la mairie de Grenoble où elle est adjointe au sport auprès du maire M. Alain Carignon, elle pense toujours aux Jeux qui ne lui ont infligé que des déceptions. Cet



échec maudit sur la route de Los Angeles où elle terminait sixième dans le sprint après un accrochage avec l'italienne Maria Canins, son éternelle rivale. Elle avait passé la ligne en larmes, et avait crié au scandale. Déjà ! Maudite, encore en 1988. Blessée un mois avant les Jeux, refusant de céder sa place à une « jeune », elle s'était perdue à la vingt-et-unième place de l'épreuve olympique.

A Barcelone, Jeannie Longo a deux chances de médailles, sur la route et la poursuite, nouvelles disciplines olympiques chez les dames. Ce n'est rien de gagner dans un tribunal. Encore faut-il être sélectionnée sur la piste. Il faut vaincre le temps, se vaincre soi-même, remonter sur un vélo lorsque l'on a dépassé la trentaine ; repartir de presque zéro, réfrigérée par l'effroi glacial de ne jamais retrouver son niveau de rêve. Jeannie Longo est remontée sur son vélo. Entraînée comme avant par son mari, Patrice Ciprelli, elle a « mouliné » pendant des heures. Elle avait avoué souffrir. Elle se souvient de Lyon où un spectaculaire glissement sur

la piste a bien failli lui arracher le rêve barcelonais.

La bagarre judiciaire face à la FFC a affligé Jeannie Longo-Dou Quichotte. En juin, elle survole l'épreuve sur route des championnats de France, laissant sa première adversaire, Marion Clignet à plus de six minutes. Jeannie Longo revient comme elle est repartie. Au sommet de son art. Ce petit bout de femme en acier trempé - c'est un aphorisme - n'est pas seulement une emmerdeuse. C'est une athlète pétrie de l'énergie du doute, de l'angoisse.

Les jambes en coton

De temps en temps, entre deux rognés, elle parle de ses terribles nocturnes, de ses cauchemars de veille de course, remplis de sursauts et de voiture-balais. Des ces nuits dont elle sort vidée, le cœur et le sang dans la gorge, les guibolles sciaées.

Cette fois, la nuit catalane lui avait laissé le repos. C'est plus tard, dans le matin, que la peur est venue. Peur de chuter une

OBLIQUES

Le paradis latin

C'était un conte de fées, une belle histoire de famille, comme il n'en existe que dans les continents émués. Le roi était simple. Le prince jeune, beau, et porte-drapeau. L'artiste atteint d'un mal incurable n'en finissait pas de sourire. Et l'infante Elena pleurait. « Comme une madeline », précise-t-elle.

Rien ne manquait à la cérémonie d'ouverture des Jeux. Ni le feu d'artifice ni l'opéra, la voix de Plácido Domingo et l'hymne à la joie. Ni les héros, purs et chevaleresques, qui ne se doperaient pas, promis-juré. Ni la tolérance, et le roi dit quelques mots en catalan. Ni même les miracles. La flèche enflammée, en Durallumin trempé, s'éleva à plus de 20 mètres et plongea droit dans la cible. A la tribune officielle, plusieurs chefs d'Etat, qui avaient retenu leur souffle, congrétulèrent Juan Carlos comme s'il avait lui-même été l'archer.

Il fallait aussi des méchants. Il y en eut, mais si peu. Les Serbes, acceptés finalement aux Jeux, était privés de défilé. Il ne restait que les Irakiens, qui furent la seule délégation affligée. A l'applaudimètre, le public privilégia les équipes libérées ou combattantes : les Croates, les Bosniens, l'Equipe unifiée. Et les héros magiques, les Noirs américains, que beaucoup d'athlètes africains saluèrent avec respect. Il fallait enfin des références à l'Histoire, la cruelle, qui ne se reproduit pas, on l'empêchera. Pasqual Maragall, le maire de Barcelone, rappela le martyr de Lluís Companys, le président de la généralité de Catalogne, fusillé sous Franco. Et pour ce qui est du mythe, Nelson Mandela était là. Joyeux comme un enfant quand les Sud-Africains défilèrent devant la tribune. Il leur fit signe des deux mains, le plus longtemps qu'il put.

C'était une fête de famille, celle de la grande famille ibéro-américaine. Et d'entrée elle en prit à son aise avec le velours rouge et la tribune des grands mythes. On se penchait, on commentait, on gesticulait. On

troisième fois, peur de sombrer lorsque l'on a tout fait pour que tout le monde vous attende au tournant, caméras, micros, regards. « Si la course avait eu lieu à 9 heures, je n'aurais pas eu le temps de me poser de questions et j'aurais été plus fraîche. Tout à l'heure, avant le départ, j'étais émue par la peur, mes jambes étaient en coton. »

Jeannie Longo l'attaquante est longtemps restée tétanisée dans le peloton, perdant de temps en temps pour retrouver un brin de colère, un brin de vie, mais vite rappelée à l'ordre par un peloton attentif comme un jaloux. 78 kilomètres, ainsi, à se ronger les sangs et à se noyer corps et bien dans le groupe. Plus que 3 kilomètres. La course semblait faite. Kathryn Watt allait apporter la première médaille à l'Australie et le reste se partagerait au sprint. Jeannie Longo ne fera donc jamais rien comme les autres... Soudain, cette petite fusée s'est extirpée du peloton effarouché offrant au finish le seul spectacle d'une course terne, cinq petites minutes de joie et de suspense mêlées et devançant à l'arrivée ses adversaires ébahies d'une toute petite seconde.

Pendant une autre parcelle de seconde, ce petit bout de femme s'est crue championne olympique, enfin... avant d'apprendre que Kathryn Watt l'avait précédée. L'ignorait-elle vraiment ? En tout cas elle n'eut pas en franchissant la ligne le geste de triomphe des vainqueurs. Juste un balancement de tête, plutôt un mouvement de dépit. « J'avais le nez sur le guidon, je mangeais le boyau de devant. Je ne savais rien ». Mais qu'importe. Dans la dernière ligne droite, sur la côte de Sant Sadurn d'Anoia, Jeannie Longo a été aveuglée par son rêve de championne olympique. Médaille d'argent sur la route, elle soupirait tant concrétiser vendrait sur la piste un rêve en or qui reste encore une utopie.

BÉNÉDICTE MATHIEU

Les Français troisièmes du 100 km

Envers et contre la montre

Les Allemands (Bernd Dittert, Christian Meyer, Uwe Peschel et Michael Rich) ont gagné la médaille d'or du 100 km contre la montre par équipes devant les Italiens (Flavio Anastasia, Luca Colombo, Gianfranco Contri et Andrea Peroni). La toute jeune équipe de France (Hervé Bousart, Didier Falve-Pierret, Philippe Gaumont et Jean-Louis Harel) prend la troisième place d'une course qui réussit le plus souvent aux équipes d'expérience.

Une épreuve de cyclisme sur un circuit automobile de Grand Prix, c'est surprenant. A une vingtaine de kilomètres de Barcelone, le circuit de Catalogne a plutôt l'habitude d'accueillir les formules 1, pas ces fragiles machines à deux roues de facture classique ou futuriste selon les moyens des fédérations. Le bitume brillant est encore zébré des traces de gommes laissées par les Williams, les Ferrari ou les McLaren au Grand Prix d'Espagne il y a deux mois. Du bruit le paddock est orphelin. Quelque part, dans les stands quasi-déserts, le pédalier d'un concurrent à l'échauffement murmure sur un « entraîneur » à roulettes. Il n'y a pas de pneus, seulement des roues de bicyclette entassées avec délicatesse ; pas d'odeur de carburant, juste l'effluve mentholée d'un onguent de massage passé sur des jambes qui vont porter les coureurs pendant les cent kilomètres d'un contre-la-montre par équipes.

Ces hommes aussi sont des bolides entraînés, pour filer avec les 50 kilomètres à l'heure. « Dans le contre-la-montre par équipes, ils ressemblent à un quadrille de chevaux guidés de la voix par leur entraîneur qui les suit derrière dans une voiture comme un cocher tient les rênes », explique un membre de l'équipe allemande. Dans une telle course, en effet, les coureurs doivent sans relâche rester rodes dans roue. Harnachés à d'invisibles harnais, ils ne changent de position que pour se passer le relais en tête : courir une minute ou deux contre le vent et puis filer derrière pour souffler un peu. Chacun doit

savoir ralentir ou forcer l'effort selon la forme des autres. Si l'un faiblit, c'est toute l'équipe qui faiblit avec lui. Seul un concurrent sur les quatre peut abandonner.

« Le secret consiste à trouver la bonne allure et à y rester », explique Michel Theze, entraîneur national de l'équipe de France. Pour cela, il faut trouver le bon abri, c'est-à-dire lutter au mieux contre les vents, aborder les pentes en douceur et ne pas accélérer inconsidérément. Derrière, l'entraîneur indique la marche à suivre et les trajectoires de virage à négocier pour perdre le moins de temps possible. Une fois le rythme trouvé, il ne faut plus dessouder le groupe. » Ne pas s'effiloche n'est pas chose si facile dans une discipline qui demande beaucoup de qualités : de la vélocité (aller vite), de l'adresse (filer son co-équipier) et de 50 kilomètres heures sans jamais le toucher) et de la puissance (les jambes pour tenir toujours au même rythme).

Un mois et demi d'entraînement

Dimanche, le circuit était traître, fait de faux plat, de brèves côtes coupe-jarrets et de virages dangereux. Les Suédois se sont brisés les reins dans ce parcours capricieux, l'un d'entre eux ruant dans les brancards lors d'un virage et entraînant dans sa chute l'un de ses co-équipiers. Battue par les Italiens aux championnats du monde de Stuttgart en 1991, l'Allemagne a pris sa revanche grâce à sa force et une splendide cohésion, terminant sa course à trois, détestée d'un co-équipier qui devenait trop lourd à porter. Ce n'était pas une équipe, ni un attelage, mais un monstre à six roues que rien n'aurait pu arrêter dans les derniers kilomètres lorsque les Allemands firent enfin la différence avec les Italiens, unis à leur poursuite dans la traînée bleu ciel de leurs combinaisons moulantes.

Derrière les deux meilleures équipes du monde sont venus s'immiscer des outsiders : la première médaille française, inédite dans cette discipline apparue en 1960, et la première petite surprise de ces

Jeux olympiques. Les Français étaient en effet attendus parmi les huit premiers mais sûrement pas sur le podium. Cette toute jeune équipe composée par Michel Theze avec Hervé Bousart, Philippe Gaumont, Didier Falve-Pierret et Jean Harel s'entraîne depuis un mois et demi, quand Bousart et Gaumont sont venus remplacer deux confrères passés professionnels. A 26 ans, le premier n'avait jamais couru de 100 kilomètres contre-la-montre par équipes. Le second, âgé de 19 ans était encore junior il y a un an. Il fut parfait dimanche en petit cheval courageux à la fougue quasi inconsciente parce que sans cesse à la limite extrême de sa résistance.

« Ce n'est pas une équipe de bric et de broc », dit Michel Theze. Elle est le résultat d'un travail de quatre ans. Depuis que la France s'est fait souffler la troisième place à deux secondes aux Jeux olympiques de Séoul par la Suède, nous avons en effet travaillé, enchaîné les stages en altitude à Font-Romeu ou dans le Colorado. Derrière Bousart et Gaumont, il y a d'ailleurs cinq ou six autres jeunes coureurs prêts à prendre la relève. » Pendant les trois années qui ont suivi les Jeux de 1988, la France s'est toujours classée sixième aux championnats du monde.

Le déclin s'est produit au début du mois, quand l'équipe a gagné les 70 kilomètres du Tour de la solidarité en Pologne, dans des temps de références proches de la performance de Séoul. Les tricolores ont commencé à croire à la médaille. « Il faut des années pour constituer une équipe. Plus que les autres, les Français ont besoin d'années copains dans l'effort. Ils n'avaient pas d'expérience, alors ils ont appris à se connaître pour s'entendre et se comprendre ». Est-ce un hasard ? Les quatre hommes ont fini la course ensemble quand les Italiens, comme les Allemands, terminaient en tiercé. Après la course, ils ont encore pédalé ensemble en rond pour dénouer leurs muscles raidis. Solidaires au paddock comme sur la piste.

B. M.

L'Été festival

Le méridien de Moscou

TOURS

■ ■ ■ envoyé spécial

Heureusement, Jean Royer, le maire de Tours, apporte indéfectiblement son soutien. 100 000 francs, chaque année, une somme équivalente à ce que la ville donne au Festival de la Grande de Meslay, qui a lieu en juin. La municipalité marque sa préférence au festival de Sviatoslav Richter en lui apportant une importante aide technique. Tant pis, Kovac en débrouille, avec les billets (12 000 francs l'an-

Nous avons commencé à un cours
la pianiste Vera Gornostava. Le
Conservatoire de Paris serait bien
inspiré de l'inviter à donner
des cours de maître. Comme il vient
d'avoir vendémié derrière lui Nou-
veau, nous «fabriquons» de grands
pianistes du genre de Gornostava
qui ont été à l'école de Gornostava
au présent à Tsova. Alexandre
Bobydyan, Youri Egorov, André
Gavrilov, Lioubimov, Iou
Pogoritch et beaucoup d'autres sor-
tent de ses mains-là. Il y a aussi
Anders Sautz (professeur à Lylia
Zakharova, à Moscou), et
Buzoni, en Italie, et nouvelle recrue
de Deutsche Grammophon et
Bron qui a formé Maxime
Vengerov, le jeune violoniste
Gérard Poulet, le Conservatoire de
Paris. Rien pour succéder à
Gornostava. L'Académie de nou-
veau : l'Académie de Tsova.

Un « Barbier » exotique

Changement d'atmosphère, samedi soir. Le violoniste Viktor Tretyakov donne un concert avec Mikhail Erokhin, accompagnateur de vingt ans. L'église Sainte-Julitte, à Saint-Cyr. Un pianiste trop discret, bon musicien qui manque de poigne, d'idées directrices dans la *Sonata d'Kreisler* de Beethoven et la *Sonata*.

ALAIN LOMPECH

► Prochains : les jeunes violonistes prodiges : professeur Bron, 18 ans, et Trussov, neuf ans ; D. Kashimoto, onze ans ; D. U. Feld, dix-huit ans (le 28) ; Quintors : Tchalkovsky, Brahms ; Beethoven, « Quinette à deux violons » de Schubert ; le Quatuor Borodine : Milhaud ; le 29 : D. U. gala de clôture donné par les artistes du festival (le 31). Location, : 47-81-30-15. 47-81-30-15. 47-81-37-27-00. Prix des : de 70 F à 210 F.

Le trio ou l'odeur du temps

Keith Jarrett ■ exploitait la mémoire dans un concert unique en Europe

Songez, il a le toupet de se plaindre des arènes chahuteuses et poliment, systématiquement, chapitoux à musique. Ce qu'il sert, c'est la musique.

Keith Jarrett se prend pour un

Il n'a su faire découvrir par Art Blakey et quitter l'Indiana quand il était encore si jeune, le fait est que quelques années instrumentales sans autant de grâce mais tout de même, il a écrit des pistes non négociables que l'« électronique » a pu saisir. Il a travaillé avec le célèbre chef, Charles Lloyd, le premier avec Charlie Haden et Art Motian, il a valu une réputation durable. Son association avec le saxophoniste de New York, John McLaughlin, a été prolongée par le quartette européen Jan Garbarek, a permis de faire passer les trois générations de musiciens. Malgré cela, Keith Jarrett reste, à l'heure où il est le plus grand musicien de jazz, et il est sûr que ce soit par lui que le monde ait découvert le « piano pour qu'il n'ait ni le malheur de devenir la coquille d'un disque, ni d'être l'élève d'un élève. Il faut préserver

Jack DeJohnette :
un cœur qui bat

Bref, on ne lui pardonne pas. Si Keith Jarrett est un musicien bien de son temps, il n'est en rien couppable, il est pianiste. Et en trio, avec Gary Peacock à la basse et Jack DeJohnette aux drums, pianiste de jazz. Le neuvième album du trio (*Cure*, ECM) signale ce qui pourrait être une des étapes décisives du jazz moderne, à savoir les variations des modes et des mélodies des préludes de Keith sur un groupe aussi lié, aussi intime, aussi fort, malgré la présence de Keith, que l'ont été les grandes unités de la musique improvisée.

Delohnette effleure, ponctue et joue son interprétation propre des mélodies : « jamais je séparer des mélodies d'elles. Il est, comme on dit, mais ça ne se peut, on le sait bien, - le « batteur » du groupe. Il joue sa respiration, sa pulsation, son cœur qui bat. Gary Peacock développe, argumente et augmente les mélodies, les fait aller plus avant. Sur la scène d'Antibes-Juan-les-Pins, il succède, jour après jour, à Haden aux

Le **Gonzalo Rubalcaba** soudain si fin, si délicat, si **élégant** comme s'il présentait que l'ombre de **Jarrett** allait le suivre. **Peacock** et **Haden** posent les deux **deux** de la **bande** moderne : si proche de **Haden** au début **des années 60**, aérienne, légère, si extrêmement vélocité ; la **chez Haden**, terrifiante, tellurique toujours ; la **charmante**, la **semble** la **facile** trois similitude **des années-lumière** du stéréo-type de l'instrument. **Peacock** joue comme on **interprète** le **interprète** que **mélodie** comme s'il **était** seul, tout en **donnant** la mesure précise de l'insouciance **des deux** **deux**.

Un trio (Bill Evans, Erroll Garner, Oscar Peterson, Hank Jones, etc.), des « colles » de musiciens d'identifi-
cables, mélange d'autonomies, im-
prévisibilité de l'un sur l'autre, dispa-
rition possible de toute envie de
l'amour ? Quand le réajuste-
ment, Hank Jarrett, Gary
_____ standards (My Funny Valentine, Bye
Bye Black Bird, Some Day my
Prince _____ Come, Fight no Cha-
noir, ou _____ Blues...). Le
standard, ce _____ musique
_____ temps,
composition que tout le monde
voulait jouer, la reprise du jaz-
zisme, une _____ par cœur,
est-ce le tempo même le moins. Il y
avait qui perdait une partie à la fois.
_____ production _____ digite,
à doucement _____ retombées dans le
partageable d'une interpréta-
tion unique. Ce sont des mélodies
qu'on a entendues mille fois
qu'on n'a pas eues la première
fois. On vient _____ se
écrite.

[illegible]

FRANCIS MARMANDE

Ruines grecques modernes

Béton, terre et téléviseurs : étrange alchimie

GREGORIOU THÉODOULOS
Labège-Innopole

Des cônes de béton longs et pointus, avec, à l'intérieur, un téléviseur qui n'émet qu'une image brouillée; d'autres ~~co~~^{cones}, enfoncés en ~~tre~~^{tre} ou ~~tre~~^{tre} sur leur extrémité, les flancs tapissés de pigments ~~tre~~^{tre} ou bleus; des ~~tre~~^{tre} métalliques perforables où l'autour visions insaisissables sur un lit de liaille net fer; ~~tre~~^{tre} boîtes de fe; ~~tre~~^{tre} de verre, ~~tre~~^{tre} cercles monochromes traversés par ~~tre~~^{tre} lignes obliques; dans les salles pénombreux de Labège, Gregoriou Théodre réussit à mise en ~~tre~~^{tre} très égaramment énigmatique séduisante, le immodestement institu-
Système global.

Pour en jouir, il faut se promener
sur les reliefs, tourner autour d'eux,
mettre la main à l'intérieur des
volumes évidés où luit la clarté
bleu-gris d'un écran, suivre du doigt
les ciments et les
gâchées du fer. Les allusions, les
allusions se forment — allusions
archéologiques, — à visiter
les ruines d'une civilisation fou-
droyée. Les groupes de collec-
tions de font songer à des collec-
tions d'amphores, l'emploi de
pigments poudreux à une pâte
à l'équivoque. Les pièces
plus ou moins d'enceinte dans
un vilain petit vilain creux

pour l'occasion. On croirait l'ouverture d'un puits ou d'une tombe oubliée. Pour perfectionner la ressemblance, une araignée a été tissée sur le filet ~~accroché~~ de la lampe qui colore la cavité de rouge sang.

Une autre installation utilise les
grecques en plomb - Thé-
odorus, murales semblent -
ces courbes, visages, et
autres illisibles vestiges de cosmopo-
n et de géographies désormais
inintelligibles. Ainsi se crée un
scénario extrêmement
débile et efficace. Quoiqu'elle
emploie souvent les mêmes maté-
riels, les œuvres de l'artiste sont
si différentes qu'on ne peut
rien dire de la mise en scène,
l'embellie par des éclairages
théâtraux et des perspectives pro-
fondes. On ne peut pas non
plus parler de la dimension
personnelle fraïche, Théodorus,
Théodorus, qui n'a jusqu'ici montré ses
travaux qu'en Grèce et, il y a deux
ans, à la Biennale de Venise. Parmi
les jeunes de l'Apéro, démontre
une œuvre intitulée "L'Apéro"
à la trentaine-ans, volia un
jeune homme qui a ses œuvres définies,
ses instruments de prédilection, sa
scénario, son style - de quoi
accomplir une œuvre de qualité, en

PHILIPPE DAGEN

Centre régional d'art contemporain, Labège-Innopole, 31120 Labège; tél.: 61-39-29-29. Jusqu'au 13 septembre.


Besoin d'Afrique

Nul, ici ou là-bas n'a le droit de méconnaître le « besoin d'Afrique » superbement évoqué dans un livre à trois voix, critique mais chaleureux. Surtout pas les Européens.

Paul-Jean Franceschini, *l'Express*

Eric Fottorino
Christophe Guillemin
Erik Orsenna

Besoin d'Afrique



Fayard

360 p.
110 F

Ce livre n'est pas le fruit de la nécessité, mais celui de l'amour. Né de la rencontre - pas si surréaliste que cela - d'un romancier, d'un économiste et d'un journaliste autour d'un continent fascinant, il compose une mosaïque contrastée, brillante et mate à la fois. Traversé d'histoires, de personnages forts, d'informations économiques, fait de chapitres brefs, il se parcourt comme un album de photos. Sans clichés. Il évoque à merveille les grâces particulières de l'Afrique, sa souplesse, ses dons spécifiques d'adaptation, mais insiste aussi sur ses résistances... Il parlera très profondément aux amoureux de l'Afrique, aux fous d'elle, aux africomanes, africophiles et autres accros.

Monique Gehler, *l'Événement du Jeudi*

FAYARD

BILLET

À ce stade des négociations, la NAFTA a obtenu d'un **rapin du ponce** important avec la déclaration du **président démocrate**, M. Bill Clinton, donné gagnant dans les sondages. De passage à **San-Diego**, à 221 kilomètres de la frontière mexicaine, M. Clinton a pris le contrepied protectionniste d'une partie des **américains** qui s'attardent d'expliquer aux « **males bleus** » que la NAFTA était **une** le meilleur moyen d'endiguer la **flutée** qui envahit les entreprises et **l'emploi** du Sud. Symboliquement, le **semaine dernière**, le constructeur des **motocycles** a traité au **travail** Corone annonçant le **déménagement** vers le Mexique de son **Servicio** usine américaine.

RÉGIS NAVARRE

Simco - codificati

Pour tous renseignements complémentaires,
le Service Titres de **MTI** est à votre entière disposition.

Direction de la Communication Financière
34, **de la Fédération - 75737** **MTI** **15**
Téléphone : (1) 40.61.60.20

GINETTE DE MATHA

Il a réaffirmé le départ des CRS présents sur le pont de garanties sociales pour les ouvriers portuaires.

[illegible]

Compagnie nationale du Bas-Rhône-Languedoc, conseil économique et social de Languedoc-Roussillon, commission nationale d'aménagement du territoire, Fondation du Crédit agricole, Comité des experts de la FAO, Conseil supérieur de la construction, parc national du Queyras, Association

[illegible]

« L'impact **central** des réformes passées et de ce jour du **plan** d'es-
compte fournira les bases suffisantes
d'une croissance économique **modérée**,
poursuivra **la** **croissance**. Le
plan de la banque centrale,
M. Yasushi Mieno, a **été**
déclaré, le 17 juillet, lors d'une
réunion, qu'il **ne** **fallait**
s'attendre à **une** **économie** **réa-**
gisse **de** **façon** **spectaculaire** ». « La
reprise économique **ne** **être** **modé-**
rée », a-t-il ajouté, **précisant** que



Le nouvel assouplissement de la politique monétaire japonaise intervient après la décision prise d'urgence le 24 juillet, par le gouvernement japonais, et les responsables du FMI de stimuler l'économie en adoptant la mise en œuvre d'un collectif budgétaire à relancer les dépenses publiques. Ce plan, essentiellement fiscal,

Le principal responsable des mesures analogues à celles prises en France, le ministre de l'Industrie, de l'Énergie et des Mines, a été élu à la présidence de la commission.

Les relations économiques japonaises ont cessé de se développer. Le Japon a repris l'économie au point où elle se trouvait avant la guerre. L'archipel, qui a souffert de la crise, a vu sa production industrielle baisser de 20 pour cent. La Bourse de Tokyo a chuté de 50 pour cent. La production industrielle a continué de baisser depuis janvier 1955. L'indice Nikkei a baissé de 10 pour cent depuis le 15 mai. Le Japon a enregistré une baisse de 6,3 pour cent de sa production industrielle au premier trimestre de l'année. Le Japon a enregistré une baisse de 6,3 pour cent de sa production industrielle au premier trimestre de l'année. Le Japon a enregistré une baisse de 6,3 pour cent de sa production industrielle au premier trimestre de l'année.

Le CCF conseillera le gouvernement russe pour les privatisations

... actif en Russie. Il a notamment obtenu un contrat pour la destination des grands magasins Goum. Le Crédit commercial de France (CCF) a annoncé, le 27 juillet, qu'il dirigera un consortium chargé de la mise en œuvre de la politique de privatisation en Russie. **Financiers Associés**, division de Deloitte Touche Tohmatsu, est le bras armé de la banque. Elle est le comité d'Etat pour la gestion des entreprises publiques de la Fédération de Russie, la Banque mondiale et la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement). Le CCF est membre de la Communauté européenne. La Banque d'affaires britannique Schroder de Vroegte et Loefer font partie du consortium.

La signature de ce contrat intervient alors que la privatisation n'est toujours pas l'objet d'une réglementation précise en Russie. Cependant, l'équipe de premier ministre, à l'instar de M. Igor Gaidar, a fait savoir que le gouvernement ne se désintéresse pas des grandes entreprises étrangères et que la privatisation de la population. M. Mario-Hélène Bérard, conseillère du président du CCF, a souligné la nécessité de mettre en place dans de courts délais des normes internationales.

□ l'énorme hausse des prix de l'énergie en Pologne. — Une telle hausse des prix de l'énergie, allant de 6 à 12 %, interviendra en Pologne début août, a annoncé le ministre des finances dimanche 28 juillet. Le prix du gaz, de l'électricité et du chauffage municipal avaient déjà été majorés de 20 %, l'année dernière, respectivement de 10 %, 20 % et 100 %. Cette nouvelle hausse sera un facteur de grève des mineurs, doit permettre d'enrayer l'aggravation du déficit budgétaire.

□ l'origine — suspension d'un accord signé avec le FMI.

l'Economie» du 14 juillet). En juin, face à une trésorerie désastreuse, c'est d'ailleurs Laguiolle qui a assuré la paie du personnel de la commune.

Mais début juillet, ce protocole a été remis en cause par Raynaud qui, apparemment, supporte mal la prise du pouvoir, dans cette vieille entreprise dynastique, par le PDG de Laguiole. M. Gérard Boissens. Une ultime tentative de conciliation a échoué : le fond de grève des salariés de l'entreprise, entraînant, le 23 juillet, le départ de bilan de la société Raynaud. Laguiole a dû verser 100 millions de francs pour préparer un nouveau plan de reprise.

GEORGES CHATAIN

Rd'entrer, qu'il y avait là un « chien gentil... » À mille lieues des images d'Épinal, un *Monsieur Camarader* aux *lunettes* qu'il y a passées pendant l'occupation il le fait dans un chapitre d'une *mise en scène* d'une justesse qui suffisent à un *cinéma* la lecture.

Cette longue existence, et si simple, et si Philippe Lamour au milieu des plus célèbres, et si abrupt à l'occasion, infatigable, l'esprit d'une vivacité et d'un humour toujours éveillé, débordant d'anecdotes, amoureux de la nature et des bêtes, se laisse intimider par rien ni par personne, il aime la vie, qui lui est bien, au point de s'identifier à elle. L'espèce est devenue un homme, et il est capable de s'émerveiller d'un rayon de soleil, d'un rien... mais pourtant si on a besoin...

ANDRÉ FONTAINE

(Né, 12 février 1901) Landreux (Nord), Philippe Lamour était licencié en droit. Il a eu une carrière comme journaliste et avocat, puis comme général à la Confédération générale des armées (CGA) jusqu'en 1953. Maire du Nord économique de 1945 à 1953, il est président de Compagnie d'aménagement du Languedoc depuis 1955. Il a été membre pendant dix ans du conseil d'administration d'Arcadie de la Commission nationale d'aménagement du territoire. Il est président du syndicat intercommunal de la région Languedoc de Ceillac (Hautes-Alpes) et est maire de Ceillac. Il est président du Comité économique et social de la région Languedoc-Roussillon, il est président de l'Association régionale pour le développement et l'aménagement, fruit, agricole et rural (ANAFAR). Il écrit plusieurs ouvrages dont 60 millions de Français dans la solitude (1979), les Quatre coins (1981).

(1) [REDACTED] Lifted

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE
SUR MINUTE!

LE MONDE DE LA BOURSE
 Pour suivre en direct l'évolution
 de chacune de valeurs
 et le montant global
 de votre portefeuille

COURSE

36.15 LEMONDE

ÉCONOMIE

SOCIAL

D'après l'APEC

Le volume des offres d'emploi des cadres a baissé de 37 % en juin

Selon l'indicateur de l'APEC (Association pour l'emploi des cadres), établi à partir des propositions de postes publiées dans la presse, le marché de l'emploi des cadres s'est encore dégradé au mois de juin. Le volume des offres a diminué de 37 % en données corrigées par rapport à l'an passé et correspond à 9 900 postes. Depuis le début de l'année, un palier a été atteint, à un niveau faible, mais il faut rappeler que 1991 avait déjà enregistré une baisse de l'ordre de 30 % par rapport à 1990. Au plus haut, en septembre 1990, les journaux avaient publié environ 8 000 offres d'emploi.

Sur l'ensemble du premier semestre 1992, le volume a maintenu de façon constante aux alentours de 3 600 propositions de postes par mois. Par rapport au premier semestre de 1991, qui

avait lui aussi été caractérisé par une stabilisation, l'APEC enregistre un recul de 33 %. Toutefois, ces périodes de glaces, qui interviennent pour la troisième fois consécutive, ont, en 1990 et 1991, été suivies d'une chute brutale des offres d'emploi au cours de l'automne. Ainsi, en 1991, on a passé de 1 000 postes en août à 700 en décembre.

Cette tendance ramènerait à environ 43 000 le volume des postes offerts sur l'année. Mais l'APEC fait observer que les entreprises prévoient d'embaucher 90 000 cadres en 1992. Si ces intentions se confirment, il faudrait déduire que les opérations de recrutement se poursuivent, à un rythme moins élevé que par le passé, en dehors de la période.

Selon la CEE et l'OCDE

Le chômage s'est encore aggravé au premier semestre dans les pays industrialisés

Dans un rapport sur l'emploi, publié le 21 juillet, la Commission européenne indique que la situation s'est dégradée depuis le deuxième semestre 1990, en raison du ralentissement du rythme de créations d'emplois. Entre 1985 et 1990, neuf millions d'emplois supplémentaires avaient été créés et le chômage par rapport à la population active, qui était de 11 % en 1985, était revenu à 8 % en 1990. En mai 1992, le taux de chômage était de 9,5 %.

Qualité de « pessimiste » par M. Vasso Papandréou, commissaire européen aux affaires sociales, ce document souligne que le niveau de l'emploi dans la CEE est inférieur à celui de ses concurrents. Le Japon et les États-Unis, en part de la population active dans la population totale étant plus faibles. Parallèlement, le nombre de

chômeurs a longuement duré à progresser. Pour souligner la relative inefficacité des actions de formation, M. Papandréou observe qu'il n'y a pas de lien entre la part du PIB consacrée aux politiques de formation et une baisse du chômage.

De son côté, l'OCDE fait état d'une aggravation du chômage en mai dans les pays de la zone. Le taux de chômage est de 7,3 % en avril et de 7,4 % en mai, alors qu'il était de 6,8 % en mai 1991. Sur les douze pays dont les données sont disponibles, on a subi une hausse au mois de mai, la Finlande et les États-Unis particulièrement touchés. Pour le mois de juin, les premiers résultats dans le même sens puisque le chômage augmente dans les pays dont les données sont connues.

COMMUNICATION

Concurrence des compagnies de téléphone et contrôle des prix

Le câble américain sous surveillance

Alors que le Congrès a voté le principe d'un encadrement des prix de la télévision par câble, la Federal Communications Commission (FCC) américaine vient d'ouvrir une enquête dans la séparation des câbles-opérateurs et compagnies de téléphone et autorisant les dernières à distribuer des signaux vidéo pour le compte d'autrui sur leurs réseaux. Les « telcos » (compagnies de téléphone) sont aussi autorisées à vendre les services de raccordement aux lignes téléphoniques et télévisuelles chez un particulier, à organiser le choix (par menus) de la facturation des services vidéo offerts par d'autres. Enfin, elles peuvent posséder jusqu'à 5 % des sociétés exploitant des réseaux

de câbles (hors de leur zone d'activité) ou d'activités de programmation.

Selon la FCC, cette décision devrait permettre aux telcos de mettre en place des réseaux performants, notamment en fibre optique. C'est un service qui sera l'élargissement des compétences des telcos, après l'autorisation donnée en juillet 1991 de monter des sociétés commerciales des annuaires électroniques et des bases de données. Enfin, la FCC a demandé au Congrès de renoncer à interdire aux telcos de faire chacun le métier de l'autre.

Les élus américains sont conscients de la puissance acquise par les câbles-opérateurs depuis que

l'industrie a été à la dégringolade en 1984 : 60 % des ménages sont abonnés, parmi lesquels seuls 5 % ont le choix de leur opérateur. Cette partie de l'industrie se plaint de hausses de prix abusives et de services dégradés, la Chambre des représentants a voté, jeudi 23 juillet, par 340 voix contre 73, un projet de loi encadrant les prix des services de ligne et stimulant la concurrence dans le secteur. Un projet similaire a été voté par le Sénat. Le président Bush pourrait toutefois mettre veto à ce projet, quand les deux chambres auront voté le projet commun.

M. C. I.

ÉTRANGER

La Hongrie, un « capitalisme du goulasch »

Suite de la première page

Peut-on pour autant déjà parler d'une économie de marché ? Largement engagée dès 1988 par le dernier gouvernement « communiste », la libéralisation a été poursuivie activement depuis deux ans par le premier ministre, M. József Antall. Avec quelques hésitations parfois. Mais comme leurs prédécesseurs « communistes », les « libéraux » hongrois sont des pragmatiques. Budapest a ainsi maintenu, voire accentué, son avance sur Varsovie et Prague. Avec les récentes mesures de la banque centrale ou le système comptable, toutes les institutions d'une économie de marché ont été créées ou mises en place. Mais elle est encore en rodage. Et, aujourd'hui, certains s'inquiètent de quelques dérives.

Tel qu'il se dessine, le capitalisme hongrois commence en effet à présenter certains traits : pas les meilleurs - du « modèle italien », ceux d'une économie « duale » où coexistent des régions riches (Budapest et la Transdanubie) et des régions pauvres (le nord-est du pays), ni cohabiteraient un État omnipotent, politisé et peu efficace et un secteur privé dynamique, solidaire et indépendant. Les symptômes de la « maladie » sont connus : des finances publiques incontrôlées, une dette extérieure active, un secteur public industriel lourd et peu compétitif. Ils commencent à apparaître.

Le dérapage du déficit budgétaire

La maîtrise des finances publiques ? Équilibrée en 1990, le budget de l'État se dégrade fortement depuis. Le gouvernement a conduit à réviser, il y a quelques jours, son objectif pour 1992 : le déficit approcherait les 3 % du PIB (3 % en 1991). Déficit inquiétant ? « Non », répond-on au ministère des finances où l'on invoque la récession, plus longue que prévu. On y souligne aussi que l'État n'a aucune difficulté pour financer ce déficit à partir de l'épargne intérieure. Menacés par le chômage, les Hongrois font désormais des économies.

Pas de panique non plus pour le FMI, pourtant généralement très sourcilieux sur ce sujet. « Il n'est pas normal que dans une période de transformation aussi radicale, le déficit se creuse », commente M. György Suranyi, représentant permanent de l'organisation internationale de la monnaie. « Il faut cependant noter que ce n'est pas la cause de la dégradation des finances », ajoute-t-il. « Nous avons des recettes correspondant à une économie de marché et des dépenses à une économie planifiée », explique pour sa part M. György Suranyi, ex-président de la BNP, « vu » il y a quelques mois par le premier ministre et aujourd'hui à la tête de la Banque internationale d'Europe centrale (BIE). Au cours des deux dernières années, le gouvernement a commencé à réduire les dépenses publiques, les subventions en particulier. Elles ont tombées de 13 % du PIB en 1990 à 7 % l'an dernier. L'objectif est de les ramener à 1 % en 1992.

Mais il ne faut pas se laisser engager par une autre révolution officielle, la transformation des systèmes de transferts sociaux : la santé, la retraite, l'éducation, le logement... S'attaquer donc au noyau dur du socialisme, aux « avantages acquis ». Pour l'instant, en période de récession, il faut pour

tant « maintenir en place des systèmes sociaux plus ciblés », explique M. Szapary. « Mais il faut dix-huit mois à venir, on peut commencer beaucoup de choses », promet le ministre des finances, M. Mihály Kupa. Malgré la pression du FMI, nombre d'observateurs craignent que, dans la perspective des élections prévues pour 1994, le pouvoir ne temporise.

Fraude fiscale et économie souterraine

Côté recettes, le problème est complexe. Avec la TVA, l'impôt le plus important, le revenu est en baisse. La Hongrie a enregistré un système fiscal qui ressemble à celui de l'Ouest, mais le FMI dans son dernier rapport. Encore faut-il collecter l'impôt. La fraude fiscale est massive. « Sans elle, notre budget serait en équilibre », avoue M. Kupa. Elle représenterait environ 5 % du PIB, comme en Italie (contre 2 % en France). Pour améliorer la collecte des impôts, l'administration fiscale a créé un service dédié à la réorganisation de l'impôt.

Pour ce qui concerne les impôts structurels, la Hongrie est cependant difficile. Profitant de la libéralisation, le secteur privé est dynamique. Officiellement, le nombre des petites entreprises enregistrées a augmenté de 5 000 à 37 000 en deux ans - dont 12 000 créées avec des partenaires étrangers. Celles des entrepreneurs individuels ont atteint 225 000 à 340 000. Dans tous les secteurs, le poids du privé s'accroît. Le privé officiel contribue à 19 % du PIB en 1989, à 31 % aujourd'hui, d'après une estimation de la Banque mondiale. Au-delà, une vaste économie « souterraine », échappant à l'emprise des impôts et des statistiques, se développe. Des fortunes se constituent, sans toujours se faire enregistrer.

À côté de ce secteur privé dynamique mais indépendant, l'État a pour sa part quelque mal à se décharger de l'industrie. Les privatisations des grandes entreprises ont pris du retard. Chargées des opérations, l'agence des biens d'État a obtenu de piètres résultats. « Globalement, 20 % des actifs de l'État ont été cédés au privé », estime pourtant M. Suranyi. Depuis le second semestre 1991, le gouvernement a décidé de relancer les opérations en décentralisant et en multipliant les procédures.

Tout en accélérant la privatisation, le pouvoir prépare le rôle futur de l'État dans l'économie, dans l'industrie en particulier. « La privatisation massive était nécessaire, le gouvernement nous a

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



REMY COINTREAU

Exercice clos au 31 mars 1992

LE GROUPE REMY COINTREAU A DÉGAGÉ UN BÉNÉFICE NET EN PROGRESSION DE 51 %

Le Conseil d'Administration réuni le 23 juillet 1992, sous la présidence de Monsieur André HERIARD DUBREUIL, a arrêté les comptes de l'exercice clos au 31 mars 1992.

Les principales données financières consolidées de l'exercice 1991/1992 sont en progression :

(En millions de Francs)	1991/92	1990/91	% Variation
Chiffres d'affaires	6.474	6.344	2,1%
Produits d'exploitation	6.695	6.558	2,0%
Résultat d'exploitation	1.048	876	20,0%
Résultat financier	(605)	(514)	
Résultat exceptionnel	(14)	(12)	
Résultat consolidé Part du Groupe	271	180	51,0%

Les produits d'exploitation consolidés s'élèvent à 6.695 Mds F contre 6.558 Mds F pour l'exercice précédent.

La branche cognac a réalisé une progression de 8 % de son chiffre d'affaires. L'activité de la marque REMY MARTIN a été particulièrement dynamique au Japon et en Asie du Sud-Est.

La branche liqueurs spiritueuses marque une croissance de 7 %. Elle représente l'activité majeure du Groupe, avec plus de 26 % du chiffre d'affaires.

La branche champagne subit les effets de la conjoncture économique. Elle enregistre un retrait de 21 % de son chiffre d'affaires.

Le résultat d'exploitation du Groupe s'est établi à 1.048 Md F contre 876 MF, en progression de 20 %. Cette évolution est due notamment à l'amélioration des marges du cognac et des liqueurs.

Le résultat financier n'inclut pas les effets de la cession de la première moitié des actions de l'autocontrôle qui sont intervenus au fin d'exercice. Le profit de cette opération apparaîtra en 1992/1993.

Le résultat part du Groupe s'élève à 271 MF contre 180 MF l'année dernière, soit une progression de 51 %. Ce montant supérieur aux prévisions correspond à un bénéfice par action de 11,54 F (sur les 23.451.243 actions détenues au 31 mars de l'exercice 91/92 après élimination de la totalité des actions de l'autocontrôle).

Les capitaux propres du Groupe ont augmenté de 67,7 % pour un montant de 2.288 Mds F. Les dettes financières ont été réduites de 20 % notamment par l'effet de la cession de la moitié des actions de l'autocontrôle.

Le Conseil proposera à l'Assemblée Générale annuelle du 16 septembre 1992, la distribution d'un dividende de 4,42 F (6,63 F avant fiscalité incluse).

Minitel : 3615 code CLIFF

EN BREF

M6 gagne une guerre contre les sondages d'audience du Figaro. - M6 a gagné le tribunal de commerce de Paris l'arrêt de la publication par le Figaro des sondages d'audience réalisés par l'Institut Kerosé et intitulés « Audiences TV-Figaro ». La chaîne privée soutient que le « manque de méthode » du sondage lui portait préjudice. Le tribunal a jugé que « l'absence de données d'audience qui ne présentent pas le minimum de probabilité indispensable ». Il a donc condamné le Figaro à verser à M6 5 millions de francs de dommages et intérêts, et l'interdiction de publication sous astreinte de 100 000 francs par infraction. Le journal de l'Institut de sondage comptait faire appel.

Le quotidien populaire allemand Super! cesse de paraître. - Le groupe de presse allemand Super! a cessé de paraître. Publié uniquement dans l'ex-RDA, Super! ajoutait aux pin-ups l'actualité d'un genre de journal de l'Est, capitalisant les succès de « Ossies » à l'égard de l'Ouest. Mais le mélange n'a pas empêché le déclin de son tirage, passé de 100 000 à 10 000 exemplaires. Murdoch ayant décidé de jeter l'éponge, Burda n'ayant pas trouvé de partenaire de remplacement, Super! quitte les kiosques.

Ziff Media va lancer un mensuel d'information. - Le groupe de presse informatique américain Ziff Media va lancer, en octobre, le premier magazine en France consacré à la technologie (par correspondance) des produits micro-informatiques. Sur le concept que le magazine britannique « The Computer User » a lancé en décembre 1991, le PC Direct présentera les produits informatiques distribués en France, selon un système venu des États-Unis qui prend de l'ampleur en France. Il sera le second titre en France de Ziff Davis. Le premier, PC Expert, lancé en février, diffuse actuellement 100 000 exemplaires (dont 70 000 selon le groupe). Ce mensuel, qui compte plusieurs centaines de pages à chaque parution, n'a pas encore pu obtenir son numéro de commission paritaire.

NOTO

199255

15 22 24 25 32 43 6

6 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

20835

13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

L'HERMÈS Editeur

MÉTHODE DE RÉVISION : 78 72 45 30

Techniques de commerce international

D. NICOLLE 3ème éd. 1991

Etudes de cas de Comptabilité

N. JOURNO 1ère éd. 1991

Diffusion MEDILIS SA - rue Séguier 75006 PARIS

Le Monde

Édité par le S.A.R.L. Le Monde

Directeur de la publication : Jacques Fauriol, gérant

Directeur de la rédaction : Jean-François Simon

Directeur de la gestion : Philippe Herremans

Directeur de la distribution : Daniel Vermet

Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Jacques Amalric, Thomas Fereval, Philippe Herremans, Jacques-François Simon

Anciens directeurs : Jacques Fauriol (1946-1988), Jacques Fauriol (1989-1992), André Lemaire (1993-1994), Daniel Vermet (1995-1996)

15, RUE FAUGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 5

Téléphone : 40-66-25-25

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÈRE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-66-25-25

Télécopieur : 49-60-30-10

سدا عا

ECONOMIE

maintenant il faut réfléchir à la définition d'une politique industrielle», explique M. Adam Török, directeur de l'Institut d'économie industrielle.

Quels instruments ? Les choix n'ont pas encore été faits. Une chose est sûre : quel que soit le rythme des privatisations, un secteur public important subsiste encore longtemps. Il faut lui fixer des règles du jeu. C'est le but qu'a été créée, à côté de l'agence des biens d'Etat, chargée de privatiser, une « société de gestion des actifs de l'Etat » qui détiendra les entreprises restées dans le secteur public. « Ce sera un holding qui devra gérer au mieux les intérêts de l'Etat dans l'industrie », une « d'IRI italienne », explique M. János Barcz, responsable d'un petit cabinet de conseil étranger pour travailler sur ce dossier.

L'inspiration italienne inquiète. D'ores et déjà, le gouvernement imite, semble-t-il, le modèle transalpin en matière de certaines entreprises des politiques. Il propose d'appliquer la loi sur les faillites, au risque de favoriser l'émergence d'un secteur public non compétitif.

Le modèle autrichien

Pour échapper à l'« italianisation », M. Rupa affirme que la réforme du budget sera effectuée rapidement. La moralisation du petit business engagée, le programme de privatisation accéléré et, plus généralement, le désengagement de l'Etat poursuivi. « Il y a d'une économie mixte », « il y a toujours eu un bon fort », il y a une « main dans l'avenir » - le ministre des finances estime que le modèle, s'il est en avoir un pour ce pays, se situerait plutôt du côté de l'Autriche. Un aspect rapproche, il est vrai, la Hongrie de son « l'Ouest » : le rôle du capital étranger.

La libéralisation du commerce extérieur, la politique en faveur des investissements étrangers et la qualification du travail accordée aux grands opérateurs ont permis à une ouverture spectaculaire du pays. Des pans entiers de l'économie ont été achetés par des capitaux occidentaux (la distribution, l'assurance...). Le prestigieux restaurant Gundel, à Budapest, a été

acheté par un Américain, d'origine hongroise certes, M. George Lang. Les deux grandes compagnies d'assurance, Hungaria et Allianz Bistost, ont été cédées à des groupes étrangers, Aegon et Allianz. La firme pharmaceutique Chinola a été acquise par le français Sanofi (groupe Eli). La chaîne de magasins Kozart par l'Autrichien Jumbo. Et le Crédit lyonnais s'est payé un superbe palais du début du XIX^e siècle sur la place Vörösmarty, le centre touristique, commercial et bancaire de Budapest.

Le plébiscite des investisseurs étrangers

Pour l'instant, cette politique d'ouverture mal périsée par les Occidentaux. L'investissement étranger y est massif : gonflé de 100 millions supplémentaires au premier semestre, il dépasse aujourd'hui les 3,9 milliards de dollars. Le pays devrait s'arrêter. « Les investisseurs mondiaux sont présents ici, d'une manière ou d'une autre », constate M. László Madarasz, patron de la BKI, la banque que la BNP a rachetée avec la Citibank et un établissement hongrois.

L'invasion étrangère est aussi acceptée par la classe politique que par la population. Quelques critiques subsistent bien à ce sujet. « Si ce n'est pas un succès, c'est au moins une victoire », s'inquiète un gouverneur local. « La Hongrie de Cseres-Akcsa a été le marché de la guerre hongroise », dit un expert. La réaction nationale n'est cependant pas très modeste.

La greffe du socialisme - une économie centralement planifiée - n'avait jamais vraiment pris en Hongrie. János Kádár y avait instauré ce que l'on avait appelé « un socialisme du goulash », une organisation hybride mêlant plan et marché. Ses successeurs, en train de construire « un capitalisme du goulash » ? Pour l'instant, Budapest hésite entre l'économie « dual » à l'italienne et l'économie « dépendante » à l'autrichienne. Un modèle européen en fait de cause.

ERIK ISRAELWICZ

(1) Le Comcon était l'organisation qui devait coordonner les économies des pays à l'est-bloc soviétique.

Une troisième année de récession

BUDAPEST

de notre envoyé spécial

« Qu'est-ce qui est pire que le communisme ? L'après-communisme. » Symptomatique, cette petite histoire que l'on se raconte à Budapest. La transition provoque au sein de la population un grand désenchantement. C'est la récession est dure... et menace de durer.

Après deux années de démontage et de récession, le pays sera l'année du retournement, promet toujours le gouvernement. Il table sur une croissance comprise entre 0 % et 2 %. « Ce sera encore une année de dépression », rétorque M. László Langyel, directeur de l'Institut de recherches économiques. Tous les organismes de conjoncture redonnent pour 1992 une nouvelle chute de l'activité - de 3 % à 8 %. « La véritable décollage aura lieu dans six à dix-huit mois », assure pour sa part M. György Suranyi, l'ex-président de la BHI.

Les chiffres du PIB peu compte tenu des transformations systémiques en cours (le Monde de l'Economie du 21 juillet), l'activité avait déjà baissé de 4 % en 1990, puis de 10 % en 1991. En 1991, l'effondrement de la production industrielle causé par la disparition du marché soviétique, cette année ce sont les réformes de l'agriculture (loi sur les restitutions) et dans l'industrie (loi sur la faillite) qui font craindre un nouveau plongeon. La sécheresse vient aggraver la situation. Les revenus de la population ont baissé grosso modo au même rythme que l'activité.

Il y a une politique monétaire restrictive au départ des taux d'intérêt. Il y a une appréciation constante du forint, Budapest a jusqu'à présent l'hyperinflation. Après la pointe de 1991 (une hausse de 35 %), le rythme de l'appréciation des prix s'est nettement ralenti et devrait tourner autour de 20 % en 1992.

Il y a deux ans, le chômage était officiellement plus de 500 000 personnes (9,7 % de la population fin mai) et pourrait atteindre 800 000 en décembre. La crise affecte les régions. Le chômage est encore quasi inexistant à Budapest, alors qu'il frappe près de 10 % de la population active dans le reste du pays.

Des réformes en devises reconstruites

Au bord de la cessation de paiement en 1990, la Hongrie, endettée, a réussi un retournement spectaculaire sur le front extérieur. Le bilan de ses exportations vers les pays occidentaux lui a permis de décaler depuis ses importations excédentaires commerciales. Grâce à l'invasion touristique (33 millions de visiteurs en 1991) et aux transferts unilatéraux (rapatriements de devises par les particuliers hongrois), les comptes courants sont largement excédentaires. La Hongrie a retrouvé la confiance des prêteurs. Budapest est, de 1991, revenu sur les marchés internationaux des capitaux. Les investisseurs privés se bousculent dans les hôtels de la capitale magyare. Près de 60 % des investissements réalisés à l'Est depuis 1990 ont été en Hongrie. La dette extérieure a été réduite (21,6 milliards de dollars fin mars 1992), alors que les réserves en devises ont été plus que reconstruites (plus de cinq mois d'importations).

Comme autrefois, les observateurs étrangers ne tarissent pas d'éloges sur le petit pays. Le FMI, lequel un accord de prêt a été signé en 1991, qui « cogère » le pays n'a que des compliments à lui faire. Les économistes d'Indo-suez ont leur dernière étude sur la Hongrie : « Le premier de la classe à l'Est. » L'avis de la Banque mondiale retient : « L'émergence d'une nouvelle story gradualiste. »

E. L.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SIEMENS

Information destinée aux actionnaires de Siemens

Projets d'infrastructure: conjoncture exceptionnelle

Pour Siemens, le troisième trimestre de l'exercice 1991/92 a été marqué par une conjoncture contrastée: alors que la demande en matériels de grande diffusion est restée faible, en Allemagne comme au niveau international, l'expansion des marchés d'ensembles s'est poursuivie. Globalement, Siemens a enregistré, à l'échelle mondiale, durant les neuf premiers mois de l'exercice, une progression de 3 % des commandes et de 8 % du chiffre d'affaires. Le bénéfice net a atteint 1,311 milliard de DM, soit 8 % de plus.

Commandes enregistrées

Au cours de la période considérée (du 1^{er} octobre 1991 au 30 juin 1992), Siemens a réalisé un volume de commandes de 63,1 milliards de DM, soit une hausse de 3 % par rapport à l'exercice précédent (61,2 milliards de DM). Alors que les ordres au niveau international ont chuté de 4 %, passant de 34,1 à 32,8 milliards de DM, les contrats passés en Allemagne ont progressé de 11 % pour s'établir à 30,3 milliards de DM (contre 27,2 l'année antérieure), en raison notamment de l'évolution satisfaisante des ordres dans le secteur des marchés d'ensembles. Les principaux vecteurs de cette croissance sont les divisions Transports et Réseaux publics de télécommunications, associées, en Allemagne de l'Est et dans d'autres pays du monde, à de nombreux projets de modernisation des infrastructures dans les secteurs ferroviaires et des télécommunications. Profitant de la percée de l'électronique dans l'industrie automobile, les Activités automobiles ont connu une hausse. La division Automatisation, qui a souffert de la faiblesse de la conjoncture industrielle des matériels de grande diffusion,

a bénéficié d'une commande importante de la Poste allemande pour la mise en place de 30 centres de fret chargés de l'acheminement des paquets; elle a ainsi globalement étendu son portefeuille de commandes. La croissance a été inférieure à la moyenne mondiale dans les divisions Semiconducteurs, Composants et Tubes, Systèmes privés de télécommunications et chez Siemens Nixdorf (SNI). Ces deux derniers secteurs ont subi des pertes substantielles au niveau international.

En milliards de DM	du 1.10.90 au 30.6.91	du 1.10.91 au 30.6.92	Variation
Commandes enregistrées	61,2	63,1	+ 3 %
Marché allemand	27,2	30,3	+ 11 %
Marché international	34,1	32,8	- 4 %

Chiffre d'affaires

Durant la période considérée, le C.A. mondial de Siemens est passé de 51,0 à 55,0 milliards de DM, soit une hausse de 8 %. En progression de 14 % (de 48,2 à 55,0 milliards de DM), l'activité en Allemagne a évolué de façon plus favorable qu'au niveau international, où elle réalise quand même un score de 3 %, s'établissant à 29,1 milliards de DM (28,2 l'an dernier). Les exportations ont bénéficié du carnet de commandes bien garni de l'année précédente.

En milliards de DM	du 1.10.90 au 30.6.91	du 1.10.91 au 30.6.92	Variation
Chiffre d'affaires	51,0	55,0	+ 8 %
Marché allemand	22,8	25,0	+ 14 %
Marché international	28,2	29,1	+ 3 %

Personnel

Au 30 juin 1992, les effectifs de Siemens d'environ 415 000 personnes, soit 13 000 de plus qu'à la fin du dernier exercice, le 30 septembre 1991, en raison de la première consolidation de nouvelles embauches. Dans quelques divisions Siemens, des réajustements de personnel ont été nécessaires en raison de la faiblesse des commandes ainsi que pour des raisons techniques. En termes comparables, c'est-à-dire en tenant compte de l'effet des consolidations, la réduction du personnel a porté sur 7 000 emplois depuis le 30 septembre 1991. En hausse de 9 %, les frais de personnel ont atteint 24,9 milliards de DM contre 22,9 l'année précédente.

En milliards de DM	30.9.91	30.6.92	Variation
Personnel	402	415	+ 3 %
Allemagne	243	258	+ 6 %
International	159	157	- 1 %

En milliards de DM	du 1.10.90 au 30.6.91	du 1.10.91 au 30.6.92	Variation
Frais de personnel	22,9	24,9	+ 9 %

Investissements/Bénéfice net

Durant l'exercice considéré, Siemens a réalisé dans le monde entier des investissements d'un montant de 6,2 milliards de DM (5,3 précédemment). Cette progression est due à la prise de participation - augmentation des parts détenues - SNI, acquisition de l'activité contrôle industriel de Texas Instruments, Inc., Dallas/Texas et achat de la Division Crouse-Hinds (appareillages basse tension) Cooper Industries, Inc., Houston/Texas. Les investissements en immobilisations corporelles ont eux aussi augmenté. Le bénéfice net est passé de 1,214 à 1,311 milliards de DM, soit 8 % de plus.

En milliards de DM	du 1.10.90 au 30.6.91	du 1.10.91 au 30.6.92	Variation
Investissements en milliards de DM	5,3	6,2	+ 17 %
Bénéfice net en milliards de DM	1,214	1,311	+ 8 %

Siemens AG, Berlin et Munich

Cours relevés à 14 h 0036-15

(selection)

c : coupon détaché - o : offre - * : droit détaché - d : demandé - e : non existant - m : marché ouvert

سدا عا لاجل

Le Monde

Les titres ou l'argent



■ Les nombreuses sociétés proposent de payer le dividende annuel non pas en cash mais en actions : une façon d'augmenter le capital et de récompenser les actionnaires patients du long terme.

page 24

Une corruption bien tolérée



Entre 5 % et 10 % du montant des contrats remportés à l'étranger par des entreprises françaises passent à des commissions à des intermédiaires. La justice ferme les yeux sur ce fait, qui montre un manque de compréhension.

page 25

Industries de terroir : Méditerranée



Pays dynamique, la Méditerranée méditerranéenne se fait remarquer, ou parfois faire revivre, des savoirs ancestraux : les parfums de Grasse rejoignent les biotechnologies. Moustiers peint le nouveau ses falaises.

page 28

MODE D'EMPLOI 24
Humeur par Josée Doyère : Services mal compris. La cote des mots : Road Show. Bloc-notes. L'été.

ACTUALITÉ 25

PERSPECTIVES 26 et 27

OPINIONS 29

Le faux slogan de la mondialisation du rouble, par Isabelle Rieu. Livres : L'été indien mal parti. Notes de lecture.

CONJONCTURE 30

L'Amérique du Nord : dynamisme et croissance. Le Canada : l'industrie de la production industrielle. Le matériel informatique : l'été sur le prix.

L'ÉCONOMIE

Tiercé à Ouagadougou

La Loterie nationale du Burkina-Faso vend du rêve mais offre aussi de vrais services à la population

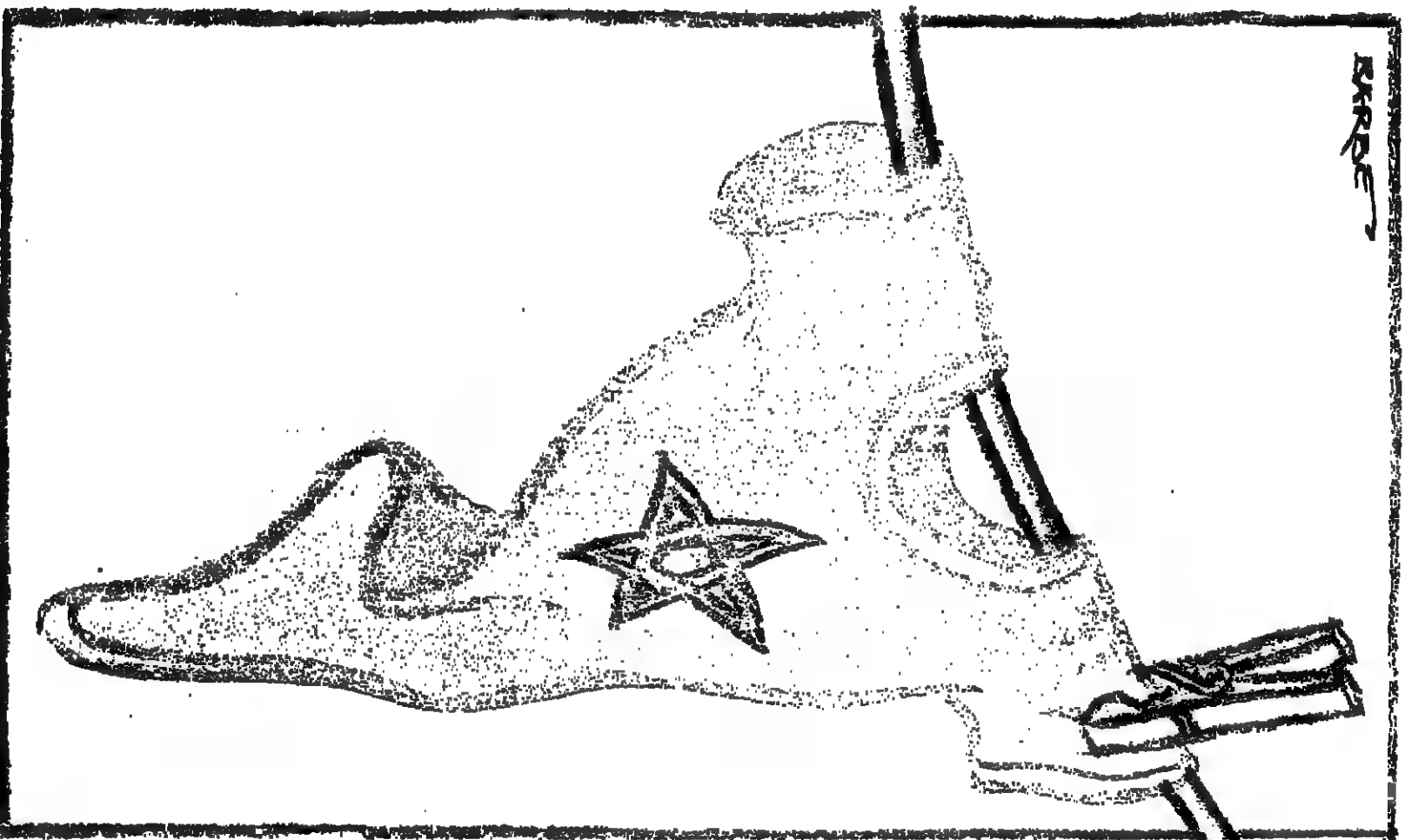
Ouagadougou
notre envoyé spécial

LES performances d'Almoukhar ou Lady de Valcour lors du Grand Handicap d'Evry n'ont plus de secret pour les Burkinabés : les habitants du Burkina-Faso, l'ancien Haute-Volta, ont mis plus de 6 milliards de francs CFA (1 franc CFA vaut 0,02 franc français) sur des courses en 1991. Sous-développement oblige, c'est sur les courses d'Autueil, de Vincennes ou d'Evry que l'on parle. Mais c'est une société d'Etat locale, la Loterie nationale burkinabé (LONAB), qui gère les paris : lancée en mai 1990, le Pari mutuel urbain (PMU) est extrêmement populaire dans le pays. Cet engouement s'étend à d'autres pays d'Afrique de l'Ouest où, comme à Abidjan ou à Dakar, Paris-Turf compte nombre de lecteurs, mais aussi d'avertis.

Le PMU n'est que l'activité la plus florissante de la LONAB (prononcer Lonabé), qui a engrangé quelque 9,4 milliards de francs CFA en 1991, un chiffre en nette augmentation : les Burkinabés ont la possibilité de jouer trois fois par semaine aux courses et une fois par mois à la loterie. Une tombola-minute mise en place depuis 1978, sorte de Tac-O-Tac, qui a connu un succès.

Bertrand Le Gendre
Lire la suite page 26

Textile, richesse du Maghreb



Deux grandes puissances de la confection sont nées de l'autre côté de la Méditerranée, le Maroc et la Tunisie. Le royaume chérifien est devenu en 1991 le premier fournisseur de vêtements de la France, avec des ventes totalisant 3,4 milliards de francs. La Tunisie est troisième, derrière l'Italie, avec 2,56 milliards de francs. Mais pour développer leur industrie textile, les deux pays doivent améliorer la qualité et le service, créer modèles et marques...

Lire page 27 l'article de Pierre-Angel Gey

Le Texas séduit les Français

Trente mille salariés, 30 milliards de chiffre d'affaires : loin de juger encombrante la présence des firmes de l'Hexagone le grand Etat américain continue à faire valoir ses atouts

AUSTIN
notre envoyé spécial

SON Stetson vissé sur la tête, au risque de ressembler à un figurant du célèbre feuilleton « Dallas », Jean-Bernard Lemaire est plus américain que américain. Pourtant, il est français. Depuis vingt ans, il est installé dans cet Etat américain plus grand que la France. Ancien d'abord dans une compagnie aérienne, il a ensuite lancé dans le pétrole et a monté, début 1991 à Dallas, sa propre société - L'Amour de Texas - qui organise des voyages d'études pour des représentants de laboratoires pharmaceutiques.

D'allure plus austère, le businessman Henri Bernabé, descendant d'un des plus anciens propriétaires de vignes de la région d'Austin, a acheté, en 1986, une autre société viticole et flote depuis sur la vague montante de la production de vins. Aujourd'hui, il tente de créer à Austin, capitale du Texas, un club d'affaires franco-américain. Dynamique et passionné, Didier Lapeyre est chirurgien au gigantesque Institut du cœur de Houston. Il met ses talents au service du projet de construction d'un nouvel hôpital de 1000 lits, pour lequel il a levé 30 millions de dollars depuis 1982.

■ Français du Texas, il n'y a pas encore beaucoup, dit Dominique Bon, responsable

de l'expansion économique de la France à Houston, est le premier à juger la présence française « trop discrète ». Pourtant, la France bénéficie de la cote d'amour dans cet Etat, où la fierté d'être texan - « la deuxième puissance économique du monde », assure-t-il simplement le département du commerce - passe avant celle d'être américain. A Dallas, à Houston, à San Antonio, plus encore, à Austin, personne n'a oublié que la France fut le seul Etat à entretenir des relations diplomatiques avec le Texas lors de sa courte indépendance (1836-1845).

TROISIÈME POSITION ■ Les implantations françaises au Texas réalisent environ 30 milliards de francs de chiffre d'affaires et emploient 30 000 salariés. Avec environ 200 filiales d'entreprises françaises, le Texas arrive en troisième position pour la présence française, derrière New-York et la Californie. Elf, Total, Rhône-Poulenc, Pechiney voisinent avec Accor, Matra, Saint-Gobain, Alcatel, du gros (industriellement) ayant des notables implantés au Texas et ces deux dernières années, même un nombre de Français n'ont pas hésité à se lancer dans l'aventure individuelle, en créant leur propre entreprise, aussi bien dans le conseil, comme Osta, que dans l'immobilier, comme Palladio.

« Ces douze derniers mois, explique

Dominique Bon, le porte-parole français à Houston, le plus de 1 500 demandes de sociétés françaises souhaitent développer leur activité sur le marché texan. » L'ancien responsable de France et propriétaire de vignes, John Collet observe un renforcement des positions françaises dans l'agroalimentaire et le biomédical. Mais, ajoute-t-il, « il faut des ans pour pénétrer une entreprise américaine. Les PME ne peuvent compter que sur des créneaux spécifiques et de longue durée ».

Au-delà du travail de fournir des chambres de commerce franco-américaines de Dallas et de Houston, qui tentent de favoriser les échanges dans les deux sens - selon Remi Bibault, de la Délégation à l'aménagement du territoire (DATAR), l'investissement français en France représente 100 compagnies et 10 000 salariés, - l'Etat du Texas se livre à une opération de longue haleine à l'égard des entreprises françaises.

« Nous sommes très intéressés à des joint-ventures avec des entreprises françaises pour la recherche et le développement », assure l'Américain Teitz, de la Fondation pour la recherche et la technologie au Texas, à San Antonio.

Michel Noblecourt
Lire la suite page 28

IUA
SAN FRANCISCO

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.

200 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

Université à San Francisco,
spécialisée en management international, habilitée à délivrer le :

MBA Master of Business Administration
for International Management

Filière d'admission : 3^e CYCLE :
Diplômes de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises

Programme américain de 12 mois
à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

Informations aux universitaires pour l'Europe :
17-25, rue du Chailot, 75116 Paris

Tél.: (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco -
Programme accrédité en France : AFNOR ISO 9001

IUA
SAN FRANCISCO

la ri la ur e. re if, ne a- pu de u- 90 ur ice xé, io- : à uel jue

TE

FINANCES

Les titres ou l'argent

De plus en plus de sociétés proposent de payer les dividendes en actions : c'est un moyen d'augmenter doucement leur capital et de tester la fidélité - éprouvée - de leurs actionnaires

Où donc passée la manne représentée par le paiement des dividendes annuels ? Les sociétés qui, lors des assemblées générales réunies, permettent à la fois le repartir de l'avant au milieu du nonrenouveau estival ? De plus en plus de sociétés cotées proposent maintenant à leurs actionnaires de leur verser leur dividende en actions. Cette pratique a eu pour effet de priver le marché parisien d'un sérieux carburant, elle a eu le mérite d'augmenter la capitalisation boursière et de placer, comme somme toute ne peut l'être, le bénéfice.

A l'origine de cette nouvelle forme de « versement » des dividendes, la loi du 3 janvier 1983, qui autorise les sociétés à offrir à leur choix à leurs actionnaires entre un paiement en numéraire ou un paiement en actions. Aujourd'hui, un nombre croissant d'entreprises cotées utilisent cette possibilité. Cette démarche prive effectivement le marché d'un apport d'argent - les actionnaires utilisant généralement tout ou partie de leurs dividendes pour acheter d'autres actions, - mais qui profite-t-elle ?

BÉNÉFICE Du côté de l'entreprise, on peut dire que c'est un bénéfice. Le but de la loi de 1983 était de permettre aux entreprises de conforter leur bilan propre et, malgré tout, de récompenser les actionnaires de leur fidélité. En fait, la pratique revient à une augmentation de capital sous forme d'attribution gratuite d'actions, puisque la part des bénéfices dévolue aux dividendes ne s'est pas distribuée, mais est incorporée, pour partie, au capital.

L'entreprise reprend ainsi d'une main ce qu'elle donne de l'autre. Elle renforce effectivement ses fonds propres, mais, en même temps, évite de sortir du numéraire et économise les frais des démarches d'une distribution formelle d'actions.

Mais qu'en est-il pour l'actionnaire ? Il ne peut tirer une plus-value immédiate de la décision et accroître son investissement dans l'entreprise favorite, sans frais de courtage (1). Obtenir des titres supplémentaires ne lui apporte rien de plus que les actions qu'il possède déjà. Les actions d'attribution sont en général allouées à la proportion des actions nouvelles et souvent inférieure à la moyenne des actions observées durant les vingt dernières années avant le paiement.

ment du coupon : la société peut aller jusqu'à 10 %, auxquels il faut ajouter le montant net du dividende. Le total est appréciable.

Néanmoins, cela a un coût. Le montant des dividendes ne correspond pas à un nombre entier d'actions, l'actionnaire se voit donc offrir un nouveau choix : accepter le nombre d'actions inférieur d'actions et encaisser la différence, ou alors apporter un complément d'argent pour obtenir le nombre de titres. Or les titres inscrits au règlement mensuel ne sont négociés que par « paquets » de 5, 10, 25 ou 50.



référence - 110 francs, - diminué des 10 % de décote - du montant du dividende (10 francs), soit 90 francs. Le nombre de titres que Jean-Paul Dupont pourra souscrire sera donc de 900 divisé par 90, soit 10 actions nouvelles, qui lui seront comptées 4 050 francs, plus une somme en espèces de 50 francs.

Il se voit donc offrir un portefeuille de 10 actions à un coût théorique de 100 francs. En vendant ses 55 titres nouveaux au cours théorique, Jean-Paul Dupont aura réalisé 5 500 francs moins les frais, soit 5 400 francs : une rentabilité supplémentaire de 7,8 % par rapport au dividende en espèces, 0,71 % si l'on calcule sur la totalité de son portefeuille.

Mais cet exemple ne se répète pas dans le meilleur des cas : il faut beaucoup d'actionnaires tiennent le raisonnement au moment de l'action baissera inévitablement. Et alors, les bénéfices. En fait, la rentabilité supplémentaire rémunère ce risque. Au moment du choix, il sera peut-être bon de demander s'il ne vaut pas mieux tenir que courir.

LONG TERME Pour cela ne faut pas que dans une optique de court terme. Les entreprises qui offrent un choix entre paiement en espèces ou en actions (273 sociétés en 1991) jouent en général le long terme : les dirigeants de l'entreprise tablent, non sans raison, sur l'attachement des actionnaires à la société. Ils ont raison : dans la plupart des cas, la majorité d'entre eux préfèrent augmenter leurs parts de la société. Comme un témoin anonyme d'une d'équipements électriques parue récemment dans la presse spécialisée : « Constatons dans les perspectives de notre société, plus de 75 % de nos actionnaires ont opté pour le paiement de dividende en actions. Nous les remercions de leur adhésion à la stratégie du groupe. » C'est la moins : pour un patron, qui souvent connaît peu ses actionnaires (hormis les grands), n'est-ce pas l'un des rares moyens d'évaluer l'attachement porté à son entreprise ?

François Bostnavaron

(1) Contrairement à une idée reçue, l'impôt fiscal est acquis dans les deux cas.

BLOC-NOTES

D'une semaine... à l'autre

DOCKERS : ACCORDS SUR LA MENSUALISATION. Des accords ont été conclus le 17 juillet dans vingt-cinq ports, concernant 5 500 dockers et un salaire global de 8 211 (le Monde 19-20, 24 et 25 juillet).

PLAN D'ACCOMPAGNEMENT DE LA RÉFORME DE LA PAC. Pierre Bérégovoy a annoncé le 20 juillet des mesures d'aide aux 900 000 paysans français, prévues de 1993 à 1996 (le Monde 21 et 22 juillet).

LES MARCHÉS FINANCIERS DÉSTABILISÉS. Après le relèvement du taux d'escompte de 10 % de la Bundesbank, le 16 juillet, les banques centrales ont intervenues le 20 juillet pour la chute du dollar (le Monde 22, 23, 24, 25 juillet).

BRITISH AIRWAYS ACQUIERT 44 % DE US AIR. L'accord, rendu public le 21 juillet, a été conclu pour 3,9 milliards de francs. Le conglomérat devient « numéro 1 » mondial du transport aérien (le Monde 21 juillet).

TRENTE MILLIONS DE CHÔMEURS DANS LES PAYS DE L'OCDE. Le rapport de l'OCDE, rendu public le 22 juillet, prévoit une amélioration à la fin 1993 (le Monde 23 juillet).

FEU VERT DE LA COMMISSION EUROPÉENNE À LA REPRISE DE PERRIER PAR NESTLÉ. Bruxelles a donné son aval, le 21 juillet, à la reprise pour 15,5 milliards de francs de la firme française par le géant suisse de l'agroalimentaire (le Monde des 21, 23 et 24 juillet).

LE CRÉDIT LYONNAIS CONTRÔLERA 20 % DU CAPITAL D'AÉROSPATIALE. L'opération annoncée le 21 juillet permet à Aérospatiale de réduire son endettement et au Crédit lyonnais de poursuivre sa politique d'expansion dans l'industrie (le Monde 21 juillet).

BALANCE COMMERCIALE FRANÇAISE DÉFICITAIRE EN JUIN DE 951 MILLIONS DE FRANCS. Cet indice, publié le 21 juillet, suit cinq mois consécutifs d'excédents (le Monde du 25 juillet).

LUNDI 27 JUILLET. Londres. Un feu d'artifice extraordinaire du Lloyd's. Le plus grand marché mondial de l'assurance-réassurance est en proie à d'énormes difficultés. On évoque une possible démission de son président, David Coleridge.

MARDI 28 JUILLET. Paris. Visite du premier ministre libanais et signature d'un protocole d'accord entre la France et le Liban.

MERCRÉDI 29 JUILLET. Paris. La commission des comptes de la Sécurité sociale remet son rapport pour l'année 1992.

JEUDI 30 JUILLET. Prague. 3^e tour de l'élection présidentielle.

VENDREDI 31 JUILLET. Doubs. Chômage partiel pour 12 000 des 22 000 salariés de l'usine Peugeot à Sochaux.

SAMEDI 1^{er} AOÛT. France. Après l'accord de l'UNEDIC, la cotisation d'assurance-chômage augmentera de 0,4 % pour les employeurs et de 0,2 % pour les salariés. D'autre part, le système actuel d'indemnisation sera remplacé par une allocation unique dégressive. - France. Paris. L'aéroport d'Orly.

SAMEDI 1^{er} AOÛT. France. Après l'accord de l'UNEDIC, la cotisation d'assurance-chômage augmentera de 0,4 % pour les employeurs et de 0,2 % pour les salariés. D'autre part, le système actuel d'indemnisation sera remplacé par une allocation unique dégressive. - France. Paris. L'aéroport d'Orly.

SAMEDI 1^{er} AOÛT. France. Après l'accord de l'UNEDIC, la cotisation d'assurance-chômage augmentera de 0,4 % pour les employeurs et de 0,2 % pour les salariés. D'autre part, le système actuel d'indemnisation sera remplacé par une allocation unique dégressive. - France. Paris. L'aéroport d'Orly.

SAMEDI 1^{er} AOÛT. France. Après l'accord de l'UNEDIC, la cotisation d'assurance-chômage augmentera de 0,4 % pour les employeurs et de 0,2 % pour les salariés. D'autre part, le système actuel d'indemnisation sera remplacé par une allocation unique dégressive. - France. Paris. L'aéroport d'Orly.

SAMEDI 1^{er} AOÛT. France. Après l'accord de l'UNEDIC, la cotisation d'assurance-chômage augmentera de 0,4 % pour les employeurs et de 0,2 % pour les salariés. D'autre part, le système actuel d'indemnisation sera remplacé par une allocation unique dégressive. - France. Paris. L'aéroport d'Orly.

SAMEDI 1^{er} AOÛT. France. Après l'accord de l'UNEDIC, la cotisation d'assurance-chômage augmentera de 0,4 % pour les employeurs et de 0,2 % pour les salariés. D'autre part, le système actuel d'indemnisation sera remplacé par une allocation unique dégressive. - France. Paris. L'aéroport d'Orly.

SAMEDI 1^{er} AOÛT. France. Après l'accord de l'UNEDIC, la cotisation d'assurance-chômage augmentera de 0,4 % pour les employeurs et de 0,2 % pour les salariés. D'autre part, le système actuel d'indemnisation sera remplacé par une allocation unique dégressive. - France. Paris. L'aéroport d'Orly.

SAMEDI 1^{er} AOÛT. France. Après l'accord de l'UNEDIC, la cotisation d'assurance-chômage augmentera de 0,4 % pour les employeurs et de 0,2 % pour les salariés. D'autre part, le système actuel d'indemnisation sera remplacé par une allocation unique dégressive. - France. Paris. L'aéroport d'Orly.

SAMEDI 1^{er} AOÛT. France. Après l'accord de l'UNEDIC, la cotisation d'assurance-chômage augmentera de 0,4 % pour les employeurs et de 0,2 % pour les salariés. D'autre part, le système actuel d'indemnisation sera remplacé par une allocation unique dégressive. - France. Paris. L'aéroport d'Orly.

SAMEDI 1^{er} AOÛT. France. Après l'accord de l'UNEDIC, la cotisation d'assurance-chômage augmentera de 0,4 % pour les employeurs et de 0,2 % pour les salariés. D'autre part, le système actuel d'indemnisation sera remplacé par une allocation unique dégressive. - France. Paris. L'aéroport d'Orly.

SAMEDI 1^{er} AOÛT. France. Après l'accord de l'UNEDIC, la cotisation d'assurance-chômage augmentera de 0,4 % pour les employeurs et de 0,2 % pour les salariés. D'autre part, le système actuel d'indemnisation sera remplacé par une allocation unique dégressive. - France. Paris. L'aéroport d'Orly.

SAMEDI 1^{er} AOÛT. France. Après l'accord de l'UNEDIC, la cotisation d'assurance-chômage augmentera de 0,4 % pour les employeurs et de 0,2 % pour les salariés. D'autre part, le système actuel d'indemnisation sera remplacé par une allocation unique dégressive. - France. Paris. L'aéroport d'Orly.

SAMEDI 1^{er} AOÛT. France. Après l'accord de l'UNEDIC, la cotisation d'assurance-chômage augmentera de 0,4 % pour les employeurs et de 0,2 % pour les salariés. D'autre part, le système actuel d'indemnisation sera remplacé par une allocation unique dégressive. - France. Paris. L'aéroport d'Orly.

SAMEDI 1^{er} AOÛT. France. Après l'accord de l'UNEDIC, la cotisation d'assurance-chômage augmentera de 0,4 % pour les employeurs et de 0,2 % pour les salariés. D'autre part, le système actuel d'indemnisation sera remplacé par une allocation unique dégressive. - France. Paris. L'aéroport d'Orly.

HUMEUR • par Josée Doyère

Services mal compris

A Paris, comme dans toutes les grosses agglomérations, il y a un mal de chien à trouver un garagiste gentil, serviable, compréhensif, non égoïste, prêt à vous dépanner vite - et c'est toujours urgent ! - et capable de vous dire que non, le petit réparateur que vous entendez n'est pas grave, et qu'un tout petit réglage suffira... Pour l'instant, c'est un vrai client, dans une usine d'usines à réparer, qui grouillent de personnel, il faut à tout le moins à l'employé (supérieur, de préférence, ou chauffeur) d'une voiture un vrai client, qui achètent (en leasing...) plein de voitures et les changent souvent.

Et pour ceux qui expliquent les patrons de certains des garages : le personnel change très vite, on rame pour trouver des techniciens (dont les exigences en matière de salaire sont élevées, jugées prohibitives), quand on a formé quelqu'un, il n'a qu'une idée en tête : aller s'installer en province... C'est là qu'on trouve les bons professionnels, qui joignent l'amabilité à l'efficacité.

Chez les banques, c'est un peu le même topo, surtout chez les grandes agences. Le personnel est nombreux, l'employé chargé de suivre votre compte - vous qui n'avez que quelques milliers de francs et peu d'opérations - ne s'en occupe

guère que deux, trois ou quatre ans : très vite, il cherche à grimper, à faire un travail plus intéressant - et cède la place à un autre, même une femme, pour qui vous n'êtes qu'un numéro... Il apprendra qui vous êtes, ne s'attachera pas à vous, ne vous placera pas à son prix tel « service » dont vous n'avez que faire, saura en revanche que vous avez besoin qu'il rappelle vite car vous n'êtes pas du genre à le débrancher pour rien... Il deviendra, sinon parfait, du moins très bien, mais il lui faudra du temps. Et jusque-là, ce sera - plus ou moins - la galère.

A moins, bien sûr, qu'il aille incompétence momentanée et outrecuidance irrespressible, et, dans ce cas, une chose à faire. Prendre patience, attendre qu'il change la place à son service, et s'arranger, entre-temps, pour ne pas être déçu.

En province, au contraire, dans une petite ville, la rotation du personnel est moins rapide, les services sont moins nombreux, on connaît, on est aimable, on s'occupe de vous, on est prêt à vous aider...

Seulement, il faut avoir sa baignoire ornée du fatidique « 75 » et la faire entretenir. Il Trifouillis-les-Perpètes est parfaitement possible (c'est ce que je fais), mais l'Opéra de la banque de Carpentras, c'est tout bonnement impraticable.

LOIS ET DÉCRETS

Déchets

Une nouvelle loi sur l'élimination des déchets renforce celle du 15 juillet 1975, qui fixe le cadre de l'intervention des pouvoirs publics, du 19 juillet 1976, qui soumet à la surveillance de l'administration les installations de traitement et d'élimination. Elle vise à réduire le volume des déchets et leur nocivité, à organiser leur transport et leur recyclage. Les entreprises de courtage ou de négoce de déchets dangereux sont concernées, comme celles de transport et de traitement.

Ce texte renforce les conditions d'installation et de surveillance des décharges. Au 1^{er} juillet 2002, celles-ci ne seront autorisées à accueillir que les déchets « ultimes », qui ne peuvent plus être récupérés ou traités. Cela implique la fermeture de 6 700 décharges traditionnelles et la création de 160 unités de traitement d'ici à dix ans, soit un coût de 15 milliards de francs.

L'étude d'impact d'une installation de stockage de déchets doit indiquer les conditions de sécurité en cas d'accident et les techniques permettant une reprise des déchets, si aucun autre traitement ne peut être opéré. Elle doit être soumise pour avis à la surveillance et au conseil municipal de la commune. Une installation de stockage ne pourra être ouverte qu'après la constitution de garanties financières pour la surveillance du site, les interventions en cas d'accident et la remise en état des installations. En cas de vente d'une installation de stockage, le vendeur doit avertir le maire et le préfet : sinon, il sera considéré comme le détenteur des déchets ; d'autre part, la commune a un droit de préemption.

Cette loi renforce les moyens d'intervention de la puissance publique : des plans départementaux, régionaux voire nationaux doivent être établis pour l'élimination des déchets. Chaque départe-

ment doit établir son plan pour les déchets ménagers, recensant leur volume et leur origine, le programme de traitement et les organismes qui l'effectuent ; ce texte est soumis à enquête publique et à l'avis du conseil général de l'intercommunalité. Les installations existantes devront être mises en conformité. Des plans régionaux doivent être établis dans ce délai de trois ans, prévoyant un centre de stockage pour le stockage des déchets industriels, spéciaux ou « ultimes », soumis aux conseils régionaux. Enfin des plans nationaux devront être préparés pour certaines catégories de déchets (toxiques).

Pour financer la politique nouvelle, une taxe de 20 francs par tonne de déchets réceptionnés, avec un minimum de 5000 francs par installation, devra être versée par chaque exploitant d'une installation de stockage de déchets ménagers et de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (AFME). Ce montant est majoré de 50 % pour les déchets venant de l'étranger (la zone dans laquelle se situe l'installation de stockage). Alimenté par une taxe, un fonds de modernisation de la gestion des déchets, sous l'égide de l'AFME, contribuera au développement de techniques innovantes, à la réduction ou à la remise en état d'équipements de traitement, et pourra aider les communes. Des fonds départementaux de solidarité pour l'environnement seront créés à compter du 1^{er} janvier 1993, au profit des communes, lesquelles sont autorisées à installer des installations de stockage de déchets industriels spéciaux ou « ultimes ». Ils seront alimentés par une contribution de péréquation sur la taxe professionnelle.

Enfin, le plafond des amendes prévues par la loi du 15 juillet 1975 en cas de délit est porté de 120 000 à 500 000 francs.

Loi n° 92-646 du 13 juillet 1992, Journal officiel du 14 juillet 1992, p. 9461 à 9466.

A nos lecteurs

Le supplément « L'Économie » paraît pour quatre fois par an. À la fin de chaque mois d'août, vous retrouverez dans le Monde du lundi, daté mardi, deux pages spéciales comportant des articles correspondant aux rubriques « Perspectives », « Opinions ». Et, à la fin de septembre, le supplément en cahier séparé du retour, avec l'ensemble de ses rendez-vous (Mode d'emploi, Actualités, Perspectives, Dossier, Opinions, Conjoncture, la chronique de Paul Fabra).

LA COTE DES MOTS

Road show

« On the road again... » Le succès des roadshows anglo-américains, même interprétés par les chanteurs français, ne doit pas causer l'adoption d'anglismes comportant certains mots devenus familiers, comme road (« route », « chemin », « itinéraire »), ou show (« spectacle », « exhibition », etc.).

Ainsi en est-il de road show, que l'on s'étonnera peut-être de trouver dans la chronique consacrée aux mots de l'économie, de la finance et du commerce. Il pourrait croire qu'il s'agit là d'un équivalent de « tournée », « tournée de spectacles », ou de « spectacle de rue » présenté en tournée.

Ces acceptions ne sont pas fausses en vérité, mais elles sont défectives, et nos jours, road show est surtout employé dans le milieu de la finance. De la finance-spectacle, pourrait-on dire, par analogie avec la politique, devenue, depuis plusieurs décennies, la politique-spectacle, à grands renforts de « coups » ou d'artistes qui mènent les meetings du public que la manifestation de politiciens ne parviendrait pas à déplacer.

Pour faire connaître une entreprise, pour présenter ses résultats, ou bien pour convaincre des investisseurs potentiels, les dirigeants - quel que soit leur statut - organisent à l'échelle d'un département, d'une région, d'un pays, voire à travers le monde, des « tournées ».

Selon appuyées par la présence active d'artistes (mais cela n'est pas exclu), que l'on se rappelle la participation de Catherine Deneuve à la privatisation de Suez, les tournées promotionnelles, ou tournées de présentation (les substituts manquant donc pas) font, elles aussi, appel à toutes les ressources médiatiques (vidéo, montage audiovisuel, etc.). Elles sont donc bien, aussi, des road shows.

Jean-Pierre Collignon

150

ACTUALITÉ

Une corruption bien tolérée

« Arroser » des intermédiaires pour obtenir un contrat à l'étranger, cela fait si couramment que tout le monde oublie que c'est illégal : les entreprises, le fisc, et même les juges. Dans ses efforts pour moraliser la vie publique, le gouvernement n'en souffle mot

Le carcan, c'est ce que risquent jadis le fonctionnaire qui se laisse corrompre et celui qui l'a corrompu. Condamnés, l'un et l'autre se retrouvaient collier de fer au cou, sur les places, livrés au regard public. Aboli en 1832, ce traitement infamant a été remplacé par des peines plus humaines — amendes et jusqu'à dix ans de prison. Le nouveau code pénal (articles 432 11 et 433 1), applicable le 1^{er} janvier 1993, prévoit la sanction financière : l'amende peut atteindre le million de francs, alors qu'elle est le présent fixée « au double de la valeur des biens acquis ou des choses pour lesquelles elles ».

Un Français qui corrompt un fonctionnaire étranger ou serait en principe à l'abri de poursuites. Si les règles s'appliquent les faits commis sur le territoire de la République, la loi pénale française permet aussi d'engager des poursuites pour des faits commis à l'étranger par des citoyens français. A une condition : que leur action soit « punie par la législation du pays où elle a été commise » (1). « En théorie », indique-t-on au ministère de la justice, rien ne s'opposerait donc à ce que Jean-Claude Dumas — condamné le 11 juillet à un an de prison avec sursis par un tribunal belge, pour avoir notamment offert des pots-de-vin à l'ancien maire de Liège — soit poursuivi en France pour avoir obtenu un marché de mobilier urbain (le Monde du 17 juillet) — soit, par exemple, jugé et condamné, par un tribunal français.

JAMAIS POURSUIVIS. A la vérité, les dispositions sur la corruption commise à l'étranger n'ont jamais été appliquées. Elles supposent en effet que les autorités judiciaires françaises s'assurent, avant tout acte de procédure, que le délit est bien réprimé dans le pays où il a été perpétré.

Pour le fisc français les pots-de-vin versés à l'étranger ne sont que des « commissions ».

Dans le monde entier, ce n'est qu'aux Etats-Unis qu'on trouve une loi réprimant directement la corruption de fonctionnaires étrangers : le Foreign Corrupt Practices Act de 1977, adopté pour répondre à l'étranger le besoin des entreprises américaines après quelques scandales retentissants mettant notamment en cause Northrop, Gulf Oil, et surtout ITT (accusée, entre autres, d'avoir obtenu l'appui de plusieurs responsables politiques pour échapper aux rigueurs de la législation antitrust, en échange de contributions au Parti républicain) et Lockheed (convaincue d'avoir versé d'importants pots-de-vin à des personnalités pour placer dix-neuf avions pour exporter des marchés).

Violent cette loi peut conduire à des amendes de 3 millions de dollars (10 millions de francs environ) et à des peines de prison allant jusqu'à cinq ans ferme. Les milieux d'affaires américains feraient d'ailleurs pression pour que cette législation soit abrogée.

Les bakchichs ont si bien entrés dans les mœurs des affaires internationales que le gouvernement de Pierre Bérégovoy ne s'en est apparemment pas préoccupé. La lutte contre la corruption. La Commission de prévention de la corruption, qui vient de rendre son rapport (le Monde du 12-13 juillet), n'a traité que des affaires franco-françaises. Des mesures unilatérales, comme explique-t-on, n'ont pas la concurrence étrangère. Alors l'Etat préfère fermer les yeux lorsque l'on grasse la patte d'un « sponsor »,

comme on appelle parfois les intermédiaires influents des affaires internationales.

COURTAGE. Sous l'apparence de services de commission, de courtage, se dissimulent bien souvent des pratiques corrompues. C'est que les commerçants appellent plus techniquement — pour ne pas dire pudiquement — les « FCE » (frais commerciaux exceptionnels) ou les « FAE » (frais à l'exportation), représente 3 à 7 %, voire 10 % du montant de transactions fort élevées.

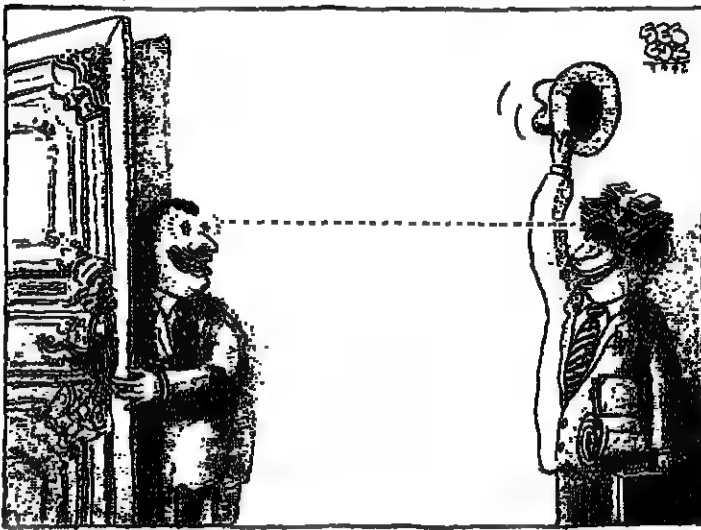
« La disparité grandissante des forces économiques entre les pays industrialisés et les pays dits du tiers-monde favorise la corruption. Les grandes entreprises se font une concurrence acharnée pour s'arracher les marchés et se font donc passer par tous les moyens, y compris la corruption, la présence d'administrations dans les membres ne peuvent résister à l'offre de pots-de-vin et vont jusqu'à exiger le versement », écrit à ce sujet Pierre Bellet, premier président honoraire de la Cour de cassation (2).

Quelle que soit la juridiction, la corruption est difficile à prouver. Comme le montre un arrêt récent de la cour d'appel de Paris, on peut réclamer devant un tribunal français la paiement d'une commission illégale. Dans l'arrêt, un intermédiaire chinois vivant à Paris, Huang Ping et Chen Guang Gai, se disent « représentants de la République populaire de Chine », ont pu se procurer contre une société britannique, Pentabury, qui refusait de payer les 500 000 dollars qu'elle leur avait promis pour une vente d'obus et de munitions d'un montant de 17,1 millions de dollars, entre la Chine et l'Egypte en arguant de l'illégalité de la commission. La cour d'appel a précisé qu'il n'était pas prouvé que les « intermédiaires chinois » soient livrés à des activités répréhensibles de trafic d'influence. (3)

De son côté, le droit fiscal évite de mélanger éthique et efficacité : ainsi la prostitution, répréhensible pénalement, est néanmoins imposable. Pour les Français, les pots-de-vin versés à l'étranger ne sont que des « commissions » presque comme les impôts. L'administration des impôts permet aux entreprises de déduire leurs charges d'exploitation sans se préoccuper de leur caractère bien particulier. La règle du fisc en la matière est de refuser d'avoir à juger de l'illégalité. Dans ces conditions, rien n'empêche les délégués des entreprises.

DÉDUCTION. Les entreprises bénéficient même d'un traitement spécifique : il est en effet difficile pour l'entreprise de toujours faire figurer les « commissions », emploi et utilité du bénéficiaire qu'exige la loi générale des impôts à l'appui de la déduction annuelle des « commissions, courtages et honoraires », dite « DAS 2 » (4). C'est pourquoi, lorsque la révélation de l'identité de l'heureux bénéficiaire risque de provoquer un scandale, l'entreprise peut ne pas remplir la rubrique en question. En ce cas, le formulaire, en particulier en blanc, s'appelle simplement « DAS 2 bis ». Cette déduction est en principe limitée aux pays qui ne font pas partie de l'OCDE (5), elle se paie d'un montant préalable avec des fonctionnaires du « contrôle fiscal 2 » de la direction générale des impôts.

Deux dossiers représentent « plusieurs centaines de millions de francs mais moins d'un milliard » sont ainsi examinés tous les ans par ce service, hanté par le risque d'une dénonciation de pseudo-pots-de-vin à l'étranger : « On apprécie si le montant de la commission est justifié au proportionné à l'affaire, en considérant la nature du service et les usages, qui varient d'un pays à l'autre, d'un secteur à l'autre », explique Vincent Mazauric, du bureau. Parfois il est très difficile



elle d'apprécier le service rendu. Nous sommes dans un dossier où les informations fournies par l'entreprise. En un contrôle ultérieur, l'entreprise pourra se prévaloir de cet entretien.

effectués en Suisse, au Luxembourg ou dans des îles des Caraïbes, mais l'administration fiscale suggère aux entreprises d'effectuer ce type de paiement sur des comptes bancaires ouverts en France par des non-résidents. Précaution utile : « Par

fois il nous semble que les entreprises elles-mêmes ne savent pas à qui elles versent la commission », souligne Vincent Mazauric, assurant, néanmoins, que « les transactions dont on parle sont le fruit d'une grande efficacité commerciale et ne paraissent pas mettre en péril l'Etat concerné ». Certains pays ont plafonné le montant des « commissions », comme l'Arabie saoudite, où elles sont limitées à 3 % du contrat ; d'autres, comme l'Algérie et l'Iran, ont théoriquement interdit le recours aux intermédiaires, mais il est facile de contourner ces règles locales en plaçant le contrat sous l'emprise d'une loi plus compréhensive, comme les commerçants ont fait la faculté dans les affaires internationales.

Seul donc un Etat s'appliquant à son pays — voté par les Nations unies — pourrait peut-être imposer cette pratique en mettant à égalité sur les marchés, en préservant la liberté politique de certaines démocraties fragiles.

Toutes les tentatives en ce sens ont échoué jusqu'à présent. La plus audacieuse, la proposition faite à l'ONU en 1979 d'un « accord international sur les paiements illicites », dont l'intention malicieuse prête à sourire, reste à l'état de projet.

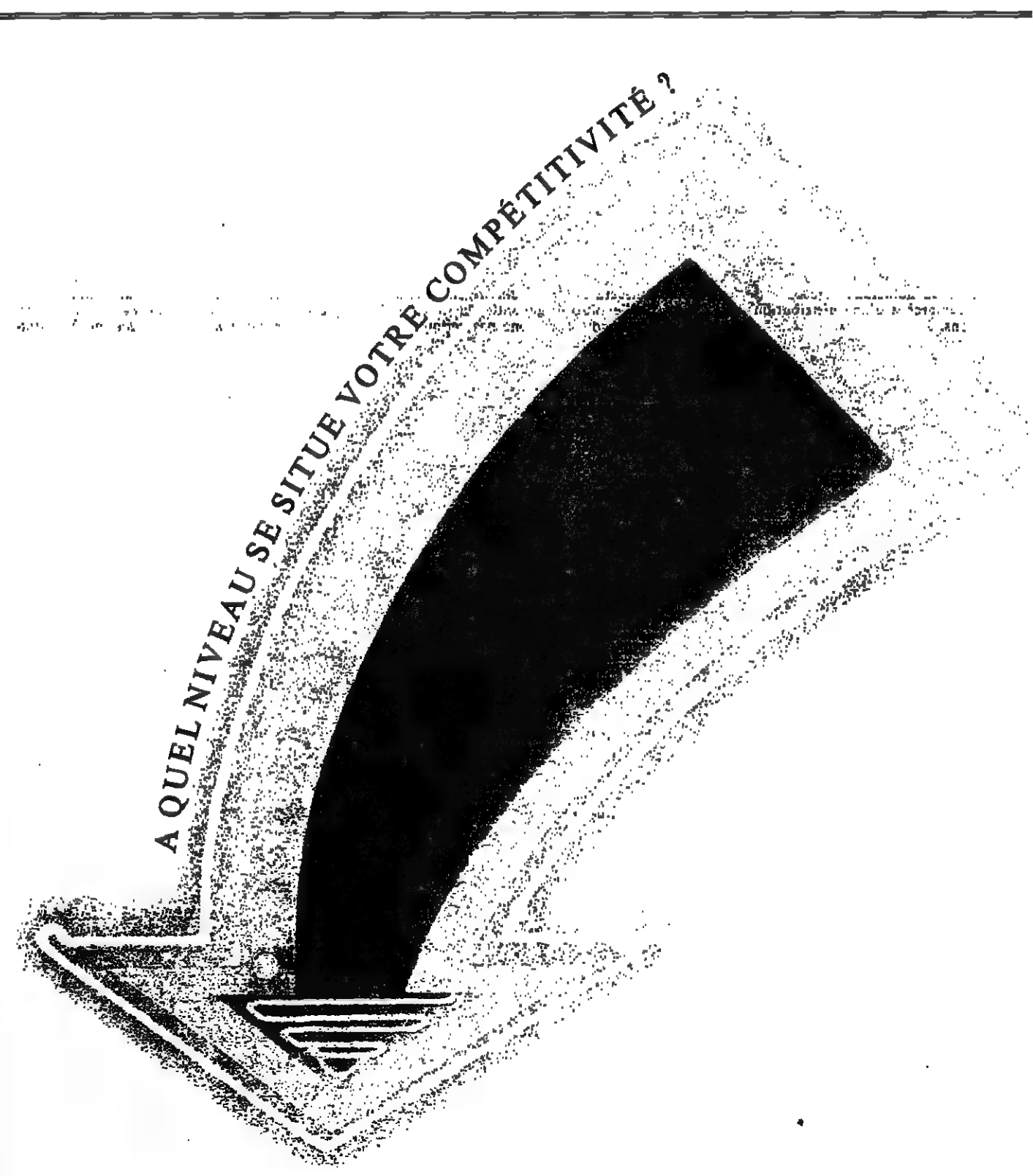
Erle Plouvier

(1) Article 179, alinéa 2 du code de procédure pénale, repris dans le nouveau code pénal à l'article 113-6.
(2) Commissions illégales : définition, à droit de ces pratiques des affaires internationales, (CC Publishing) (Chambre de commerce internationale).

(3) Cour d'appel de Paris, 28 janvier 1991.

(4) Articles 238 et 241 du code général des impôts.

(5) Lorsque le bénéficiaire est un résident d'un pays de l'OCDE, le « civisme fiscal international » veut qu'il paie des impôts sur la commission. Pour avoir droit à la déduction fiscale, l'entreprise doit donc fournir son identité.



Il existe en Europe plus de 20 millions de PC sur une technologie 286 ou antérieure.

Ces ordinateurs aujourd'hui complètement dépassés, le coût de leur maintenance est très élevé et ils ne sont pas adaptés aux derniers logiciels. Cela signifie tout simplement que l'efficacité de beaucoup d'entreprises n'est pas au top niveau. Ça c'est la mauvaise nouvelle.

La bonne nouvelle, c'est que Intel vient de réduire considérablement les prix des processeurs 486.

Alors si vous voulez vous débarrasser de votre vieux PC,

vous pouvez dès maintenant acheter la plus récente et la plus rapide technologies à un prix très attractif. Une technologie parfaitement adaptée aux plus récents logiciels.

Pour ramener à son plus haut niveau la compétitivité de votre entreprise, interrogez aujourd'hui votre fournisseur sur les ordinateurs intégrant un processeur Intel486.

Et si vous êtes sur le point d'investir pour la première fois dans un PC, commencez donc par choisir ce qui se fait de mieux. Un modèle à la hauteur des logiciels d'aujourd'hui.

intel

PERSPECTIVES

Le Texas séduit les Français

Suite de la page 25

Et l'incubateur technologique d'Austin, où intérêts publics et privés s'unissent pour transformer une idée sur un service ou un produit en entreprise technologique viable, souligne l'air prometteur, que la porte de la coopération largement ouverte. « Les recherches montrent que des entreprises nouvelles incubent survivent, alors que le taux d'échec est de 50 à 80 % pour les petites entreprises », note Lynda Lieberman, directeur adjoint aux relations extérieures de l'incubateur.

« Nous devons être attractifs », martèle Greg Davenport, vice-président du Grand Corridor Austin-San-Antonio. « Attractifs », voilà le maître mot. Et les Texans ne se privent pas de le dire en avant leurs nombreux « atouts ». « Nous sommes vraiment bénis », s'exclame même le consultant Ray Perryman, « une autosatisfaction d'autant plus grande que le Texas est à peine d'une période grise où on ne parlait que de pétrole. Aujourd'hui, l'économie est devenue plus saine - la récession n'est plus forte que dans le sud des États-Unis et 68 000 emplois non agricoles ont été créés en 1991, un record par rapport aux autres États - et elle s'est diversifiée. »

HIGH TECH - Le vent de la « high tech » souffle sur les plaines texanes. Dallas fait figure de royaume de l'industrie de pointe - avec Texas Instruments, LTV, Motorola, General Dynamics - et le Grand Corridor Austin-San Antonio cul-

tive son image de « Silicon Prairie » en accueillant de nombreuses petites entreprises dans la biotechnologie, l'électronique et l'informatique. L'image d'origine, petite société (147 employés et 16 millions de dollars de chiffre d'affaires) dont le jeune créateur de vingt-six ans, Richard Garriot, a bâti un succès, il y a huit ans, est le jeu pour ordinateurs.

Plus encore, l'Etat du Texas, dont les grandes villes comme Houston et Dallas ont une population composée en majorité d'Hispaniques, d'Asiatiques et de Noirs, construit sa réputation autour du triptyque flexibilité-fiscalité-formation. Flexibilité? Le département du Texas ne lésine pas dans l'autopromotion : « Au Texas, vous trouverez une main-d'œuvre jeune, productive et syndiquée ».

En 1990, le salaire horaire moyen était de 10,47 dollars contre 11,48 dollars en Californie, la grande rivale, ce qui conduit Jim Caldwell, PDG de Golden Aluminum, à affirmer, « nous risquons de démentir : nos coûts sont très compétitifs ». Même si la perspective d'une conclusion de l'accord de libre-échange États-Unis, Mexique, Canada (NAFTA) ne rend pas moins « attractives » les « maquiladoras », usines implantées au sud du Rio Grande, dont les coûts salariaux défilent. Le Texas est aussi un des dix-neuf États américains où les salariés ne sont pas obligés d'adhérer à un syndicat, ce qui permet à Austin d'afficher un taux de syndicalisation inférieur à 1 %.

Ne prélevant d'impôt ni sur le revenu des personnes physiques ni sur les bénéfices des entreprises, le Texas n'arrive ainsi qu'au trente-deuxième rang pour

l'imposition parmi les États américains. Les impôts locaux sont faibles. Une image d'Etat « modeste », qui l'amène à peu intervenir mais l'empêche pas de consacrer 45 % de son budget à l'éducation. Résultat : plus d'un Texan sur cinq a suivi au moins quatre années d'études universitaires. Tant pis si, à terme, l'Etat risque d'avoir du mal à maintenir sur place une population jeune, ayant la chance d'être mieux formée et la malchance d'être moins bien payée.

TRANSPORTS - Pour l'heure, la compétitivité de la population active (8,4 millions de personnes) est un atout, comme le bas prix de l'électricité, le coût de la vie - moins élevé que dans le reste des États-Unis - ou les loyers de bureaux (environ 90 dollars le mètre carré dans les zones industrielles des grandes villes).

Le Texas joue aussi la carte des transports, avec Dallas-Fort Worth, deuxième aéroport du monde, mais aussi le projet Alliance, du nom de la gigantesque industrie que Ross Perot, vrai milliardaire mais faux candidat à la Maison Blanche, veut installer autour d'un autre aéroport construit à trois kilomètres de la ville.

Le transport, c'est aussi une nouvelle chance pour la France, qui rêve de voir le TGV parcourir les plaines texanes.

Pour le TGV le premier écueil est financier : le projet devrait coûter plus de 30 milliards de francs.

Fin juillet, Ann Richards, gouverneur (démocrate) du Texas, aussi libérale que féministe, est venue incognito en France essayer le TGV et vérifier que le choix fait il y a un an n'était pas le bon. Le 11 mai 1991, la consortium Texas High Speed Rail Corporation obtenait la concession de cinquante ans pour faire circuler, à partir de 1999, un « train of great velocity » dans le triangle Dallas-Houston-San-Antonio.

Fournisseur exclusif, le franco-britannique GEC-Alsthom, allié au canadien Bombardier, battait ainsi sur le fil la technologie allemande de l'ICE. La volonté de désengorger les voies

aériennes et autoroutières avait conduit les autorités texanes à opter pour la technologie du TGV, plébiscitée pour sa performance et sa faible pollution, et tout reposant sur le pari de convaincre les Américains de recourir davantage au train. A une vitesse de 320 kilomètres-heure, Dallas serait ainsi à une heure de Houston.

Mais la victoire de GEC-Alsthom, qui devrait entrer dans le capital du consortium, à domicile américain, n'a marqué que le début d'un long combat. Comme l'a expliqué Glenn Hogg, président du consortium, « nous ne sommes pas déterminés sur le court terme mais sur les vingt-cinq prochaines années ».

ÉCUEIL FINANCIER - Le premier écueil est financier. Le projet devrait coûter plus de 30 milliards de francs, 170 millions de dollars doivent être immédiatement trouvés d'ici au 31 décembre. Les conventions sont fermes et définitives : l'Etat du Texas ne mettra pas la main à la poche, 75 % du financement doit être réalisé par des firmes texanes, manne de 9 000 emplois étant attendue.

Dans un climat, les oppo-

sants se mobilisent, en Southwest Airlines, une compagnie locale saine qui fait voler ses avions près du centre de Dallas ne paraît pas rebutée par le tarifaire.

Tout pourrait donc se jouer pour le TGV dans les trois prochains mois. Les conclusions de deux études, l'une sur l'impact de l'environnement, l'autre sur le trafic - envisageant il y a un an de transporter 22 millions de passagers par an sur l'ensemble des lignes - devraient être bientôt. Les résultats seront décisifs.

« Tout le monde est guette », souligne un haut responsable de GEC-Alsthom. L'étude du trafic si le projet est rentable permettra de lever des fonds. La minute vérité sera en octobre. Un feu vert ouvrirait la voie à un plan de financement très attendu. On parle du Crédit lyonnais, de la BNP, d'Indosuez mais aussi d'American Airlines, intéressée par le meilleur achèvement des vols internationaux. Plus alors qu'à vaincre les résistances culturelles des Texans. Si fiers d'entretenir leurs singularités.

Michel Noblecourt

Tiercé à Ouagadougou

Suite de la page 25

La LONAB place chaque année près de trente millions de tickets de loterie et de tombola-minute auprès des quelques dix millions d'habitants de ce pays, l'un des plus pauvres de la planète. Jouer « rend les gens heureux », confiait récemment une Burkinabé au quotidien indépendant le Pays. Providentielle sous-jacente, les jeux de hasard sont également fort lucratifs. La LONAB est riche. Elle est aussi populaire à Ouagadougou où elle finance chaque année quantité de projets sociaux : écoles, maternités, etc.

La devise résume la mission : « Les lots aux heureux gagnants, bénéfices à la nation entière ». Le misérable paysan moosi (la principale ethnie du pays) qui achète un billet de loterie au village voisin vit non seulement l'illusion de devenir un jour millionnaire, mais il est aussi persuadé - et lui-même - d'être un agent de développement du pays, grâce à la LONAB, le Père Noël de la nation.

POIDS - Celle-ci conserve l'essentiel des bénéfices réalisés grâce aux parieurs burkinabés, tandis qu'en France l'Etat n'a empoché l'an dernier que 13,6 milliards de francs, 58,3 milliards abandonnés à la Française des jeux, champs de courses ou casinos. Lui donne du poids : l'épargne quasiment inexistante en Afrique, l'Etat sans réelle efficacité et les entreprises publiques chancelantes. La LONAB est une rareté à échapper à la fatalité. Elle emploie cent quarante salariés, dont quarante-quatre embauchés depuis 1990. La création, année-là, du PMU a procuré une activité à temps partiel à 350 personnes, essentiellement femmes, volontairement favorisées.

Impôt indolore, les jeux de hasard sont rentrées régulières. Mais en confier l'utilisation à l'Etat, c'est aussi la fringale de multiples administrations, gloutonnes comme un tonneau. « Avec nous, les parieurs ne vont pas leur argent », commente Aboubacar Lankouandé, directeur général de la LONAB. Cela explique, pour une part, son succès. Au ministère des finances, qui a la tutelle de la société, on avance un argument supplémentaire. Le Bur-

kina-Faso est engagé pour trois ans au moins dans une politique d'assainissement financier dite d'« ajustement structurel », menée tambour battant par un commando de choc de la Banque mondiale, mais les fonctionnaires internationaux ne sont pas leur nez. Les recettes de la Loterie nationale, qui reste libre de son utilisation, sont donc utilisées comme l'entend.

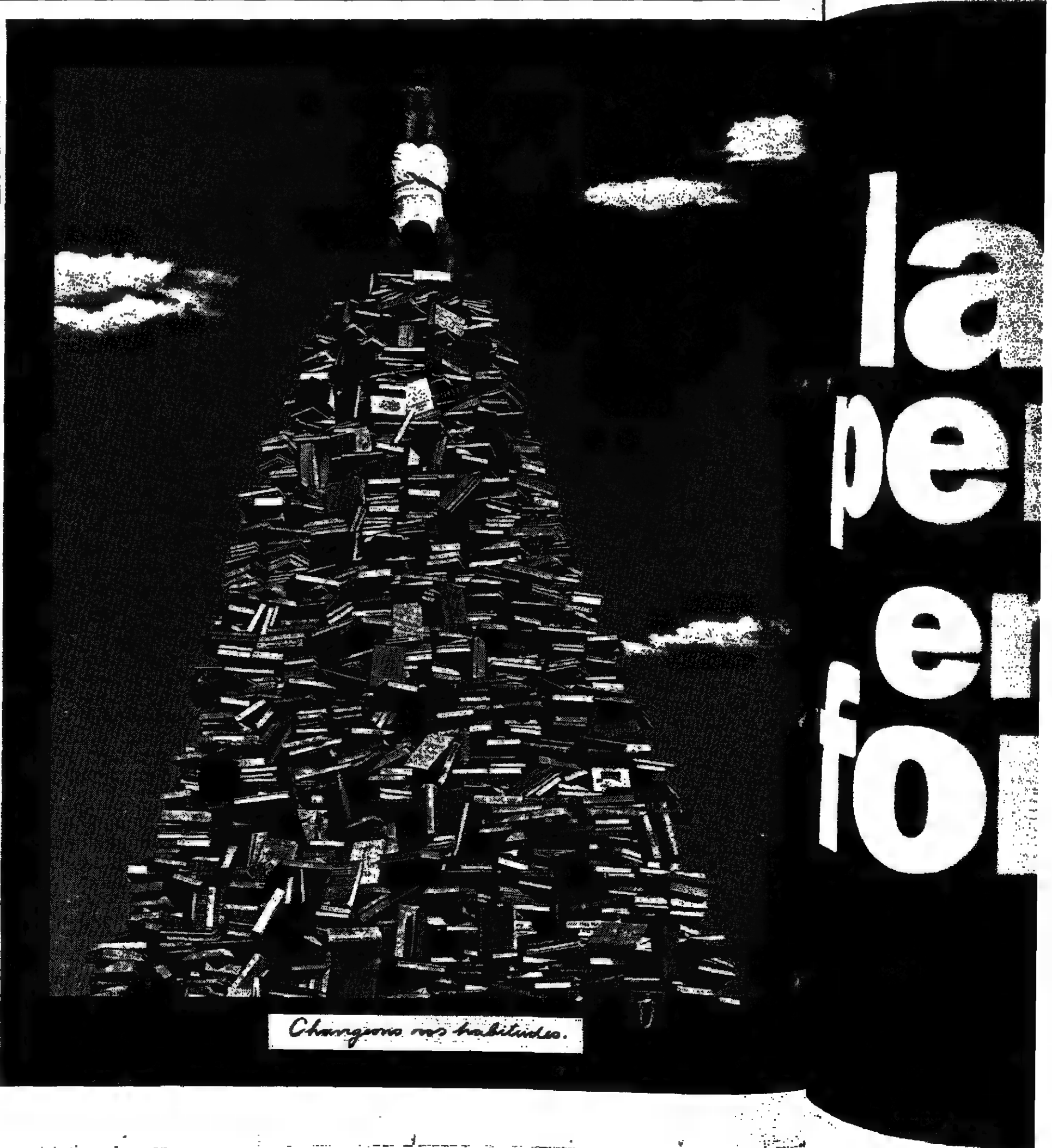
CHANCE - Un bâtiment de six étages, en construction dans le centre-ville d'Ouagadougou, symbolise la réussite de la LONAB. Ce sera son futur siège social, situé, dit-on, trop petit, qu'elle occupe aujourd'hui, rue de la Chance.

Pour son vingt-cinquième anniversaire, occasion d'affirmer son grand âge, quinze ambulances - d'immaculés Mitsubishi - avaient alignées place de la Révolution, portant sur les flancs : « Don de Loterie nationale burkinabé ». Des kiosques à paris, ceux que la LONAB ambitionne d'installer dans les plus reculées, étaient disposés de l'esplanade où Thomas Sankara, assassiné en 1987, rêvait tout haut, devant des foules immenses, d'un avenir radieux pour le peuple burkinabé.

La Loterie nationale a distribué pour 11 milliards de francs CFA de dons, dix dont 123 millions pour quinze ambulances. On lui doit aussi la construction d'un dispensaire à Bobo-Dioulasso, le parrainage d'épreuves sportives, le Tour du Faso et quantité d'autres dons. C'est dire si personne ou presque ne songe à critiquer les jeux de l'argent ou du hasard au « pays des hommes intègres » (traduction de Burkinabé).

Seuls quelques intellectuels s'y risquent, et la LONAB, la place de l'Etat, détailant, donne le rétroscop. Laurent Bado, maître assistant à la faculté de droit d'Ouagadougou, parle d'« atomisation », par le jeu, de la société africaine traditionnelle. La solidarité, Albert Ouedraogo, professeur de lettres à la même université, dit que la loterie encourage ses compatriotes à la passivité : « Si une fraction de seconde on peut devenir riche, pourquoi se fatiguer à travailler ? »

Bertrand Le Gendre



Changements des habitudes.

la
pe
er
fo

هذا هو الوطن

PERSPECTIVES



INDUSTRIE

Textile, richesse du Maghreb

Rien ne prédisposait le Maroc et la Tunisie à devenir des « grands » de la confection. L'an dernier, pourtant, le royaume chérifien est devenu le premier fournisseur de vêtements de la France. Un succès impressionnant mais fragile

RABAT
de notre envoyé spécial

RUE des Consuls, au pied de la casbah des Oudaya. Le vendeur se penche vers le touriste de passage. Et lui propose polos et tee-shirts signés Lacoste ou Hugo Boss. Des faux, bien sûr, vendus pour une poignée de francs... La scène se répète à chaque pas. De Tanger à Marrakech, de Fès à Zagora. Familiale. Ordinaire... Et pourtant, il serait injuste – et inexact – de ne retenir d'un Maroc en plein essor que cette seule image de la contrefaçon et des petits trafics. En quelques années, le royaume chérifien s'est imposé parmi les « grands » de la confection.

« Devant l'Italie! Vous vous rendez compte! » Incrédule, ce professionnel français n'en revient pas : « L'industrie marocaine du vêtement s'est hissée, en 1991, au premier rang des fournisseurs de la France. » Les statistiques sont là, qui confirment l'événement. Avec

l'an dernier, 3,4 milliards de francs d'exportations vers l'Hexagone, le royaume caracole en tête, loin devant l'Italie (2,6 milliards de francs seulement). Une Italie dont le savoir-faire et la puissance semblaient invulnérables. Une Italie désormais talonnée par la Tunisie (2,56 milliards de francs). Ce bouleversement de hiérarchie n'est pas un accident, comme le montrent les chiffres des premiers mois de l'année. Il fait désormais de la rive sud de la Méditerranée un partenaire majeur de l'industrie française de l'habillement.

MANNE ÉTRANGÈRE • Mille cinq cents entreprises de textile-habillement, 180 000 salariés dont 150 000 dans la seule confection (1). Des usines poussant par dizaines dans les banlieues inachevées de Meknès ou Casablanca... Rien ne semble pouvoir arrêter l'irrésistible ascension d'un Maroc fort, déjà, de vingt-sept millions d'habitants. La brutale baisse des investissements

(-17 % en 1991), consécutive à la guerre du Golfe, paraît déjà lointaine. La manne étrangère est de retour, dopée par le discret abandon de la loi sur la « marocanisation » qui obligeait, depuis 1974, les sociétés étrangères à céder 50 % de leur capital et le poste de PDG. Évitant un débat au Parlement, le gouvernement a abrogé le décret d'application.

« Au rythme de croissance actuel, se félicite Mohammed Lahlou, président de l'Association marocaine des industries textiles (AMIT), nous emploierons 400 000 salariés en 2003 ou 2004. Plus que la France d'aujourd'hui, dont le nombre de salariés dans ce secteur fond au rythme de 15 000 par an et ne dépasse plus désormais les 350 000 employés.

La Tunisie fait aussi bien. Avec près de 1 700 sociétés, 95 000 salariés dans le secteur « structuré » – et plus encore dans l'artisanat, – elle a su attirer les entreprises étrangères en adoptant,

dès 1972, une loi favorisant les investissements dans les industries exportatrices. Les capitaux allemands ont afflué, les français puis les italiens ont suivi.

Les résultats sont là, avec des exportations annuelles du secteur représentant 35,8 % de celles du pays, une balance commerciale en progrès régulier (un taux de couverture des importations de 113,4 % en 1987, 120 % l'an dernier), et des spécialités (le pantalon et la confection en tissu denim) qui se sont imposées. « La Tunisie a plus d'entreprises exportatrices que le Maroc. Nos marchés sont plus diversifiés », se félicite Sassi Bahri, le secrétaire général de la Fédération nationale du textile (FENATEX).

INCERTITUDES • Pourtant, des sièges sociaux de Casablanca aux restaurants élégants de Carthage, la complainte est la même : Maroc et Tunisie n'appartiennent pas – pas encore, en tout cas, – au club fermé des « dragons » du textile et

de l'habillement. Il y a, bien sûr, les soubresauts de l'Algérie voisine qui pourraient, à la longue, ternir l'image du Maghreb. Il y a encore cette montée, pour l'instant contenue, de l'intégrisme musulman en Tunisie : « Les incertitudes qui ont longtemps pesé sur l'après-Bourguiba sont aujourd'hui levées », assurent, d'une même voix, responsables et industriels.

INÉGALITÉS • Il y a, enfin, les conséquences possibles des évidentes inégalités sociales existant au Maroc, redoutées par certains entrepreneurs étrangers et dont la seule évocation exaspère les interlocuteurs de Rabat ou Casablanca. « Nous avons besoin d'une classe moyenne et pas seulement de fondamentalistes », s'empare Hassan Abou Ayyoub, ministre du commerce extérieur du roi Hassan II. Mais, pour cela, il faut bien passer par certaines étapes historiques et susciter un processus d'industrialisation. Nous avons besoin de créer nos Schneider et nos Peugeot. »

Des défis auxquels viennent s'ajouter, encore, ceux spécifiques au textile et à l'habillement. Défi de la spécialisation dans la confection, la branche industrielle la plus pauvre en technologie et en capitaux. Défi de l'ouverture progressive des frontières à laquelle les deux États ont décidé de sacrifier. Défi, encore, avec l'absence de débouchés diversifiés. La Communauté européenne absorbe l'essentiel des exportations des deux États (près de 80 % pour la Tunisie). Défi surtout du manque de main-d'œuvre qualifiée et de cadres expérimentés, surtout.

« Des techniciens ? J'en embaucherais tout de suite », expliquait, au 7^e Salon international du textile et de l'habillement, Abdel Hamid Sabbagh, fondateur de la société Fantasia. « En quelques années, nous sommes passés d'une main-d'œuvre abondante à une main-d'œuvre rare », constate, en écho, Chedly Chetroui, le directeur technique de Lee Cooper, dont l'usine de Bizerte constitue pourtant l'un des fleurons de l'industrie textile en Tunisie.

Mais ce sont les chocs extérieurs qui s'annoncent comme les plus redoutables. A la mise en place du grand marché unique de 1993 et à la concurrence nouvelle de l'Europe de l'Est – qui détourne les investissements vers la Pologne, la Hongrie, voire la Roumanie, – s'ajoute surtout le démantèlement attendu de l'accord multifibre (AMF). Un démantèlement qui, réintégrant le textile et l'habillement au sein du GATT (Accord général sur les tarifs et le commerce) et supprimant tout quota, mettrait fin, de fait, à l'accès privilégié du Maroc et de la Tunisie au marché communautaire.

COUT HORAIRE • « La Tunisie est chère, s'alarme cet industriel, qui se dit incapable de produire un tee-shirt à moins de 11 francs, quand un récent acheteur lui en proposait 4,70 francs. Avec son syndicalisme « raisonnable » mais historiquement bien intégré à la société, sa politique sociale mais aussi sa trop faible productivité, la Tunisie ne peut plus prétendre figurer parmi les pays à très bas coût de main-d'œuvre. Une récente étude du *Courrier de l'industrie* (2) y chiffrait le coût moyen horaire du travail dans le textile à 2,82 dollars à l'été 1990. Un coût qui classait la Tunisie devant le... Portugal, mais aussi devant le Mexique, le Brésil ou la Turquie.

Le Maroc se classait encore loin derrière, avec un coût moyen de 1,28 dollar, selon les mêmes critères, contre 0,85 dollar dix ans auparavant. Un « avantage » comparatif qui ne cesse de fondre. « En quelques mois, remarque ainsi l'Association marocaine des industries textiles (AMIT), le salaire minimum a été relevé trois fois, de 10 %, 15 % et 10 %. Nettement plus que l'inflation. » Face au Sri Lanka, à l'Indonésie, à la Chine et même à l'Égypte, le Maghreb – doit-il s'en plaindre ? – doit désormais proposer autre

chose qu'une main-d'œuvre bon marché.

Maroc et Tunisie réagissent, chacun à leur façon. Précise et méthodique pour cette dernière, qui planifie emplois et diversification en aval et en amont. Elle souhaite développer sa production de coton et diminuer ses importations de fournitures, comme l'explique Ahmed Sellami, président de la Fédération nationale du textile : « L'an dernier, nous avons importé 165 millions de mètres de tissu pour fabriquer des vêtements réexportés. Notre objectif est de produire, d'ici cinq ans, 57 de ces 165 millions de mètres. C'est-à-dire 35 % du total. Ce qui correspond à un gain de 6 % par an. » Le plan table sur 8 000 créations d'emplois par an.

VALORISER • Pas de plan, en revanche, dans un Maroc traditionnellement plus libéral. « On ne crée pas d'emplois par décret, laisse tomber le ministre du commerce extérieur. En France même, les plans textile n'ont pas toujours donné les fruits escomptés. » Mais son collègue ministre du commerce et de l'industrie, Abdellah Azmani, se retrouve sur la même longueur d'onde que les entrepreneurs, lorsqu'il parle de productivité : « Pour résister à la concurrence, il nous faudra, bien sûr, attirer le maximum d'investissements. Mais il nous faudra valoriser notre travail comme savent le faire les pays du Sud-Est asiatique. Pratiquer des économies d'échelle, s'imposer dans le fléchage, créer des sociétés de négoce international, développer enfin nos propres ateliers de stylisme. »

“Les Français doivent investir massivement au Maroc s'ils veulent lutter contre l'Extrême-Orient.”

Stylisme... Le mot est lâché... ou plutôt l'ambition. Marocains et Tunisiens ne veulent – ne peuvent – plus se satisfaire des commandes des centrales d'achat françaises et européennes. Des centrales aux yeux ravis sur les prix, capables, dit un industriel, « de vous pousser à investir dans de nouvelles machines pour mieux vous lâcher le lendemain au profit d'un fournisseur moins cher ».

Les industriels de la confection du Maghreb doivent, comme leurs homologues européens, développer qualité, politique de marque et « juste-à-temps ». Maîtriser, dans la mesure du possible, leurs relations avec leurs clients. Bref, jouer le marché qui, selon l'expression d'un responsable, « privilégie le délai au prix ». Une tâche redoutable pour des entreprises qui s'apparentent, souvent, à des PME.

De Tunis à Casablanca, l'appel se fait donc pressant, appel à la mise en place d'un partenariat réel entre entreprises françaises et maghrébines, où les premières apporteraient savoir-faire et réseau de distribution et les secondes des coûts assez bas encore pour que les industriels de l'Hexagone conservent leurs parts de marché. « Les Français doivent investir massivement au Maroc, s'ils veulent lutter contre l'Extrême-Orient », affirme le directeur général de Gromatex, Abdallah Hasnaoui-Amri. « Nous sommes la banlieue de Paris et de Rome », ajoute en écho Moncef Marcous, le PDG de Moderne Confection à Tunis. Conscient que, au-delà de tout, il s'agit là de son meilleur atout.

Pierre-Angel Gay

(1) Sur ces 1 500 entreprises, 25 % sont à participation étrangère et moins de 10 % à capitaux entièrement étrangers.

(2) Le *Courrier de l'industrie*, n° 58, mai 1991.

la pensée en forme.

“Notre plus grosse responsabilité dans la vie c'est de jouir de notre existence.”
Une notion difficile à associer à un ordinateur. Jusqu'à maintenant. Si vous désirez un ordinateur qui ne demande qu'à être essayé sans pour autant avoir des tonnes de diplômes.

la gamme de micro-ordinateurs AMBRA est là pour ça. Appelez gratuitement le 05-386 586 pour une pensée en forme.



LA GAMME AMBRA EST VENDUE AVEC DOS ET WINDOWS ET VOUS PERMETTRA D'UTILISER LA PLUPART DES LOGICIELS STANDARDS. SPRINTA 386 SX 25 MHz, ÉCRAN COULEUR VGA 14 POUCES, 4 MO RAM, DISQUE DUR 40 MO À PARTIR DE 9 900 TTC Y COMPRIS LA SOURIS, LES LOGICIELS, 1 AN DE MAINTENANCE SUR SITE ET L'ASSISTANCE TÉLÉPHONIQUE HOTLINE.

INDUSTRIES DE TERROIR

MÉDITERRANÉE

La France méditerranéenne bénéficie en cette fin de siècle d'un dynamisme démographique, d'un foisonnement d'activités de haute technologie et de services qui la placent, à bien des égards, en meilleure posture que d'autres régions. L'industrie lourde y a certes beaucoup souffert, qu'il s'agisse des chantiers navals de La Ciotat ou de la sidérurgie – pourtant récente – de Fos-sur-Mer. En revanche, certains savoir-faire traditionnels ont su passer le cap de la modernisation : les parfums de Grasse, bien sûr, mais aussi le tabac en Corse, le savon de Marseille, les faïences à Moustiers-Sainte-Marie ou Vallauris...

Tabac insulaire

AJACCIO
de notre correspondant

Entre les deux guerres, le alogan s'était installé dans les colonies des quotidiens d'Ajaccio et de Bastia : « Fumez Job ou ne fumez pas ». La petite unité de production avait été installée en 1924 à Toga, alors faubourg de Bastia, et elle proposait à ceux qui suivaient son conseil impérial une gamme étendue de produits. Un demi-siècle plus tard Job perdait sa lueur. La manufacture devait pourtant être sauvée en 1964, lorsque Bastos se replia partiellement en Corse, au lendemain des événements d'Algérie. Naissait ainsi la Manufacture corse de tabac Job-Bastos qui transférait l'usine de Toga à Furiani, à cinq kilomètres au sud de Bastia. La nécessité de sauver l'une des seules industries insulaires, allait conduire les pouvoirs publics à s'investir. En 1978, la SEITA était amenée à prendre une participation majoritaire de 51 % qui passait à 83 % en 1983 et à 99,90 % en 1986. Le tournant se situe en 1990. Jean-François Guiron prend la direction de ce qui s'appelle maintenant MACOTAB (Manufacture corse de tabac) : l'outil de production est modernisé, les machines remplacées, les ateliers climatisés, le service des achats réorganisé, l'approvisionnement en scierie se fait directement auprès des usines de Dijon et de Riom, un plan de formation mis en place. « Les efforts des uns et des autres ont porté leurs fruits », constate-t-il aujourd'hui. En 1991, les quatre-vingt-deux salariés ont produit près d'un milliard de cigarettes (Gitanes, Gauloises, Corsicas légères, Marlboro, pour le marché corse dont la société détient 50 %, et pour le SEITA). La MACOTAB continue aussi à produire des Job spéciales et des Bastos vendues sur le continent et dans les DOM-TOM. Le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé pour la même année à 37 millions de francs.

Paul Silvani

Les faïences de Moustiers

MOUSTIERS
de notre correspondant régional

« Sa chapelle, son étoile et ses faïences » ont fait le renom international de Moustiers-Sainte-Marie. La chapelle Notre-Dame-de-Beauvoir, qui remonterait à Charlemagne, et la mystérieuse étoile, accrochée à une chaine, entre deux pitons rocheux, probable ex-voto d'un chevalier du XIII^e siècle, méritent une halte touristique. Mais elles ont certainement joué un rôle plus modeste que les faïences pour la réputation de cette pittoresque commune des Alpes-de-Haute-Provence. Grâce à la trilogie de l'eau, de l'argile et du bois, Moustiers s'en était fait une spécialité dès la fin du XVII^e siècle. Le premier grand faïencier de l'époque, Pierre Clérissy, s'était procuré les formules de l'émail et produit des pièces de grande qualité décorées en camaïeu bleu. Les « lois somptuaires » de Louis XIV, ordonnant la fonte des vaisselles d'or et d'argent pour financer l'effort de guerre du royaume, favorisèrent l'essor d'une activité qui atteignit son apogée à la fin du XVIII^e siècle. La faïence de Moustiers passait, alors, pour « la plus belle et la plus fine » du pays. Mais, dès le début du XIX^e siècle vient la décadence, accélérée par la concurrence de la porcelaine. Le dernier four de Moustiers s'éteint en 1874. Un amateur d'art, Marcel Provence, tentera, dans les années 30, de renouer avec les traditions. Mais il faudra attendre les années 70 pour assister à une véritable renaissance de la production. Moustiers compte, aujourd'hui, dix-sept ateliers, autant qu'à l'âge d'or, employant une centaine de personnes – le système de la population de la commune – et réalisant un chiffre d'affaires de l'ordre de 40 millions de francs par an. On y fabrique des articles pour la table et d'ornementation, reproduisant les fameux décors « à la grotesque » du Grand Siècle, finement peints à la main sur émail cru. Mais la plupart des ateliers se livrent aussi à des recherches de formes et de couleurs, dans le goût du XVIII^e, voire, pour certains, d'inspiration contemporaine. L'Union des fabricants, que préside le plus important d'entre eux, Rémi Lallier (47 employés), cherche à obtenir un label « Moustiers ». Un premier pas vient d'être fait avec la création d'une marque collective de certification.

G. P.

L'art et la science des arômes

Créativité et technicité ont permis à Grasse de rester aux avant-postes d'une industrie née voici trois siècles

GRASSE
de notre correspondant régional

À u Moyen Âge, des tanneurs traitaient ici les peaux de bœuf acheminées du Levant. Puis, à la fin du XVI^e siècle, apparaissent les premiers gantiers-parfumeurs tirant profit de la mode des cuirs parfumés venue d'Italie et d'Espagne. La tradition veut qu'à la demande de Catherine de Médicis un parfumeur florentin, Tombarrelli, installe dans la ville une distillerie et un laboratoire d'alchimie. La parfumerie grasse vient de sortir des limbes... Dès cette époque, on produit dans toute la région les trois « fleurs mères » : le jasmin, la rose et la tubéreuse. Mais, vers la fin du XVIII^e siècle, la demande de produits parfumés se diversifie et la découverte de nouvelles techniques d'extraction des essences, notamment le procédé de l'enfleurage (utilisant les propriétés d'absorption des graisses pour extraire les parfums de certaines fleurs), stimule la production. La parfumerie prend son essor. Grasse en devient la capitale...

Trois siècles plus tard, l'aventure se poursuit. Grasse, certes, a perdu son monopole dans le domaine des huiles essentielles. L'urbanisation et la cherté de la main-d'œuvre ont réduit à la portion congrue la production florale de son terroir (moins de 40 tonnes de jasmin contre 1 200 avant la guerre, mais encore 300 tonnes de roses de mai et autant de fleurs de violette). La sous-préfecture des Alpes-Maritimes (40 000 habitants) ne contrôle plus le commerce des matières premières aromatiques. Mais elle reste le premier centre mondial de transformation et a conservé son aura de « ville des parfums ». Elle est, surtout, le siège d'une industrie toujours puissante qui, avec un chiffre d'affaires de 2,8 milliards de francs, dont 55 % à l'exportation, représente de 6 à 8 % du marché mondial des produits aromatiques.

INTERROGATIONS • Son principal atout, c'est « une connaissance intime, innée, héréditaire, voire même atavique des odeurs » dont les « nez » (ceux qui élaborent les compositions parfumées en humant les effluves sur une languette de papier) sont les dépositaires. Les entreprises grasseuses – par ailleurs mal placées par rapport aux grands centres chimiques du nord de l'Europe – ne se sont intéressées que tardivement à la chimie organique de synthèse. Elles ont, en revanche, fort bien réagi à l'explosion des arômes alimentaires, liée à l'évolution des modes de vie.

À côté de la parfumerie alcoolique classique et des autres produits de parfumerie (pour la cosmétique, la savonnerie, les détergents, etc.), elles se sont fait une spécialité des arômes alimentaires naturels. Des boissons aux plats surgelés, en passant par les salaisons, les produits laitiers, la confiserie, etc., la gamme de leurs applications est quasiment sans limite. La production de cette branche, qui englobe les arômes « identiques à la nature » (extraits naturels additionnés de

molécules obtenues par voie de synthèse mais se trouvant obligatoirement dans la nature), représente un tiers du chiffre d'affaires global des entreprises grasseuses. Sa part a plus que doublé au cours des vingt dernières années alors que celle des autres produits évolue plus irrégulièrement (la parfumerie est devenue très sensible à la conjoncture).

Les industriels grasseux s'interrogent sur la future réglementation européenne qui pourrait ne plus établir un distinguo clair entre les arômes alimentaires naturels et les arômes « identiques à la nature » d'un prix de revient inférieur. « Dans ce cas, s'inquiète Jean-Paul Bodifée, directeur du centre de profit « arômes et fragrances » de Sanofi Bio-Industries, notre fonds de commerce pourrait en souffrir. » Au contraire, Joseph Rigucci, directeur général de Robertet, estime qu'il ne s'agit pas d'une menace réelle. « Nos clients, dit-il, sont prêts à payer le prix pour garder le label « naturel », et Grasse exercera toujours une prééminence dans ce secteur d'activité. »

L'autre grande direction prise par les entreprises de la place est celle des compositions parfumées (35,8 % du chiffre d'affaires global en 1991). Elle leur permet d'exprimer leur créativité, d'ajouter une plus-value à leurs produits tout en répondant aux besoins spécifiques de leurs clients. La tendance est, de plus en plus, à raisonner en terme de concepts. On propose à l'utilisateur un projet complet de marketing des applications inédites pouvant servir de point de départ à de nouveaux produits, etc. « Notre métier s'enrichit », commente M. Rigucci, sans que nous sortions de notre domaine. L'exploration de plus en plus poussée du monde des arômes n'a pu se faire qu'au prix d'un exceptionnel effort de recherche

concernant les techniques d'extraction et les méthodes d'analyse. L'industrie grasseuse y consacre, en moyenne, 5 % de son chiffre d'affaires (150 millions de francs par an), taux porté jusqu'à 10 % dans les plus grandes entreprises. Chromatographies en phase gazeuse ou liquide, spectromètres de masse et de résonance magnétique nucléaire sont, aujourd'hui, les nouveaux outils des parfumeurs et aromaticiens. « Désormais, précise M. Bodifée, l'identification de composés à des concentrations de quelques dixièmes de partie par billions ne pose plus de problèmes. » La biotechnologie, l'un des axes de recherche les plus récents, laisse espérer la possibilité de reproduction de constituants odorants et aromatiques par culture *in vitro*. « Grasse tient la route », se félicite Pierre Vigne, président du Syndicat national des fabricants de produits aromatiques (PRODAROM). Ce satisfait justifié ne saurait faire oublier l'effacement des vieilles familles de parfumeurs qui a commencé dès les années 60. Faute de fonds propres, une bonne partie de l'industrie traditionnelle est passée sous la coupe de groupes, pour la plupart étrangers, en quête de diversification ou cherchant à contrôler leurs fournisseurs. Première société concernée, en 1963, Camille, Albert et Laloue a été absorbée par les laboratoires américains Pfizer.

RESTRUCTURATIONS • La plus prestigieuse, Chiris, créée sous Louis XV et véritable empire du parfum, a été rachetée par la firme américaine Universal Oil Product (UOP). Roure l'a été, elle aussi, en plusieurs étapes, par le groupe pharmaceutique suisse Hoffmann-Laroche. Bertrand Frères a été reprise par le trust hollandais Unilever, et Lautier par Rhône-Poulenc. Ces restructurations se sont prolongées avec la rétrocession de Chiris au hollandais Naarden puis au groupe français Sanofi Bio-Industries (qui a également racheté Tombarrelli et Miro-Boyyeau) et celle de Lautier au groupe américain Florasynth. Épargnant deux des trois plus importantes sociétés grasseuses actuelles, Mane et Robertet, elles n'ont entraîné, selon M. Vigne, qu'une faible diminution des effectifs. Ceux-ci se sont stabilisés, depuis vingt ans, autour de deux mille huit cents personnes pour une trentaine d'entreprises, plus environ deux mille emplois induits. Plus grave est le transfert hors de Grasse des centres de décision. Dernier exemple en date : la fermeture, à la fin de l'année, du centre de recherches de l'ex-société Roure (employant quarante-huit personnes dont une quinzaine de docteurs et ingénieurs), qui sera délocalisée près de Zurich. Il est vrai que Mane et Robertet illustrent à contrario le dynamisme et la prospérité de deux sociétés ayant gardé leur indépendance. Grasse demeure, quoi qu'il en soit, un « pôle d'investissement permanent ». En plus de ce qui est fait pour la recherche, trois usines sont construites en même temps dans la « ville des parfums ». Le signe le plus évident que l'avenir lui appartient.

Guy Porte



Le savon de Marseille rajeuni

Six maîtres savonniers, requinqués par la mode écologiste, perpétuent la fabrication artisanale du célèbre cube

MARSEILLE
de notre correspondant

Revanche de la Marseillaise, composée à Strasbourg par Rouget de Lisle : le savon « le Petit Marseillais » est fabriqué... en Alsace ! Pour l'honneur du Sud, ils sont encore une poignée (trois à Marseille, deux à Salon-de-Provence, un à Volx, près de Manosque) à maintenir la fabrication artisanale du vrai savon de Marseille.

Comme pour montrer que les maîtres savonniers étaient encore là, la Société européenne de détergence qui, malgré son nom, garde les méthodes de fabrication artisanale, a relevé, en juillet 1991, le défi de couler le plus gros savon du monde (20 tonnes, 6,20 mètres de long). « Mais nous avons eu l'impression, confie René Rampal, héritier de la savonnerie artisanale créée en 1907 par son père à Salon-de-Provence, d'être des soldats après la bataille qui s'étonnent d'être toujours vivants. »

Le cyclone des enzymes glutoniques a ravagé cette industrie traditionnelle qui faisait tourner soixante-huit établissements avant-guerre, entre Marseille et Salon, et employait un ouvrier marseillais sur deux. Aujourd'hui, en serrant les rangs, l'effectif régional employé à la fabrication « à l'ancienne » du savon de Marseille ne dépasse guère cent personnes. Et dans les supermarchés, le cube de savon a cédé la place aux alignements de paquets de lessive.

Pourtant dans l'inconscient collectif, il est toujours là : durant la guerre du Golfe, les Français ont stocké trois produits : le sucre, l'huile... et le savon de Marseille.

SAVOIR-FAIRE • Ce qui l'a sauvé miraculeusement – mais le miracle est coutumier chez les maîtres savonniers qui plaçaient jadis une statue de la Bonne Mère dans leur atelier – c'est d'être un produit entièrement biodégradable : la mode écologique lui aura donné un second souffle inespéré. Elle n'a fait d'ailleurs que redécouvrir l'Amérique car jadis, les Marseillais utilisaient leur savon comme une panacée : outre la lessive, il servait à l'hygiène du corps et des cheveux ainsi qu'en dermatologie et – sous forme de copeaux – les mères en faisaient un allié pour combattre... la constipation de bébé !

Que signifie aujourd'hui l'appellation « Savon de Marseille », puisque, comme la bouillabaisse, aucun label régional ne la protège ?

Jean Contrucci

Les poteries de Vallauris

VALLAURIS
de notre correspondant régional

La vocation de Vallauris pour la poterie est probablement née avec les premiers occupants du lieu, voilà deux mille ou trois mille ans, et l'actuel chef-lieu de canton des Alpes-Maritimes a été, de façon continue, un important centre de production de céramique depuis le seizième siècle. La poterie culinaire, utilitaire, qui fit, très longtemps, sa réputation, n'a pas survécu – sinon marginalement – à la concurrence des matériaux modernes. La poterie purement artistique, lancée au milieu du dix-neuvième siècle par une dynastie célèbre de faïenciers, les Massier, a reculé, elle aussi – à l'exception de quelques créateurs travaillant pour des galeries d'art ou des collectionneurs – devant une production banalisée d'objets de décoration ou d'art de la table. Voir les articles « de fantaisie », d'origine parfois incertaine, destinés à la clientèle touristique...

Pendant quinze ans, de 1947 à 1962, Picasso avait donné un rayonnement exceptionnel à Vallauris, où il s'était installé et où il signe quelque 4 500 pièces (630 ont été ou continuent à être éditées par l'atelier Madoura, qui l'héberge). Dans son sillage affluèrent de nombreux peintres de renom parmi lesquels Matisse, Miro, Brauner, Chagall, Fujita, Lurcat, Utrillo... qui contribuèrent à renforcer l'image flatteuse de la cité des potiers.

Picasso est toujours présent à travers les deux œuvres majeures dont il a fait don à la ville et à l'Etat, la sculpture *L'Homme au moulin* et les célèbres panneaux à la peinture marine de *la Guerre et la Paix*. Mais son souvenir s'est estompé, et la poterie vallaurienne lute, en ordre dispersé, contre son déclin. Avec un chiffre d'affaires estimé à 120 millions de francs, elle fait encore vivre, directement ou indirectement, un millier de personnes. Mais le nombre des ateliers a fortement diminué. Dans les années 70, on en comptait deux cents. Ils ne sont plus que cent vingt, dont aucun n'emploie plus de quinze salariés. La profession vient de décider de faire un diagnostic et d'élaborer un plan de développement du « produit Vallauris ». A l'approche du marché unique européen, elle ne survivra que si elle cesse de cultiver son individualisme.

G. P.

صكرا بن المرحلي

La situation économique en Russie

Le faux slogan de la convertibilité du rouble

par NATHALIE RICCEUR (*)

LE 5 mai dernier, Constantin Kagalovski, chargé des relations entre la Russie et les organisations internationales, créait un effet de surprise en annonçant l'unification des taux de change du rouble pour le 1^{er} juillet et l'introduction de la pleine convertibilité du rouble à compter du 1^{er} août. Deux mois plus tard, la Banque centrale introduisait effectivement son nouveau taux de change, à 125,26 roubles pour 1 dollar (passé depuis à 150 roubles). Ce respect inhabituel du calendrier ne doit toutefois pas faire illusion, la progression de la Russie dans la voie vers la convertibilité restant, pour l'heure, pure apparence.

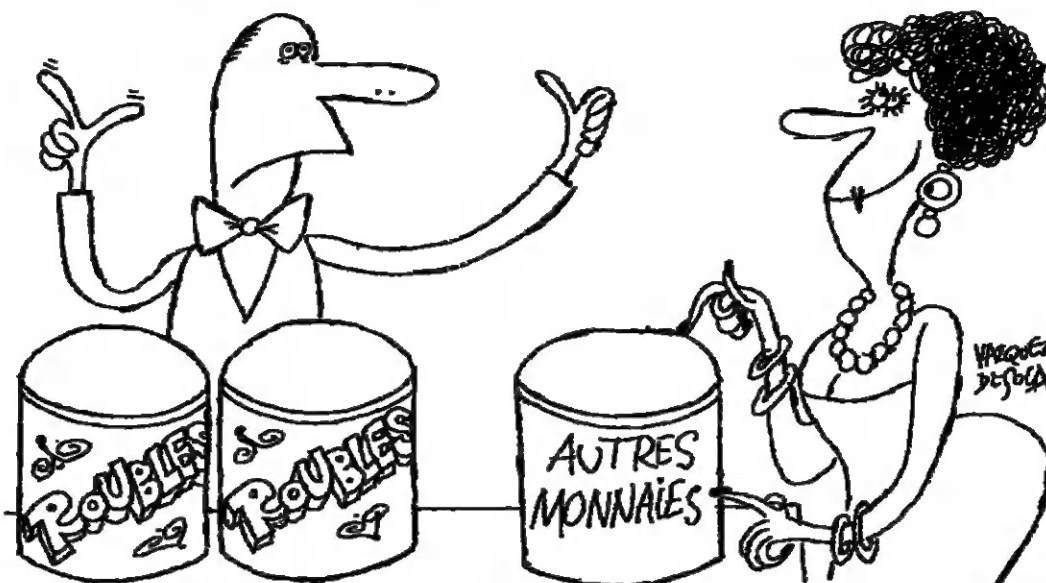
Rendre le rouble pleinement convertible est fantasme, compte tenu du délabrement de l'économie et de la rareté de devises. Le rouble ne peut être considéré comme une monnaie à part entière sur son territoire, bien que les pénuries dont il fait régulièrement l'objet en renforcent ponctuellement la demande. Le règlement en devises convertibles a toujours dominé le commerce extérieur de la Russie. Il s'est aujourd'hui étendu aux échanges avec les anciennes Républiques et à l'ensemble des échanges intérieurs portant sur des biens « déficitaires », sur les marchés des biens de consommation, comme ceux des biens de production.

Les déclarations qui ont suivi cette annonce témoignent, d'ailleurs, de la légèreté avec laquelle ce sujet est traité. Après avoir crié à la précipitation, Georgi Matoukhine, alors président de la Banque centrale de Russie — qui a démissionné depuis —, s'était contenté de reculer l'échéance à l'automne. Boris Eltsine, pour sa part, l'envisageait pour l'année prochaine. Mais la date butoir d'août semble demeurer au programme officiel, bien que le nouveau président de la Banque centrale, Viktor Geraschenko, l'ait jugée prématurée pour l'instant.

De grandes vertus théoriques

Si l'on doit exclure toute réapparition immédiate du rouble sur les marchés internationaux, le développement d'une forme limitée de convertibilité, dite convertibilité interne, peut en revanche être discuté. Celle-ci (en vigueur notamment en Pologne et en Tchecoslovaquie) autorise les bureaux de change nationaux à effectuer des opérations de change, à un taux unique : tous les résidents, y compris les entreprises étrangères implantées dans le pays et les non-résidents qui s'y rendent, peuvent librement échanger la monnaie nationale, mais il n'est pas question de la coter sur les marchés des changes extérieurs.

En théorie, cette convertibilité interne possède de grandes vertus dans le contexte hyper-inflationniste de l'économie russe. Ainsi que l'a démontré l'expérience polonaise, la garantie d'une convertibilité



inconditionnelle sur le territoire, à un cours fixe et stable, peut restaurer la confiance dans la monnaie nationale et interrompre les anticipations inflationnistes. De plus, la concurrence des importations permet un ancrage nominal de l'économie, salutaire en période de libéralisation des prix.

Mais deux conditions au moins devraient être réunies : un plan destiné à supprimer l'alimentation mécanique du processus inflationniste (restriction du crédit, le déficit budgétaire et désindexation des salaires pour les principales) et une politique de change crédible, comprenant la libéralisation du change interne, l'adoption d'un taux de change unique et stable ainsi que la création d'un fonds de stabilisation.

Dans la crise intense que traverse la Russie, le premier point soulève des interrogations sérieuses. Une politique déflationniste suppose une convergence des stratégies économiques des nouveaux États de l'ex-URSS, aujourd'hui impossible. Elle nécessite des acquis structurels encore inexistantes (mécanisme d'une « démonopolisation » de l'économie, contrôle du système bancaire, système de collecta d'impôts...). Elle implique surtout une forte récession et représenterait donc une menace pour la stabilité politique du pays. Aussi, après une tentative malheureuse en janvier 1992, la Russie semble y avoir aujourd'hui renoncé.

Faute de cet assainissement, l'unification des

taux de change paraît superflue, au mieux faite à contretemps, puisqu'elle avait cruellement fait défaut en janvier 1992, à l'heure de la libéralisation des prix.

Prévue à plusieurs reprises depuis janvier 1990, l'unification n'a pu être effectuée jusqu'ici pour une raison simple : la dispersion des taux de change du rouble provient moins de la multiplicité des taux officiels que de l'existence de « marchés libres » (marché noir, marchés inter-bancaires et ventes aux enchères de devises ouvertes aux entreprises) sur lesquels le rouble est fortement dévalué. En janvier 1992, par exemple, les différents cours et taux de change en Russie allaient de 100 (taux officiel) à 180 roubles pour 1 dollar (taux des ventes aux enchères de devises) et pouvaient atteindre 220 roubles lors de ventes aux enchères de certains États.

L'unification suppose de retenir un taux au niveau le plus bas, celui des marchés libres, afin de décourager les anticipations de dépréciation. Les autorités russes s'y refusent jusqu'ici, arguant de la richesse potentielle de l'économie et d'une valeur économique du rouble de 10-12 roubles pour 1 dollar (à partir de pouvoir d'achat) en début d'année. Une solution prévoyant un taux spécial pour les investissements étrangers, pendant un temps, été envisagée.

Simultanément, les autorités russes n'ont eu de cesse de chercher à inverser la tendance à la dépréciation du rouble sur les marchés libres, en profitant

du faible volume global des échanges sur les devises. Depuis le début de l'année 1992, en effet, se sont succédées interventions discrètes de la Banque centrale et de la Vneshekonombank, rumeurs de « ruses » vers le rouble, et tentatives régulières de réévaluation du taux officiel. Près de 100 millions de dollars auraient ainsi été injectés en mai et juin pour soutenir le rouble.

Une résignation à la dévaluation

Cette politique coûteuse a obtenu un certain succès, les cours libres étant, au jour de l'introduction du nouveau cours officiel, contenus autour de 140 roubles pour un dollar. Elle est certainement très loin de satisfaire les autorités russes, qui, en avril et mai 1992, avaient ramené de 50 à 80 roubles par dollar leur objectif pour le cours unifié. Elle resta surtout bien insuffisante pour garantir l'unification au niveau de 125,26 roubles pour 1 dollar, qui représentait la moyenne des cours des Bourses de devises au mois de juin. Si ce taux de change indiquait une résignation inédite des autorités à la dévaluation, il ne ressemble en rien à ce qui est annoncé : un taux flottant unifié, ajusté en fonction du résultat des marchés.

En outre, le change interne n'a pas été libéré. Les entreprises sont aussi tenues de revendre 50 % de leurs recettes à l'exportation au nouveau taux officiel. Moins pénalisant que le précédent, ce système comporte toujours une incitation à la fuite des capitaux, d'une part, et à la dévaluation du rouble sur les marchés libres, de l'autre. Le risque est donc grand de voir le taux officiel « courir » sans succès après les cours des enchères ou du marché noir, ce qui conduirait les autorités à renoncer progressivement à l'ajustement.

L'existence d'un fonds de stabilisation, du type de celui qui est actuellement discuté avec le FMI, ne suffirait pas à soutenir le nouveau taux. Un tel fonds a un rôle purement psychologique. Il garantit la défense du cours en cas de fortes pressions à la dépréciation, mais ne doit en aucun cas être utilisé, sous peine de déclencher la spéculation à la baisse. Très utile si l'on s'engageait véritablement dans la voie de la convertibilité interne, il ne peut compenser l'impossibilité d'une politique d'austérité et la poursuite d'une politique de change non crédible.

Les conditions du développement d'une convertibilité, même limitée, sont donc loin d'être aujourd'hui réunies. Malgré les apparences, la convertibilité ne constitue pas la priorité de l'équipe au pouvoir. Elle fait simplement recette auprès des milieux occidentaux.

(*) Economiste à la Caisse des dépôts et consignations.

LIVRES

Une transition mal partie

Faute de compréhension de l'économie de marché et de légitimité politique, les stratégies adoptées dans l'ex-URSS ne conservent-elles pas les défauts du modèle communiste ?

FEU LE SYSTÈME SOVIÉTIQUE ? Permanences politiques, mythes économiques, enjeux stratégiques de Jacques Sapir. La Découverte, « Essais », 190 pages, 55 F.

Il y a du pamphlet dans ce livre. Dès l'introduction, Jacques Sapir passe à l'attaque : « Comment ne pas voir, écrit-il, que les fondements des thérapies de choc que l'on a infligées à la Pologne, et dont on veut aujourd'hui accablent la Russie, avec leur mélange d'illusions sur le pouvoir de quelques transformations institutionnelles pour changer une société et d'accent mis sur quelques groupes d'experts investis de tous les pouvoirs, ne font que reproduire le modèle léniniste de la révolution ? »

Mais c'est aussi un livre documenté, écrit par l'un des meilleurs spécialistes français de l'économie ex-soviétique, auteur d'ouvrages érudits et reconnus par la communauté universitaire. Jacques Sapir conteste à la fois la vision de l'économie de marché des nouveaux dirigeants, leur conception de l'insertion internationale de leurs pays et les méthodes qu'ils utilisent.

RÈGLES La transition se heurte à un problème de compréhension de la nature même de l'économie de marché. Pour des dirigeants formés dans le cadre de l'économie administrée, l'économie de marché se confond avec l'absence de règles. L'ancien système comprenait un enchevêtrement de règles innombrables, au statut mal défini, au degré de contrainte incertain et fortement dépendant de la personne concernée. Son rejet conduit au refus des règles qui fondent les économies de mar-

ché modernes, et qui sont — ou devraient être — rares et d'application automatique.

Quant aux populations, elles assimilent souvent l'économie de marché aux combats variés qui permettaient d'éviter la paralysie totale de l'économie administrée : marché noir, clientélisme, favoritisme, passe-droits, voire corruption. Cette dernière n'est pas née des changements récents mais la disparition des règles, la persistance des pénuries et la décomposition de l'autorité publique ont conduit à la prolifération des mafias, fruit des alliances entre « des politiciens véreux, des entrepreneurs monopolistes et des hommes de main tenant la rue ».

IMBRICATION Les nouveaux États indépendants ont hérité de structures économiques et sociales très fortement interdépendantes. L'imbrication des systèmes productifs, l'ampleur de la division du travail, l'importance des migrations qui ont lieu entre les Républiques, les croisements inextricables des droits sociaux, notamment pour les droits à la retraite, rendraient très coûteuse une fragmentation de l'espace économique de l'ancienne Union soviétique.

Or c'est bien dans cette direction que sont tentées de s'engager les nouvelles autorités. D'abord, pour des raisons d'affirmation nationale, à base politique et culturelle. Ensuite, parce que le salut est attendu de l'insertion dans la concurrence mondiale, moteur de rattrapage technologique et juge de la compétitivité. Enfin, parce que la crainte de la domination russe pousse les autres Républiques à tourner leur regard au-delà des frontières de l'ancienne Union soviétique.

Pour favoriser le choix de solutions coopératives, permettant

de sauvegarder les interdépendances utiles, Jacques Sapir propose que la Communauté européenne apporte un appui décisif aux dispositifs de coopération régionale : maintien d'un grand marché unique, mise en place d'une union des paiements, gestion commune des réseaux de transport et des systèmes sociaux. Il va même plus loin en proposant que la collaboration des nouveaux États à ces dispositifs devienne explicitement une des conditions essentielles de l'aide que leur apporte la Communauté européenne. C'est là, pense-t-il, le meilleur moyen pour l'Europe d'œuvrer en faveur d'une stabilisation de la partie orientale du continent.

Pour mener une stratégie de transition, les autorités ont besoin d'une légitimité reconnue. Celle-ci procède maintenant, dans la plupart des nouveaux États, du grand marché populaire. Pour embrayer sur la réalité, ces autorités démocratiques doivent néanmoins s'allier aux détenteurs de la compétence gestionnaire, hauts fonctionnaires et dirigeants d'entreprise, et réguler les inévitables conflits entre groupes ethniques et sociaux.

PLANIFICATION Jacques Sapir considère — à mon avis à juste titre — qu'un des grands échecs de Gorbatchev a été son incapacité à éviter l'affrontement entre ses conseillers, réformateurs déterminés mais coupés des réalités, et les administrateurs compétents, qui se sont progressivement rapprochés des adversaires des réformes. Le problème continue de se poser en Russie et dans les autres Républiques. Il y a aujourd'hui une nécessité vitale de restaurer la légitimité de l'action de l'État, de construire des fonctions publiques honnêtes et efficaces, et

même, dit Jacques Sapir, conscient de la provocation qu'il profère, de revenir « à une forme de planification ».

TENTATION La tentation d'une société homogène guette les autorités des nouveaux États. Elle s'appuie sur le vieux fond de l'idéologie soviétique traditionnelle prônant la disparition des classes sociales. Elle s'alimente aujourd'hui aussi de la résurgence des sentiments nationaux, du courant ultra-libéral, du rejet des privilèges et de l'écroulement des hiérarchies établies. Les difficultés de la transition sont cependant si fortes que des conflits sont inévitables. Il faudra apprendre à « vivre ensemble », considérer les situations conflictuelles comme normales et tenter d'élaborer des procédures de régulation évitant l'exclusion et l'arbitraire.

Pour Jacques Sapir, les éléments de scénarios-catastrophe sont aujourd'hui réunis dans l'ex-Union soviétique. C'est cela d'abord qu'il a voulu faire connaître à travers cet ouvrage passionnant, même si, dans sa conclusion, il rappelle tardivement que le pire n'est jamais sûr.

Jean-Michel Charpin

NOTES DE LECTURE

LA DÉRIVE TOTALITAIRE DU LIBÉRALISME de Michel Schooyans. Editions universitaires, 350 pages, 150 F.

L'Eglise n'a jamais béli le libéralisme, ce vilain mariage du matérialisme et de l'individualisme. Le Père Schooyans, philosophe et théologien, professeur à l'université de Louvain, perçoit même dans le libéralisme une dérive redoutable, essentiellement contenue dans le postulat selon lequel la confrontation des intérêts particuliers réalise l'intérêt général : « Ce postulat inadmissible conduit à une dérive totalitaire qui conduit à l'écrasement des plus faibles par les plus forts ».

Dans les rapports Nord-Sud, la domination des nantis s'exprime notamment par le biais du contrôle démographique du Sud. L'auteur cite abondamment les rapports de la Banque mondiale, clairement anti-populationnistes, ainsi que le rapport Kissinger (1973), longtemps secret, suggérant le contrôle des populations du tiers-monde.

Mais l'intérêt de l'ouvrage, plus qu'à la critique chrétienne irès classique, tient à l'analyse « anthropologique » du libéralisme : nous dirions plutôt religieuse et superstitieuse. Ainsi la confusion entretenue entre la liberté et le libéralisme, par le mot marché. Tantôt notion mécanique et régulatrice, tantôt représentation idéologique, le « marché » fonctionne comme leurre qui cache l'action éffrénée dans un monde où la « force » devient l'unité de mesure de la liberté. De la mécanique du marché à la morale du marché, un pas, allégrement franchi par le « scientisme libéraliste », dans un discours monocolor et ubiitaire, autrement dit totalitaire. Ainsi, un totalitarisme en cachai un autre...

Que faire ? interroge le chrétien en fin d'ouvrage : « Naitre à la liberté ». Belle formule, passionnée, comme ce livre, trop passionné presque lorsque sont évoqués la démographie ou

encore la « guerre » faite par le Nord au Sud. Ouvrage émouvant et savant (oui, c'est possible) et appel à la vie : comment en serait-il autrement, puisque le Sud doit être pour nous, conclut le Père Schooyans, « Lazare à qui l'on offre des habits de fête » ?

B. M.

CULTURE D'ENTREPRISE ET INNOVATION Coordonné par P. J. Bernard et J.-P. Daviet. Presses du CNRS, 340 p., 145 F.

Dix ans d'emploi d'une mauvaise formule ne la légitime pas. « Culture d'entreprise » est venue sur la vague de cette mode où le mot « culture » mis à toutes les sauces n'a plus finalement aucun goût. On disait avant « esprit maison » et cela suffisait, rappelait un jour dans nos colonnes Bertrand Poirot-Delpech. Il est évident qu'une entreprise a besoin, pour s'identifier, d'histoire, de codes, de gestes et d'inconscient collectif.

Le livre qui nous est proposé, fruit d'un colloque de l'École polytechnique (1990) vaut beaucoup mieux que la première partie de son titre. Pour deux raisons : le thème principal est l'innovation : ce sont des cas concrets qui sont examinés. Dans les « acteurs de l'innovation », on nous raconte aussi bien l'histoire de Bouygues que celle de la photocomposition, de Jean Prouvost ou des petites entreprises italiennes.

Suivent quelques articles théoriques et avant une étude en six interventions sur « l'entreprise et le système social », on aura le loisir de voir défilier, sous la bannière « logique des grands groupes », certains fleurons des sociétés françaises : Alcatel Alsthom, Pechiney, Rhône-Poulenc, SNCF, Creusot-Loire et l'industrie automobile.

De quoi alimenter une riche réflexion sur les caractéristiques de nos moyens de production en Europe.

P. D.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 46-62-72-67

CONJONCTURE

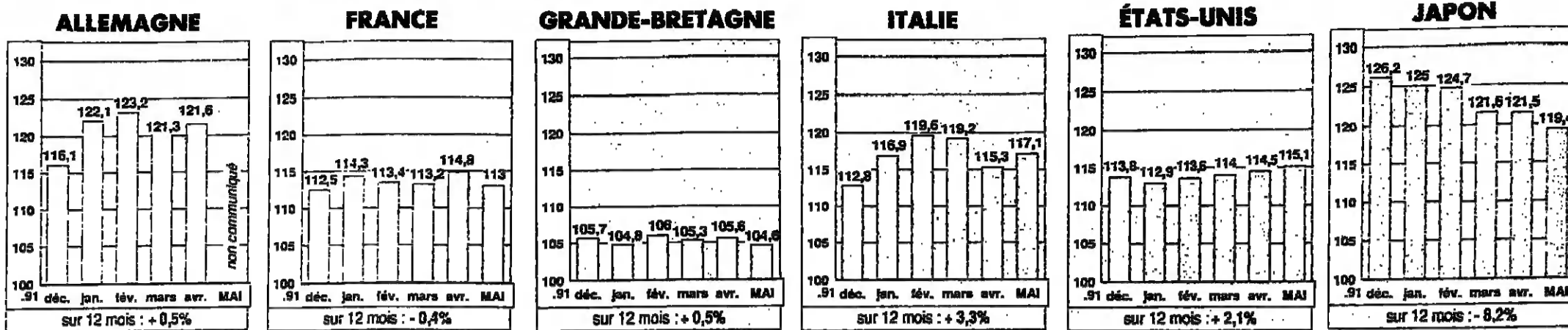
Le caractère modéré du redressement de l'activité, tel qu'il est prévu par la plupart des spécialistes depuis plusieurs mois, se confirme. Aux Etats-Unis, après seulement quatre mois de progression, la production industrielle paraît déjà s'essouffier : elle s'inscrit en baisse de 0,3 % en juin, tandis que les prises de commandes des entreprises redevenaient stables. En Europe, les économies les mieux portantes au premier trimestre paraissent de même amorcer une période de stagnation : en Allemagne, en France et en Italie, la progression de la production industrielle des mois passés marque le pas. Les ménages, plus dépensiers pendant les mois d'hiver, redevenaient prudents et les entreprises resserrent un peu plus leurs investissements. Au Royaume-Uni, alors que la

INDICATEUR • La production industrielle Nuages

reprise semblait à portée de main en début d'année, elle n'est plus aujourd'hui à l'ordre du jour : la production industrielle s'est encore une fois contractée en mai, retrouvant un niveau inférieur à celui de janvier, et les dernières enquêtes auprès des chefs d'entreprise témoignent d'une nouvelle dégradation du climat conjoncturel. Enfin au Japon, où le

retournement de l'activité est intervenu plus tardivement que dans les autres pays industrialisés, la baisse de la production atteint près de 5 % depuis le début de l'année.

Les chances que se modifie rapidement le contexte conjoncturel international sont faibles aujourd'hui. Alors qu'aux Etats-Unis les tentatives de relance monétaire n'ont qu'un effet modéré sur le comportement des agents économiques, tant les dettes passées sont longues à épuiser, le durcissement récent des conditions de crédit en Europe risque en outre de retarder un peu plus le rétablissement de la croissance. Dans ces conditions, rien ne permet d'espérer une notable éclaircie du climat économique mondial avant 1993.



Indices de la production industrielle - énergie incluse, hors bâtiments et travaux publics - en données corrigées des variations saisonnières. Base 100 en 1985. Sources nationales.

RÉGION • L'Amérique du Nord Doutes et morosité

AUX Etats-Unis et au Canada, le rythme de progression de l'activité reste insuffisant pour engendrer une croissance significative de l'emploi et restaurer la confiance. Au Mexique, les performances économiques restent faibles, mais l'optimisme du début d'année a disparu en raison de craintes liées au processus de ratification du NAFTA (North American Free Trade Agreement), l'accord tripartite de libre-échange entre le Canada, les Etats-Unis et le Mexique.

Aux Etats-Unis, le redémarrage de l'activité intervient, comme prévu, sur un rythme modéré. Celui-ci, compatible avec le potentiel de croissance de l'économie américaine, estimé à 2-2,5 % l'an, est insuffisant en année électorale pour le président-candidat. La probabilité que des indicateurs conjoncturels soient ponctuellement décevants est bien plus forte que lors des reprises précédentes.

Alors que des facteurs structurels sont à l'origine de ce manque de vigueur de l'activité, les pressions politiques pour la mise en œuvre de mesures visant à stimuler la croissance restent vives. Le président Bush s'efforce de combattre une morosité persistante et de démontrer que les critiques qui lui sont adressées sur le thème de son désintérêt pour les affaires intérieures, et notamment économiques, sont injustifiées.

L'atonie du marché du travail est l'un des principaux points noirs de la reprise actuelle. En juin 1992, l'économie américaine a perdu 117 000 emplois, et le taux de chômage est monté à 7,8 % contre 7,5 % le mois précédent. A titre de comparaison, la croissance permettait de créer plus de 400 000 emplois par mois à un moment équivalent dans la phase de reprise de 1983-1984, et le taux de chômage diminuait : les Etats-Unis ont créé moins de 200 000 emplois depuis la fin de la récession contre plus de 4 millions au cours des quinze premiers mois suivant l'issue de celle de 1981-1982.

La Réserve fédérale a rapidement réagi à la publication des chiffres d'emploi du mois de juin, le 2 juillet 1992, assouplissant le jour même sa politique. Le taux d'escompte, inchangé à 3,5 % depuis le 20 décembre 1991, a été fixé à 3 %, son plus bas niveau depuis juillet 1963. Les principales banques commerciales ont immédiatement répercuté cette diminution du taux de l'argent, le « prime rate » étant réduit de 0,5 %, à 6 %.

Mais la reprise américaine est toujours à l'œuvre et la croissance du PIB du deuxième trimestre 1992 devrait être proche de celle du premier trimestre (+2,7 % en rythme annuel). Les mesures prises ces derniers mois pour stimuler l'économie, notamment en matière de politique monétaire, porteront directement ou indirectement leurs fruits. Directement, car la baisse des taux d'intérêt allège le fardeau de la dette et constitue une incita-

tion à l'investissement en réduisant le seuil de rentabilité nécessaire pour s'engager dans un nouveau projet. Indirectement, parce que l'élargissement du différentiel de taux d'intérêt à court terme entre les Etats-Unis et l'Allemagne a ramené le dollar vers ses points bas historiques vis-à-vis du mark, renforçant outrageusement l'avantage de compétitivité-prix dont les industriels américains bénéficient depuis plusieurs années. Ces effets seront-ils suffisamment rapides pour que le président Bush puisse s'appuyer sur de meilleures performances juste avant les élections début novembre ? Ce qui est certain, c'est qu'à sacrifier le moyen et long terme au profit du présent, les Etats-Unis s'exposent à de futurs ajustements.

Au Mexique, la croissance de l'activité reste très soutenue et les progrès en matière de lutte contre l'inflation se poursuivent. Pourtant, la Bourse mexicaine a baissé de plus de 15 % au mois de juin 1992, après avoir, il est vrai, plus que doublé en 1991. Mais il s'agit d'un avertissement parce qu'il conduit à étudier de plus près les performances économiques. Il n'y a pas de miracle mexicain, au sens d'un retour à une croissance équilibrée et sans obstacle.

Le PIB a certes progressé de 4 % l'an en moyenne depuis 1988 et l'inflation en glissement annuel est dorénavant contenue en deçà de 20 %, alors qu'elle était encore à trois chiffres en 1987-1988. En outre, ce type de résultat n'est pas remis en cause pour 1992 avec une augmentation du PIB de 4,2 % au premier trimestre, la plus forte depuis dix ans, et une hausse des prix à la consommation limitée à 0,6 % en juin, la plus faible depuis 1976, portant le cumul depuis le début de l'année à 6,4 %.

Cependant, la dégradation des soldes extérieurs se poursuit, voire s'accroît. Le déficit courant a presque doublé de 1990 à 1991, passant de 7,1 à 13,3 milliards de dollars. Le déficit commercial, qui avait atteint 6,9 milliards de dollars en 1991, s'est établi à 4 milliards au premier trimestre 1992, à comparer à moins de 1,8 milliard pour les trois premiers mois de l'année précédente. Or la confiance des investisseurs étrangers, dont le portefeuille boursier dépassait fin mai 27 milliards de dollars, soit 20 % de la capitalisation de la Bourse, a été ébranlée. Des prises de position contre le NAFTA et, plus encore, les retards dans les négociations avec l'administration Bush ont assombri les perspectives. Le retrait de Ross Perot de la course à la présidence lève une ombre, mais le coup de semonce n'aura pas été inutile. Les progrès du Mexique ne sont pas encore consolidés. Or un engouement trop vif peut constituer un handicap car il condamnerait cette économie à toujours mieux faire, augmentant par là même les risques de déception.

Philippe Aroyo
Economiste à la BNP



PAYS • Le Canada Contrastes

Le Canada semble enfin sortir de la récession dans laquelle il était entré au printemps 1990. Le PIB a progressé d'un modeste 0,4 % au premier trimestre 1992 (1,6 % en rythme annuel), après une quasi-stagnation fin 1991. Ce redémarrage intervient, comme aux Etats-Unis, sur un rythme très modéré et insuffisant pour autoriser un redressement du marché du travail. Les résultats de l'économie canadienne sont particulièrement contrastés, avec des performances qui s'inscrivent, certaines parmi les meilleures, d'autres parmi les plus mauvaises des principaux pays industrialisés.

Le nombre de chômeurs continue de progresser (+67 000 en juin 1992), et atteint désormais 1,6 million, soit 11,6 % de la population active, le taux le plus élevé depuis septembre 1984. Mais cette dégradation de l'emploi a pour corollaire une nette modération des revendications salariales qui, combinée aux effets d'une demande intérieure déprimée, contribue à une grande maîtrise des pressions inflationnistes. Le Canada est le pays de l'OCDE dont le glissement annuel des prix à la consommation est le plus faible.

Cette performance permet à la Banque centrale de conduire une politique monétaire toujours plus accommodante, les taux courts s'inscrivant désormais sous 5,5 % contre 7,5 % en début d'année et plus de 10 % début

1991. En outre, le potentiel de détente n'est pas épuisé. Enfin, la dépréciation du dollar canadien vis-à-vis du dollar US et donc plus encore vis-à-vis des devises européennes renforce la compétitivité des industriels canadiens, permettant d'anticiper un plus grand soutien du commerce extérieur.

Le redémarrage de l'activité pourrait donc progressivement s'accroître en cours d'année, mais la croissance du PIB devrait être nettement inférieure à 2 % pour un potentiel généralement estimé à plus de 3 %. En effet, l'économie canadienne bute actuellement sur des contraintes telles que le surendettement des agents économiques.

Le déficit budgétaire a dépassé 30 milliards de dollars canadiens au cours de l'exercice clos le 31 mars 1992, soit environ 4,5 % du PIB. La dette consolidée du Canada, rapportée au nombre d'habitants, est l'une des plus élevées de l'OCDE. En outre, le solde courant continue de se dégrader, le déficit ayant atteint un nouveau record historique de 29,3 milliards de dollars (plus de 4 % du PIB).

Enfin, la mollesse de la reprise économique aux Etats-Unis est un handicap supplémentaire, 75 % environ des exportations canadiennes totales étant destinées à leur voisin, soit plus de 15 % du PIB canadien.

Ph. A.

SECTEUR • Le matériel informatique Guerre sur les prix

REPRISE, pas reprise ? L'an passé, les constructeurs de matériel informatique, à de très rares exceptions près, ont vécu une véritable calvaire. Des comptes dans le rouge, des vagues massives de suppressions d'emplois. Le montant de leurs ventes a régressé sur tous les segments du marché, à l'exception notable des stations de travail (ces micro-ordinateurs très puissants utilisés pour des applications spécifiques ou connectés en réseau). Ont-ils pour autant touché le fond ? L'année 1992 présente un léger mieux. Mais cette embellie demeure très relative. Les causes du repli généralisé enregistrées en 1991 ne se sont pas dissipées.

Plus que d'autres industries de biens d'équipement, les fabricants d'ordinateurs sont victimes de la situation économique qui a suivi la guerre du Golfe. Le ralentissement économique a en effet frappé un secteur en pleine mutation, aggravant les déséquilibres. La guerre des prix qui fait rage dans cette industrie en est la conséquence la plus visible. Les entreprises clientes ont réduit leurs investissements. Les budgets d'équipement informatique n'ont, dans l'ensemble, pas échappé à cette « cure d'austérité ». Les constructeurs, qui doivent « faire du chiffre » pour amortir leurs coûts de développement, défendent leurs positions âprement, en « tirant » les prix de leurs matériels. Aucun segment du marché n'est épargné par le phénomène.

Cette bataille explique le repli, en valeur, de certains types de matériel, alors même qu'en volume la demande continue de croître. Désormais sensible sur le segment des *mainframes* (grands systèmes), elle oppose IBM, longtemps leader incontesté du marché (il représentait encore 40 % des ventes mondiales de ces gros ordinateurs), aux japonais NEC, Fujitsu et Hitachi, de plus en plus agressifs. Le géant américain, voyant ses positions patiemment grignotées, a été contraint à la riposte. Cette obligation tactique n'est pas sans poser de problème :

« Big Blue » réalise aujourd'hui l'essentiel de ses marges sur la vente de grands systèmes.

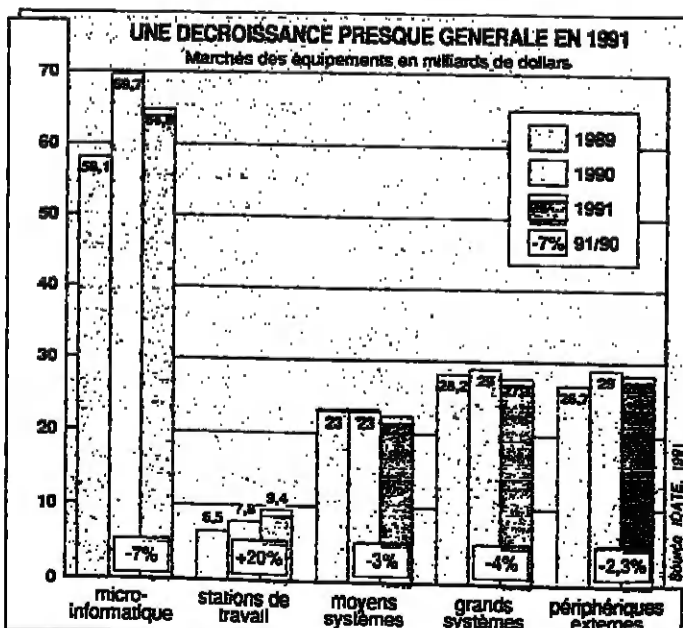
Dans la micro-informatique, cet effet-prix est plus manifeste encore. Le terrain s'y prête mieux : les produits sont désormais banalisés, proches de la consommation de masse. La vente directe ou par correspondance s'est considérablement développée, ce qui ne favorise pas les marges élevées. Au cours des dernières semaines, IBM, Compaq, Apple, Toshiba, Zenith Data System ont tour à tour annoncé des baisses de prix de l'ordre de 20 % sur une partie, voire la totalité de leurs modèles.

Le mouvement commence à atteindre les stations de travail, seul marché à avoir progressé, et en valeur et en volume, l'an passé. Sun, Hewlett Packard et IBM ont décidé de tirer vers le bas les prix de leurs modèles d'entrée de gamme.

Tous les équilibres sont donc bouleversés. Aucun indice clair de remise en ordre n'est apparu sur les six premiers mois de 1992. Bien au contraire. Les frontières entre les différents types de matériel ont tendance à s'effacer. Coïncide, d'une part, des micro-ordinateurs ou des stations de travail dotées de microprocesseurs de plus en plus puissants pour un coût resté stable et, d'autre part, les grands systèmes traditionnels, les mini-ordinateurs (ou moyens systèmes) ont du mal à trouver leur place. Les « micros » montés en réseaux parviennent même à damer le pion aux grands systèmes.

Pour les constructeurs de matériel, les seules sources de revenus à peu près sûres sont désormais les services, la maintenance et les logiciels. Pour la première fois de l'histoire de l'informatique, le chiffre d'affaires de l'industrie du logiciel, à l'an dernier, dépassait celui réalisé par l'industrie du matériel. L'écart devrait encore se creuser en 1992.

Caroline Monnot



Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par l'agence de presse Idé et le service infographique du Monde.

150